

7/8/9/10 février 2013 - 36^e Congrès du PCF

Un communisme de nouvelle génération La dynamique de l'espoir



**Le rapport de Pierre Laurent, les débats, les votes,
le texte amendé, la direction élue...**

On ne lâche rien !

Le Congrès s'ouvre par l'accueil de délégations de salariés en lutte : Ceux de Prestaliss, Fralib, Florange, Gandrange, Virgin, Sanofi, Alcatel, des représentants du service public, hospitaliers, cheminots, Banque de France... Pour tous, une exigence : « le changement, c'est maintenant ! »



Notre congrès est attendu, ses décisions vont compter, les travailleurs, la jeunesse comptent sur nous. Il y a trop de chômage, trop de précarité et de souffrances, trop de scandales, de profiteurs, de richesses gâchées, trop de possibilités de vivre autrement dans cette société pour que nous acceptions un seul instant de renoncer à l'ambition d'un changement véritable pour la vie de nos concitoyens et de notre pays. Au printemps dernier, notre peuple a choisi le changement. Il a eu raison de faire ce choix, il a eu raison d'y croire. Aujourd'hui, nous sommes là pour l'aider à avancer, à relever le pays, et ouvrir avec lui une issue de progrès à la crise.

En ouvrant les travaux de notre 36^e Congrès, nous ne devons avoir qu'une seule idée en tête : être utile à notre peuple, à la France, à toutes celles et tous ceux qui dans notre pays, en Europe et dans le monde, se battent au quotidien pour une vie meilleure, pour sortir de ce monde d'inégalités et d'injustices, pour ouvrir des chemins nouveaux de liberté et de solidarité, de progrès social, de paix et d'émancipation humaine.

Pour que nos décisions soient efficaces, elles doivent être de grande portée parce que notre congrès se tient dans un contexte triplement exceptionnel :

- En premier lieu, celui d'une crise de civilisation majeure, d'un affrontement historique entre le système de domination capitaliste mondialisé, entré durablement en crise comme nous l'avons diagnostiqué en 2008, et la poussée multiforme d'un nouveau monde où les forces du partage ne demandent qu'à prendre le pas sur les logiques de mise en concurrence.

- En second lieu, celui d'une phase nouvelle de notre lutte pour le changement en France, marquée par la défaite de Nicolas Sarkozy et du pouvoir de droite le plus ultra-réactionnaire que la France ait connu depuis la Libération ; par l'élection de François Hollande et la mise en place du gouvernement Ayrault ; et par la place prise par le Front de gauche au cœur de la majorité populaire qui a permis le changement.

Celui, enfin, du renouveau communiste, de la transformation accélérée de notre parti, de la construction désormais clairement engagée d'un communisme de nouvelle génération. Je veux saluer les nombreuses et nombreux délégué-e-s qui assistent aujourd'hui à leur premier congrès du Parti communiste. Les quatre dernières années ont profondément changé notre parti. Vous êtes les acteurs de ce renouveau. Ne boudez pas votre plaisir. C'est une grande chance d'être ici. Et nous sommes fiers de vous compter parmi nous. A travers vous, je salue les 23 000 nouveaux adhérents, jeunes, militants des quartiers populaires et du monde du travail, qui nous ont rejoints ces quatre dernières années.

En quatre ans, que de chemin parcouru ! En 2008, après l'élection de Nicolas Sarkozy et deux élections présidentielles successives catastrophiques pour la gauche et notre parti, devant l'ampleur de la crise capitaliste, nous ressentions tous le besoin de relancer notre combat. Nous sortions d'âpres débats menés depuis des années sur les chemins à emprunter pour y parvenir. Notre 34^e Congrès a alors marqué une étape majeure, confirmée lors de notre congrès intermédiaire – le 35^e – en 2010. Après bien des questionnements parfois existentiels et des expérimentations, nous avons fait deux choix majeurs.

Nous avons d'abord décidé, en renouvelant notre choix communiste – un communisme désormais irrévocablement ancré dans

l'exigence démocratique – d'entreprendre la refondation de ce projet. Conscient que le monde avait radicalement changé d'époque, nous avons affirmé que notre but était la reconstruction d'un projet d'émancipation humaine digne de notre ambition libératrice dans cette nouvelle époque. C'est ce que je nomme aujourd'hui « communisme de nouvelle génération », une action et une pensée renouvelées permettant de construire les chemins de l'émancipation humaine du XXI^e siècle.

Ce premier choix, essentiel, nous l'avons accompagné d'un second, tout aussi décisif : la relance d'une stratégie novatrice de rassemblement, visant à sortir la gauche de la spirale de l'échec, ouvrant la voie à la constitution de larges fronts unitaires progressistes pour la transformation sociale, c'est ce choix qui a ouvert la voie du Front de gauche.

Oui, quatre ans après, nous pouvons le dire : nous avons marqué de premiers points décisifs. Nous abordons ce congrès unis, renforcés, rassemblés comme jamais nous ne l'avons été depuis très longtemps.

Ce communisme de nouvelle génération s'est mis en route. Nous savons l'immense chemin qui nous reste à parcourir. Mais on ne nous fera pas baisser la tête. Nous ne passerons pas à côté de l'occasion historique qui se présente à nous, au monde, de réinventer l'avenir, de repenser la civilisation et l'humanité.

Oui, notre ambition de rassemblement à gauche a changé le paysage. La dynamique du Front de gauche a levé un espoir nouveau, elle a marqué de son empreinte toutes les batailles du quinquennat sarkozyste.

Aujourd'hui, voilà donc à quoi, pour être utiles à notre peuple, à la France, à l'Europe et au monde, nous devons nous atteler : pousser en avant cette novation communiste pour refaire du Parti communiste français un des acteurs majeurs de la vie nationale ; promouvoir sans cesse la mise en action des forces de la transformation sociale ; donner de la force et de l'ampleur à la dynamique unitaire du Front de gauche ; porter haut le drapeau du changement dans toute la gauche en faisant grandir l'impératif du rassemblement de toutes les forces disponibles pour cet objectif. Pour nous, l'audace du changement est une solution et non pas une exigence encombrante.

L'année 2013 sera essentielle pour cela car nous voyons clairement la situation. Si ne s'engage pas rapidement, massivement, une remise en mouvement générale des forces du changement pour exiger les ruptures attendues par notre peuple au printemps dernier, la politique du gouvernement conduira tout droit à la déception, à la démoralisation, à l'échec. Pas question de l'accepter. Que personne ne compte sur nous pour entonner les sirènes de la résignation et du défaitisme face aux forces de la finance ! Au peuple de notre pays, nous ne disons pas : « Attendez ! » Nous leur disons : « Allons-y ! Allons-y maintenant et allons-y tous ensemble ! »

I. LE MONDE, L'EUROPE, LA FRANCE AU DÉFI DE CRISES SANS PRÉCÉDENT

Nous avons changé d'époque. Le monde n'est plus le monde bipolaire d'hier. Après la chute du mur de Berlin, la nouvelle hégémonie capitaliste mondialisée promettait un avenir radieux et réconcilié. Elle n'a fait qu'aggraver de manière spectaculaire des crises



structurelles grandissantes. Pourquoi ? Parce que mis au défi du développement humain des sept milliards d'habitants de notre planète, et non plus seulement de la préservation des seuls intérêts de puissance d'un petit monde capitaliste occidental, le capitalisme mondialisé a gravement échoué. Au point qu'aujourd'hui, si n'émerge pas un autre mode de développement humain, un nouveau type de relations à l'échelle de l'humanité tout entière, ses logiques de compétition à outrance et les crises qu'elles engendrent nous enfonceront dans une impasse civilisationnelle.

Cet affrontement domine tous les enjeux mondiaux et européens, comme tous les enjeux de notre quotidien. Je veux l'illustrer à travers trois questions.

Et d'abord, cet immense défi du chômage et des inégalités à l'échelle du monde.

« Un travailleur sur trois dans le monde, soit 1,1 milliard de personnes, est chômeur ou vit sous le seuil de pauvreté », annonçait en janvier Juan Somavia, le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT). La précarité est galopante et la souffrance au travail ne cesse de s'accroître. Comment en est-on arrivé là ? La raison principale est que le capitalisme mondialisé a détourné les formidables potentiels d'économie de travail des technologies informationnelles.

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous avons la possibilité de hisser le niveau de coopération et d'échange entre les êtres humains à l'échelle de la planète toute entière. Mais au lieu de libérer ces énormes potentiels, le capital les asservit à ses objectifs de rentabilité. Plutôt que d'ouvrir une ère du partage, de la coopération, du bien commun et du service public, le capital a choisi la voie d'une nouvelle guerre économique mondialisée, mis en concurrence les salariés du monde entier, développé entre elles une compétition coupe-gorge terriblement destructrice, notamment en emplois industriels dans les pays avancés. [...]

Voilà la réalité, ce système est devenu fou et destructeur. Il existe une alternative. L'immensité des richesses dégagées par la révolution informationnelle conjuguée à l'accélération prodigieuse

des connaissances et des sciences pourrait permettre de réduire fortement le temps de travail, d'alléger peines et souffrances au travail en enrichissant son contenu, de libérer du temps pour chacun-e, tout au long de sa vie, pour se former, se cultiver, développer ses capacités, sa créativité, participer à des activités sociales épanouissantes hors travail. Elle permettrait de réduire les inégalités, développer des productions pour répondre aux immenses besoins de l'humanité en matière alimentaire, sanitaire, énergétique..., construire de véritables systèmes de sécurisation professionnelle de l'emploi et de la formation, assurer l'expansion durable des services publics d'éducation, de logement, de la recherche, de la culture, des transports, de la protection de l'environnement. Ce changement radical de cap implique d'inventer de nouvelles formes d'appropriation sociale avec des droits et des pouvoirs nouveaux des salariés qui leur permettront d'intervenir sur tous les choix stratégiques des entreprises et qui transformeront le travail. Il implique aussi que la banque et la monnaie redeviennent des biens communs publics au service de l'intérêt général.

La faillite de la mondialisation capitaliste, nous la mesurons aussi face aux défis écologique et alimentaire.

Où en sommes-nous des huit Objectifs du millénaire pour le développement adoptés en 2000 ? Et surtout qui s'en soucie parmi les dirigeants de la planète qui renflouent à coups de milliards le système bancaire pour éviter son implosion ? Face aux risques du réchauffement climatique et à la montée des besoins énergétiques, le capitalisme a inventé les droits à polluer qui désormais s'échangent en places boursières et a favorisé l'épuisement des ressources naturelles traditionnelles tout en laissant hors d'atteinte de populations entières un environnement sain, notamment l'accès à l'eau potable. Soumise aux lois du profit et de la concurrence, la crise écologique et environnementale ne saurait trouver d'issue positive. La transition écologique reste à engager. Cela appelle des besoins de reconversion très profonde de modes de production avec d'indispensables coopérations européennes et internationales d'une ampleur inédite. Cela appelle la maîtrise publique d'un mix énergétique alliant toutes les possibilités d'énergies non carbonées – du nucléaire aux énergies renouvelables. Cela appelle la reconquête des souverainetés alimentaires avec une agriculture soucieuse de la qualité et de la durabilité des productions. La concurrence capitaliste tourne le dos à toutes ces exigences.

La faillite historique de la domination du capitalisme est tout aussi patente en matière de sécurité.

Le monde n'est plus structuré par la rivalité de deux blocs, mais ce nouveau rapport de forces n'offre pas une situation internationale plus pacifique. Loin de saisir l'opportunité de construire un multilatéralisme incluant toutes les nations du monde, les puissances occidentales capitalistes ont renforcé les stratégies néo-impériales, leurs logiques de domination oligarchiques. L'OTAN n'a pas été dissoute, mais élargie. L'ONU n'a pas été relancée, mais les G8 et les G20 sont devenus les directeurs du monde. Le monde est devenu un monde complexe de rivalités, de contradictions, de tensions multiples dans un capitalisme en crise de plus en plus profonde. L'insécurité humaine n'a cessé de grandir, nourrissant les violences, créant de l'insécurité pour les peuples, et pour les relations internationales. Les conflits d'aujourd'hui sont le plus souvent, dans une diversité singulière, le produit du sous-développement, de l'humiliation et des politiques néo-impérialistes et, ici encore, des carences démocratiques béantes, du mépris des droits. Ces nouvelles formes de conflictualité, de guerre ne sont plus les mêmes. Certaines forces, certains acteurs, dans différentes formes d'intégrisme et de radicalité, sont les produits directs de la crise des sociétés.

On le voit clairement au Mali où aucune issue durable n'est possible sans reconstruction de tous les moyens de souveraineté et de développement de ce pays. Jamais la communauté internationale n'aurait dû rester spectatrice de la dégradation de la situation jusqu'à ce qu'elle ne permette d'autres choix que le recours à l'intervention militaire pour stopper l'avancée des groupes islamistes radicaux. Notre solidarité doit être plus présente que jamais aux côtés de nos amis maliens pour s'attaquer aux causes profondes et à l'immensité des problèmes à résoudre pour le Mali et toute la région du Sahel.

Dans un monde devenu un, il aurait fallu parier sur la culture, les échanges culturels, la laïcité pour faire grandir le commun. Le capitalisme a joué avec le feu du « choc des civilisations », avec l'instrumentalisation des religions, continuant à cultiver l'arrogance du modèle occidental. Les discours sur la stigmatisation de l'islam ont fait florès comme en France avec la droite et l'extrême droite.

Dans ce monde, il faudrait pousser tous les combats pour l'émancipation, singulièrement celle des femmes, qui peut constituer un des plus puissants leviers de transformation du monde. Au lieu de cela, on voit resurgir un peu partout dans le monde, y compris en Europe et en France, des idéologies et des comportements sexistes et discriminatoires. La relance de notre combat féministe est un de nos principaux chantiers d'action.

Une crise de civilisation

La crise est une crise globale, multiple, devenue bien plus qu'une crise structurelle du capitalisme. C'est une crise de civilisation qui résulte de la conjonction, de l'entrechoquement de plusieurs crises. Elle présente une triple dimension : une crise systémique du capitalisme ; une crise du sens, de la pensée et de l'action humaine ; une crise du rapport écologique.

Cette crise de civilisation nourrit parmi les populations une vision négative de la quasi totalité des grands sujets de société, une profonde inquiétude pour l'avenir, nombre de peurs qui nourrissent à leur tour le repli sur soi, la xénophobie, le racisme, le désir d'autorité... Et les tenants du système s'emploient à imposer le doute sur la possibilité de changer l'ordre mondial. Mais ces sentiments coexistent avec leurs contraires : l'aspiration à la solidarité, à la justice sociale, l'aspiration d'utilité sociale, de projet commun de société qui sont à l'origine de résistances, de colère sociale, de poussées transformatrices réelles.

Le monde bouge

En Amérique latine, dans des configurations nationales diverses, les peuples imposent des changements politiques et sociaux. Ils contrecarrent les prétentions dominatrices de Washington. Ils bâtissent des coopérations régionales, des convergences politiques dans tout le sous-continent. Cette Amérique-là n'est plus l'arrière-cour des États-Unis. Elle affirme la nécessaire solidarité avec Cuba. Dans le monde arabe, les soulèvements populaires ont balayé plusieurs régimes et gouvernements. Ils ont changé la donne dans un basculement de l'histoire politique de toute cette région si stratégique pour les puissances dites occidentales et pour l'Europe. Rien n'est plus comme avant dans ce monde. Ce qu'on appelle le « Printemps arabe » se poursuit aujourd'hui dans des affrontements aigus qui montrent à la fois l'acuité et l'ampleur des attentes sociales et démocratiques, et la grande complexité d'une situation où toute question politique est surdéterminée par des enjeux géopolitiques et par d'énormes intérêts économiques et énergétiques mondiaux.

Aux États-Unis et en Israël, comme en Europe, un mouvement des Indignés traduit, dans d'évidentes limites et contradictions, les espoirs d'une jeunesse et une protestation citoyenne contre les dégâts du néo-libéralisme.

En Europe, la montée des résistances sociales exprime un rejet de plus en plus fort des gestions ultra-libérale et social-libérale de la crise. La Confédération européenne des syndicats, la Confédération syndicale internationale, devant les dramatiques dégâts sociaux et démocratiques de ces politiques dictées par les marchés financiers et les multinationales, se font de plus en plus critiques en intégrant l'exigence de choix alternatifs touchant à la création d'emploi, à l'égalité, à la sauvegarde des droits et de la protection sociale.

Le rapport des forces international est en train de se modifier sous l'effet de ce mouvement du monde contradictoire mais réel, dans une situation de crise qui pousse le système capitaliste et les politiques néo-libérales vers leurs limites.

La crise affaiblit le monde capitaliste dominant qui n'a plus d'adversaire antagonique extérieur. Il est davantage menacé par ses propres contradictions et les crises que ses politiques génèrent. De nouveaux équilibres internationaux s'installent avec la montée de puissances émergentes, en particulier la Chine, mais aussi l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud ou encore une Russie ré-émergente. De nombreux pays (Indonésie, Mexique, Argentine, Corée du Sud, Turquie) commencent à accéder à un rôle de puissance régionale. Le capitalisme « occidental » n'est plus le seul acteur stratégique.

Deux enseignements essentiels

- Le premier est que notre détermination à repenser, dans les conditions du XXI^e siècle, un projet d'émancipation sociale digne de notre ambition communiste de dépassement du système capitaliste est plus actuelle et légitime que jamais.

A ceux qui disent « ce sont des vieilles lunes », je pose la question : Comment allez-vous répondre aux immenses défis du développement humain ? Avec la guerre toujours plus exacerbée des marchés financiers et des multinationales ? Comment allez-vous résoudre le défi écologique, celui de la transition énergétique ? Avec le marché des droits à polluer ? Comment allez-vous construire de la sécurité pour les peuples ? Avec vos machines à faire exploser les inégalités sociales ? Moi, je dis, voilà l'irresponsabilité !

Notre action communiste n'est pas un rêve vain mais un levier dont le monde a besoin pour agir avec espoir et penser avec créativité les transformations de la société.

Cela nécessitera que la remise en mouvement théorique et politique de notre parti, en lien avec toutes celles et tous ceux qui veulent contribuer à ce nouveau projet authentiquement révolutionnaire du XXI^e siècle, soit considérablement amplifiée pour pousser ce travail de « refondation de nos analyses et de notre projet », comme nous disions au congrès de 2008. C'est un travail

de longue haleine qui devra être au cœur de notre action dans les mois et les années qui viennent. Ce pourrait être une des grandes décisions de notre congrès : placer au centre de nos priorités, et cela jusqu'au prochain congrès, la prise de grandes initiatives politiques sur cet enjeu majeur.

- Le second enseignement est qu'il est désormais évident que notre action nationale est inséparable de ses dimensions européenne et internationale : la construction des fronts de lutte pour le changement doit sans cesse se penser dans ses multiples dimensions, nationale, européenne et internationale.

Ainsi notre parti a la responsabilité de chercher les formes d'un internationalisme qui ne se résume pas à des déclarations de conférences mais qui soit une contribution concrète aux luttes de chacun et de tous : un internationalisme en réseau, opérationnel et politiquement utile dans notre vie sociale réelle. Des progrès ont été accomplis, notamment sur le plan européen avec notre implication dans le Parti de la gauche européenne, mais du chemin, beaucoup de chemin, reste à faire.

La situation en Europe

Je veux maintenant évoquer la situation européenne qui est la toile de fond et le quotidien de notre combat en France. C'est l'un des enjeux les plus structurants de la période.

Pendant dix ans, la droite au pouvoir et le Medef, adossés aux traités européens et à leurs orientations ultra-libérales, se sont attelés à déréglementer, privatiser, mettre en concurrence, flexibiliser... Cette offensive a été déclinée avec l'explosion de la crise financière de 2007-2008 et l'entrée en crise profonde de toute la zone euro. La Grèce, l'Espagne, le Portugal ont été sacrifiés, l'austérité et les modèles de compétitivité anti-sociaux généralisés. Et aujourd'hui, le pacte de compétitivité, l'accord national interprofessionnel de flexibilisation de l'emploi, le discours de Jean-Marc Ayrault parlant d'un nouveau modèle social pour une France plus compétitive relèvent de la même logique. Celle qui nous a conduit à l'impasse et qui nous enferme dans la récession et les reculs sociaux.

Parallèlement, la résistance des forces sociales françaises et d'une partie des forces de gauche à ces orientations a été puissante ces dernières années : le NON au TCE en 2005, la bataille sur la réforme des retraites ou encore la défaite de Nicolas Sarkozy qui avait revendiqué la paternité du Pacte budgétaire européen. La percée du Front de gauche est aussi le résultat de toutes ces batailles et a permis une nouvelle mobilisation d'ampleur en rassemblant 80 000 personnes en manifestation à Paris le 30 septembre 2012 contre le reniement de la promesse présidentielle de renégociation du traité européen. Le bras de fer, en vérité, continue. S'adressant mardi dernier au Parlement européen, François Hollande, en déclarant de manière bien présomptueuse que « la crise de la zone euro est largement derrière nous », a ajouté ces mots bien révélateurs : « Ce qui nous menace aujourd'hui, ce n'est plus la défiance des marchés, c'est celle des peuples. » Quel aveu !

Il serait bien temps, monsieur le Président de la République, d'en prendre conscience. Car, où en est-on aujourd'hui de ce qu'on a de plus en plus de mal à qualifier de « construction européenne » ? Celle-ci traverse une « crise existentielle ». J'entends par là que le modèle qu'imposent les traités européens, les structures chargées de mettre en œuvre ces orientations, les dogmes appliqués aveuglément quand bien même leurs effets tournent au fiasco (comme c'est le cas avec l'austérité à tout prix qui a plongé la zone euro dans la récession), toute cette panoplie libérale, autoritaire et bureaucratique est en train de générer tant de contradictions, d'effets pervers impossibles à maîtriser, de divisions jusqu'au cœur des cercles dirigeants, et tant d'exaspération dans les sociétés, que la machine s'emballe et menace d'imploser. Nul ne sait où ira cette « Europe », mais une chose est sûre : le statu quo est impossible.

Dès lors, quelle stratégie incombe-t-il aux forces de transformations sociales de déployer au niveau de chacun de nos pays comme à l'échelle de l'Union européenne, et au-delà ?

Accepter par soi-disant réalisme de se plier à la fuite en avant programmée à Bruxelles au nom de la double exigence d'accroître la discipline budgétaire et de rendre les entreprises plus compétitives est une impasse dramatique que nous récusons totalement. Quant à spéculer sur l'écroulement de l'Union européenne, c'est une folie qui, loin de nous libérer de la dictature des marchés financiers, conduirait à la mise en concurrence sans limite des peuples et à un regain de flambées nationalistes et populistes. En vérité, jamais autant qu'à notre époque, nous avons eu besoin d'une construction européenne mais une construction faite par et pour les peuples afin de se solidariser face aux moyens colossaux et sophistiqués dont se sont dotées les forces du capital, rivales mais coalisées.

Notre ambition est donc de refonder la construction européenne. Cette belle idée d'« Union des peuples et des nations européennes » que les dirigeants actuels ont salie et dénaturée. C'est l'un des grands défis du combat de classe de notre époque.

« Construire l'Europe » ne doit pas signifier nous couler dans le moule de la mondialisation libérale, mais nous donner au contraire

des moyens – économiques, financiers, politiques – de faire vivre un modèle social et culturel avancé, notamment par une réorientation de la Banque centrale européenne pour placer son pouvoir de création monétaire au service du développement social et de la transition écologique.

« Construire l'Europe » ne doit pas se traduire par ces institutions de plus en plus verticales concentrant les pouvoirs au sommet, mais par l'édification d'une démocratie de plus en plus horizontale, où les individus ne soient plus traités en « consommateurs » mais en citoyennes et citoyens responsables dotés non seulement du droit de vote mais aussi des pouvoirs d'intervention directe à même de peser sur la gestion de l'entreprise, sur l'utilisation de l'argent, la vie de la cité, la politique de la nation, jusqu'aux orientations européennes elles-mêmes.

« Construire l'Europe » ne doit pas conduire à former un bloc (ou un sous-bloc) « occidental » prêt à tout pour « tailler des croupières » aux blocs concurrents, mais doit permettre d'user du poids et de l'influence acquis ensemble pour faire émerger d'autres règles dans les relations internationales : plus équitables, plus démocratiques, plus pacifiques.

Il ne s'agit évidemment pas de rêver à je ne sais quel « grand soir » européen. Mais il est temps qu'avec notre action, celle du Front de gauche, celle du Parti de la gauche européenne et, si possible, très au-delà, les conditions se créent pour que les forces de transformation sociale investissent de façon résolument offensive le terrain de la construction d'une alternative concrète à l'« Europe » qu'elles combattent au quotidien.

II. LE PCF DANS LA BATAILLE DU CHANGEMENT DEPUIS L'ÉLECTION DE FRANÇOIS HOLLANDE

Nous avons puissamment contribué – par nos arguments, notre dynamique de campagne, nos votes – à la défaite de Nicolas Sarkozy, à l'élection de François Hollande, et d'une majorité de gauche au Parlement, à l'Assemblée nationale en juin 2012, et avant cela au Sénat, en septembre 2011.

Après dix ans de droite et cinq de sarkozysme brutal, une page pour la France a été tournée. On a peine à imaginer ce que serait aujourd'hui la conduite du pays par cette droite-là, après avoir entendu le déchaînement raciste, antisocial et réactionnaire d'un Jean-François Copé en course pour la présidence de l'UMP, et quand on entend aujourd'hui sur les bancs de l'Assemblée nationale ce déferlement de propos homophobes, sexistes et rétrogrades. Il fallait battre la droite, nous l'avons fait et bien fait, dans l'intérêt de notre peuple et de notre pays.

La portée de nos batailles avec le Front de gauche pendant le quinquennat sarkozyste, l'écho des propositions de notre campagne avec le programme "L'humain d'abord", la formidable campagne menée avec notre candidat Jean-Luc Mélenchon, ont de surcroît marqué l'élection de François Hollande du sceau des attentes sociales, là où l'actuel président s'employait plutôt à ne pas trop s'engager. Le Front de gauche et ses idées ont été présentes au cœur de la dynamique populaire qui a permis la victoire, et cela compte aujourd'hui.

Nous connaissons les limites du programme présidentiel, son inclination social-libérale, qui s'est confirmée plus vite encore que nous ne le craignons. C'est ce qui nous avait conduit à ne pas participer au gouvernement et à garder notre liberté d'action pour porter de réelles solutions de gauche à la crise.

Notre comportement est conforme depuis juin à cette attitude simple : appuyer ce qui constitue des avancées pour notre peuple ; refuser ce qui s'aligne sur des logiques d'austérité et de compétitivité qui conduisent à l'échec pour notre peuple. Notre attitude n'a rien à voir avec le tout ou rien. Nous faisons partout, et en toutes circonstances, des propositions pour avancer.

Les propos qui consistent à nous renvoyer dans le camp de la droite sont insultants et ridicules, surtout que ce n'est pas nous qui avons ratifié avec elle le Pacte budgétaire européen, au moment où Laurence Parisot déclarait : « Il ne faut pas poser la question de la ratification et le signer des deux mains. » Nous ne parions en rien sur l'échec. Ce sont les choix gouvernementaux actuels qui nous font craindre cet échec, et qui nous conduisent en permanence à mettre en avant des choix alternatifs crédibles et à portée de main.

La question qui nous a été mille fois posée depuis juin, « Êtes-vous dans l'opposition ? », s'éclaire peu à peu d'un jour nouveau. Car celle qui monte dans le pays est tout autre : « Pourquoi la politique du gouvernement renonce à mettre en œuvre les changements attendus par la majorité de celles et de ceux qui l'ont élue ? »

Les questions que nous adressons au gouvernement sont de plus en plus en phase avec celles que se pose une majorité de électeurs de gauche. Nous nous sentons au centre de gravité de cette majorité populaire, et nous continuons à porter ses espoirs de changement. L'urgence n'est donc surtout pas à ériger des barrières entre toutes ces femmes et hommes qui se questionnent sur la situation. Elle est à les rassembler dans l'action en les convainquant que rien ne



justifie l'acceptation du renoncement.

Nous voulons leur dire haut et fort : oui ! Oui, vous avez raison de vouloir le changement. Le changement c'est la solution, pas le problème.

C'est d'autant plus important que nous voyons bien les risques et les dangers qui se dressent sur le chemin du changement.

La droite et le grand patronat refusent le verdict issu des urnes et mènent une offensive quotidienne qui vise à maintenir les choix gouvernementaux sous la pression constante des marchés financiers, des grands groupes, de leurs actionnaires et de leurs exigences de rentabilité, de la Troïka européenne. Cela a démarré immédiatement après les élections législatives avec des annonces en cascade de plans de licenciements et ça ne s'est pas arrêté depuis. Fralib, Doux, Sanofi, ArcelorMittal, PSA... jusqu'à Goodyear jeudi dernier et la fermeture de son site d'Amiens-Nord où 1 173 travailleurs pourraient perdre leur emploi. Il ne s'est pas écoulé une semaine depuis le début du quinquennat sans annonce d'un nouveau plan. Au total, au moment même où nous tenons notre congrès, des dizaines de milliers d'emplois sont menacés dans tout le pays.

L'extrême droite poursuit ses visées, et si un temps la crise interne à la tête de l'UMP lui a fait miroiter le fantasme qu'elle était en mesure de prendre le leadership à droite, elle a mis dès septembre le cap sur 2014 avec cette ambition-là. L'entreprise de banalisation de ses idées et de sa présence sur l'échiquier politique national est passée à une nouvelle phase depuis le printemps dernier. Attisant toutes les divisions possibles dans la société, le FN et l'extrême droite sont en ordre de marche en cultivant le maillage idéologique. Mais son engagement contre le syndicats ou contre le mariage pour tous, révèle l'ampleur de la porosité idéologique avec une partie grandissante de la droite.

Ce qui nourrit la droite ou l'extrême droite, ce n'est pas la prétendue droitisation du pays, de ses couches populaires, c'est plutôt le renoncement ou l'agitation de peurs sur un mode réactionnaire.

De la même manière, nous n'acceptons pas les tergiversations du gouvernement sur le droit de vote des résidents étrangers, un droit de vote promis par la gauche depuis trente ans. Eh bien pour nous, je veux le dire ici avec force et avec clarté, ce n'est certainement pas le moment de renoncer ! C'est l'une de nos priorités de l'année, le droit de vote des résidents étrangers, ensemble, nous allons le gagner ! Ce n'est que justice pour les millions de femmes et d'hommes qui depuis des années vivent dans notre pays, y travaillent pour le faire prospérer et qui - eux - paient leurs impôts, et les paient en France !

Alors que faire ? Comment agir ?

Cette mobilisation générale pour gagner le changement est-elle possible ? Je le crois. Ce sera évidemment une bataille acharnée. Mais nous devons mesurer le chemin parcouru et tirer des enseignements de la dynamique que nous avons su créer avec le Front de gauche.

En 2008, lors de notre Congrès, alors qu'un an après la victoire de Sarkozy, l'ouverture d'un espoir politique paraissait bien plus qu'improbable qu'aujourd'hui, nous avons appelé à la construction d'un Front progressiste et citoyen qui lie dynamique citoyenne et union des forces politiques de gauche décidées à construire une majorité de changement.

Nous ne voulions pas d'un nouveau parti mais d'un front largement ouvert, un mouvement citoyen capable de créer des dynamiques politiques populaires capables de porter, consciemment et dans la durée, des objectifs de changement. Nous avons raison. Nous n'avons pas tout réussi. Il y a eu des débats, des ajustements, des corrections sur le chemin entrepris. Mais nous avons raison de penser qu'une majorité, en tout cas une très forte proportion de notre peuple, pourrait ainsi se remettre en mouvement politique et sortir la gauche de la spirale de l'échec. Et en quatre ans, le Front

de gauche a changé la donne en France et à gauche.

Nous insistions sur une dimension importante : que pour être pertinent dans la durée, cette construction populaire permanente devrait veiller à créer les cadres unitaires, les fronts, les alliances adaptées aux échéances à affronter.

Qu'est-ce que cela signifie aujourd'hui ?

La situation n'est plus la même que pendant la campagne présidentielle. Au-delà des millions d'électeurs qui ont agi, et voté Front de gauche, et qui constatent aujourd'hui la justesse de leurs analyses, des millions d'autres, qui ne l'ont pas fait, ou qui ont seulement regardé du côté du Front de gauche sans aller plus loin, se demandent à présent comment agir pour gagner le changement auquel ils aspirent.

La dynamique du Front de gauche, plus utile que jamais, doit donc être résolument tournée vers tous ces salariés, ouverte à leurs questionnements, être disposée à faire avec eux les bouts de chemin qu'ils sont prêts à faire ensemble. Est-ce repousser l'effort de construction alternative ? C'est tout le contraire. Ne pas être capables, dans cette situation, d'élargir dès 2013 le rapport de forces en faveur du changement, c'est laisser le terrain libre au sentiment d'impuissance et au défaitisme. Voilà pourquoi il me paraît fondamental que le Front de gauche, comme nous l'avons proposé dès la mi-novembre, soit maintenant engagé dans notre campagne « L'alternative à l'austérité, c'est possible ».

Voilà pourquoi il est si important que le texte que la coordination du Front de gauche a validé le 21 janvier dernier déclare avec netteté – sans les opposer ni les hiérarchiser – notre ambition : « œuvrer à des solutions immédiates face à la crise et à la construction d'une politique et d'une majorité alternative ».

Il paraît que nous devrions choisir. Mais pourquoi choisir ? Ceux qui espèrent nous ramener dans le giron de l'austérité mènent un combat perdu d'avance. Et ceux qui espèrent nous entraîner dans une politique de division des forces du changement alors qu'il est urgent, au contraire, de les rassembler, aussi.

Un appel solennel

J'appelle les communistes, toutes les forces du Front de gauche, toutes celles et tous ceux qui voulaient le changement au printemps dernier, et quel qu'ait été leur vote, à s'engager sans tarder sur ce chemin du rassemblement le plus large possible pour des solutions de gauche à la crise.

Notre campagne doit reposer sur deux piliers : proposer et rassembler pour gagner le changement.

Sur chaque question posée au pays, sur chaque urgence, créons les conditions de l'entrée en action des forces du changement. Débattons pour cela des solutions nécessaires à la résolution de chaque question, de chaque urgence, et rassemblons dans l'action autour d'elles toutes les forces disponibles pour agir.

Dans tout le pays, avec nos assemblées citoyennes, avec nos fronts de lutte, avec nos fronts thématiques, tenons des centaines de réunions publiques d'ici l'été. Allons voir nos concitoyens et posons leur la question : « Pour vous, le changement c'est quoi ? », et disons-leur : « Pour nous, l'alternative à l'austérité, c'est possible ».

Recréons partout l'espoir. Ne cédon pas un pouce de terrain à la fatalité et au renoncement.

Cette bataille du changement, il faudra la mener sur de nombreux fronts. Permettez-moi d'en souligner quelques-uns.

Il y a d'abord cet enjeu crucial de la sécurisation de l'emploi. L'accord national interprofessionnel signé par le Medef et trois organisations syndicales minoritaires ne peut constituer le passage obligé d'une majorité parlementaire de gauche. Il y a deux bonnes raisons à cela : la première est que l'on voit mal ce qui obligerait une majorité de parlementaires de gauche à légiférer en faveur de reculs sociaux manifestes, à commencer par les accords compéti-

tivité-emploi inventés par le Médef et la droite. La seconde est qu'en ne recevant pas l'agrément de la CGT et de FO, sans compter d'autres syndicats hostiles au projet, cet accord est contraire à l'esprit des accords majoritaires que devrait respecter une majorité de gauche qui prétend agir au nom de la démocratie sociale. Notre congrès, j'en suis certain, doit décider une campagne d'ampleur, menée aux côtés des organisations syndicales qui viennent de décider d'une grande journée d'action, début mars, pour des propositions législatives alternatives. D'ici mars et avril, nous en faisons un objectif de première importance.

Le deuxième défi est celui de la renaissance productive du pays.

Mittal, Pétroplus, Fralib, PSA, Renault, Goodyear, Doux, Candia... la saignée industrielle continue. En quatre ans depuis 2009, il y a eu 1 087 fermetures de sites pour seulement 703 ouvertures, soit 384 sites industriels en moins. Alors que la relance de nos bases productives est urgente, leur mutation industrielle, sociale et écologique est indispensable à la sortie de crise du pays tout entier. Au-delà, il faut initier, la renaissance productive de notre pays. Elle doit porter : 1. l'ambition d'une transition énergétique en s'appuyant sur un effort colossal de recherche, dans le cadre de coopérations européennes et internationales ; 2. la réponse aux besoins d'un nouveau type de développement humain durable, accessible à tous, sans les immenses inégalités actuelles, par la diversification de notre production dans tous les secteurs grâce au redéploiement de grandes filières.

Pour enclencher cette nouvelle mobilisation industrielle nationale, le pouvoir doit changer de camp. Celui de la finance doit reculer. Celui des travailleurs doit grandir. Exigeons ces nouveaux droits. Le vote par la gauche sénatoriale de notre proposition de loi d'amnistie sociale le 27 février constituerait un premier signe positif.

Le troisième défi est celui de la reconquête et de l'extension des services publics

pour répondre aux besoins nouveaux des populations. La mort du bébé "in utero" à la maternité de Port-Royal, la fermeture d'une nouvelle maternité à Vire, résonnent comme de nouveaux signaux d'alarme. Rien n'a été résolu de la situation catastrophique des hôpitaux. Là aussi les mobilisations sont nécessaires, comme elles le sont pour le logement social et la fixation du taux de TVA à 5 % et non à 10 % comme envisagé depuis le pacte de compétitivité, ou encore les transports publics, où le gouvernement doit combattre et non s'accommoder du quatrième paquet ferroviaire voté à Bruxelles, et doit rétablir les moyens du Grand Paris Express en Ile-de-France. L'ambition d'éducation nationale attendue n'est pas non plus au rendez-vous de la loi Peillon, pas plus que l'ambition culturelle ne peut faire bon ménage avec les coupes drastiques de budget. La bataille pour les services publics doit reprendre partout avec ampleur.

Le quatrième défi est celui de l'égalité territoriale et du renouveau de la démocratie locale.

La décentralisation peut et doit être un levier pour avancer dans cette voie. Mais le projet d'acte III de la décentralisation va-t-il au contraire accélérer les transferts de compétences aux collectivités sans moyen supplémentaire, au nom de l'austérité ? Va-t-il renforcer des logiques métropolitaines autoritaires et porteuses d'inégalités ? Le risque est là. Nous devons donc amplifier avec nos élus, et en en faisant maintenant une grande affaire populaire, la bataille pour une égalité territoriale véritable.

L'heure de la remobilisation.

A toutes celles et à tous ceux qui s'interrogent, et qui devant la situation, les renoncements gouvernementaux se demandent : « Sommes-nous impuissants ? Peut-on faire autrement ? », nous disons : « Oui l'alternative à l'austérité, c'est possible ».

Notre campagne peut devenir le point de ralliement de toutes celles et de tous ceux qui ne renoncent pas au changement. Et ils sont très nombreux à gauche et dans le pays.

S'il n'y a pas encore de mouvement social d'ampleur, de très nombreuses luttes s'engagent dans le pays, des luttes porteuses de grandes transformations sociales, à l'image de celle des ouvriers d'ArcelorMittal, qui a remis au cœur du débat politique cet enjeu décisif de l'appropriation sociale des moyens de productions à travers la question de la nationalisation du site de Florange. Et déjà ces luttes commencent à converger, en témoigne le rassemblement organisé jeudi dernier par les salariés de Virgin auquel se sont rendus des délégations de salariés de PSA, de Sanofi ou encore de Candia.

Parallèlement à cette montée en puissance des luttes, un débat a commencé à grandir sein même de la majorité gouvernementale, un débat qui va continuer de grandir dans les mois qui viennent, en même de temps que vont s'exacerber les contradictions de la politique gouvernementale. Une majorité de dirigeants écologistes, un nombre grandissant de dirigeants socialistes et la très grande majorité des militant-es ou des sympathisants de gauche se disent désormais insatisfaits des choix de l'exécutif. Dès septembre dernier, nombre d'entre eux se déclaraient solidaires de notre mo-

bilisation contre le traité européen quand ils n'étaient pas venus eux-mêmes manifester à nos côtés et, en octobre, 63 députés de gauche n'ont pas ratifié le traité.

Cette dynamique doit maintenant s'amplifier. Aussi, lançons avec ce congrès un appel à l'ensemble des forces vives du pays, un appel à construire avec nous et toutes celles et ceux qui ont rejoint le Front de gauche l'alternative aux politiques d'austérité.

Aux forces associatives qui ont vu s'accroître la souffrance sociale comme jamais ces dernières décennies, nous disons que de nouvelles solidarités de progrès social, qui feront reculer les inégalités, sont possibles.

Aux forces syndicales, à toutes les femmes et à tous les hommes qui luttent dans le pays pour défendre leur emploi, pour leurs salaires, pour de meilleures conditions de travail, nous disons que l'espoir de changement que nous pouvons lever ensemble donnera de la force à leurs objectifs revendicatifs.

Aux forces politiques de gauche, aux militants socialistes, écologistes, aux républicains, aux forces de progrès nous disons : ce sont les décisions actuelles du gouvernement qui affaiblissent la gauche ! La réussite de la gauche ne sera possible qu'à condition qu'elle ne se trompe pas de chemin et que les dogmes libéraux qui échouent à répondre aux besoins des populations soient rejetés au profit de politiques publiques ambitieuses.

Les élections municipales

Je le répète, pas question pour nous d'enjamber 2013 comme s'il ne s'agissait que d'une année préélectorale. Dès cette année nous voulons être utiles à notre peuple. Mais pas question non plus de sous estimer cette échéance essentielle, surtout pas.

Et puisque les commentaires vont bon train qui soulignent le prétendu grand écart auquel nous nous préparerions, autant mettre clairement les choses au point sur la manière dont nous envisageons ces élections.

Deux premières raisons en font pour nous une élection majeure. La commune n'est pas un échelon de notre vie politique et démocratique comme les autres. Après la présidentielle, elle est l'élection à laquelle les Français participent le plus. C'est l'élection qui enraine probablement au plus profond de notre peuple sa tradition de participation citoyenne.

Le tissu des 36 000 communes, tant décrié par les partisans de la concentration des pouvoirs et de la réduction des dépenses publiques, fonde l'originalité de notre édifice démocratique et institutionnel. S'engager avec passion dans ces élections, c'est, à coup sûr, plonger dans un espace unique de délibération démocratique, c'est rendre la politique populaire, accessible, proche alors que tout est fait pour en dessaisir les citoyens.

Deuxièmement, les communes, comme l'ensemble des collectivités locales, vont se trouver dans les deux années qui viennent au cœur de la bataille sur l'avenir des investissements publics, sur celui des services publics et des politiques de solidarité. Austérité ou réponses aux besoins sociaux, c'est là que les contradictions vont se cristalliser, là que des résistances larges peuvent se construire, là que peuvent continuer à s'inventer des logiques de services publics au plus près des populations. Les élections municipales, à la place qui est la leur, peuvent constituer un front essentiel de la bataille pour le changement.

C'est donc le meilleur de notre tradition politique républicaine, celle dans laquelle la politique appartient au peuple, qui se joue dans ces élections. Il n'est pas question d'en sous-estimer l'enjeu. De ce point de vue, nous revendiquons avec fierté l'ancrage qui est le nôtre dans les communes. Oui, avec 28 maires de villes de plus de 30 000 habitants, 50 maires de villes de 10 000 à 30 000, 761 maires communistes et apparentés, plus de 8 000 conseillers municipaux dont près de 2 400 maires adjoints, nous sommes fiers de compter le deuxième réseau d'élus, et de loin, de la gauche française. Les citoyens de notre pays savent qu'ils peuvent compter sur eux.

Nous comptons bien aborder ces élections pour ce qu'elles sont, à partir d'un seul critère : comment construire des majorités municipales, puisque tel est l'enjeu, qui soient utiles au progrès social, au mieux vivre des populations, à l'aménagement durable des territoires.

Aussi, rien n'est plus urgent pour préparer ces échéances que d'engager partout, sous toutes les formes possibles, le débat public et la construction de projets municipaux tournés vers la promotion des services publics et de la démocratie locale au service du développement de l'ensemble des populations. C'est ce travail qui constituera la base de notre engagement.

Viendra, bien sûr, le temps de la constitution des listes, de la conclusion des alliances. Notre cap sera clair : tout faire pour empêcher la droite et l'extrême-droite de faire main basse sur les communes ; et créer pour cela les conditions face à elles de majorités de gauche dans lesquelles le poids de nos propositions, des réponses aux attentes sociales, la place des élus communistes et du Front de gauche soient le plus important possible.

A nos partenaires de gauche dans les communes, je dis : personne à gauche ne pourra rassembler en exigeant l'alignement sur ses

seules positions. Que le débat s'ouvre loyalement sur les projets municipaux est, pour l'heure, le meilleur chemin à suivre.

A mes amis du Front de gauche, je dis : prenons ensemble la mesure de l'enjeu crucial de ces élections pour la vie des populations auxquelles nous consacrons toutes nos énergies militantes, et travaillons ensemble avec leur intérêt en tête.

Les élections européennes

Ou bien elles marqueront une fuite en avant vers un fédéralisme autoritaire pour amplifier les politiques d'austérité. Ou bien elles seront une étape utile à fédérer les forces désireuses d'une refondation de la construction européenne.

Nous aurons donc, dans ces élections, un double objectif, renforcer l'influence et les convergences des forces d'alternatives en Europe, regroupées au sein du groupe GUE-NGL du Parlement européen ; et remettre au cœur de la bataille politique nationale l'exigence d'une réorientation radicale qui rompe avec l'austérité mortifère actuelle.

Sur le chemin de cette bataille, le congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) en décembre prochain à Madrid et, avant cela, l'Alter Summit à Athènes en juin, seront des moments de mobilisation utiles. En France, cette bataille s'inscrira évidemment dans le prolongement de nos batailles pour rassembler autour d'alternatives à l'austérité. Le Front de gauche aura donc une carte forte à jouer dans ces élections.

POUR CONCLURE

Nous voici donc à l'ouverture d'un 36^e Congrès du Parti avec beaucoup de pain sur la planche, dont – non des moindres – ce qui touche à la poursuite, l'accélération et l'approfondissement des transformations de notre parti. Le Parti communiste a déjà beaucoup changé, de nouvelles générations aujourd'hui en sont les auteurs – le dossier publié dans "l'Humanité" aujourd'hui montre que ce travail commence à être perçu, vu, entendu. Ce n'est pas le résultat d'incantations. C'est l'utilité de notre action, la pertinence de nos choix, notre ardeur au rassemblement du Front de gauche et de toute la gauche, ainsi que la constance de notre mobilisation dans l'intérêt du monde du travail et de la France qui ont payé. C'est la vie qui a tranché.

Aujourd'hui, il s'agit de ne pas s'arrêter là. Nous devons travailler d'arrache-pied et de concert sur notre projet et sur la remise en mouvement des énergies militantes. Il s'agit aujourd'hui de penser de façon renouvelée l'action communiste.

« Ce que nous nommons communisme, dit le texte de notre Congrès, c'est bien l'incessant mouvement démocratique d'appropriation citoyenne et de partage, par toutes et tous, de tous les avoirs, autrement dit les richesses, de tous les savoirs, de tous les pouvoirs, qui enverra peu à peu l'ancien régime du capitalisme aux oubliettes et fera grandir l'humain partout et dans l'humanité tout entière. »

L'engagement des communistes est ancré dans le quotidien pour inventer, chaque fois qu'il est possible, partout où c'est possible, un chemin de justice et de coopération en lieu et place de la logique de concurrence, de compétition, de domination et de guerre. Voilà pourquoi notre engagement est de la même façon inscrit dans la longue durée du processus qui conduira à la libération progressive mais certainement nécessaire des sociétés humaines.

Tous les jours, aux quatre coins du monde, des femmes, des hommes, de toute génération, se lèvent pour résister aux injustices, se dresser contre l'ordre des privilèges et mener le combat pour une vie meilleure pour tous.

Bien sûr, chacun voit bien combien ces efforts sont encore dispersés, éparpillés, mais chacun mesure, aussi, à quel point les convergences deviennent urgentes. Qu'importe le nom que chacun lui donne. Nous nommons ce mouvement nécessaire communisme. D'autres non. Mais les racines d'une société de mise en commun poussent partout. Un communisme de nouvelle génération peut venir des énergies transformatrices qui travaillent un peu partout sur la planète. C'est notre ambition en ce qui nous concerne en France.

Les femmes et les hommes qui souffrent le plus de la crise et des logiques capitalistes ont besoin de reprendre confiance dans leur force et dans leur capacité à imposer le changement. La démocratie, l'égalité, l'intervention populaire et citoyenne, sont les puissants leviers de l'action. Nous y tenons comme à la prunelle de nos yeux ; sans ces leviers, pas de transformation sociale possible.

Notre congrès nous permettra aussi de renouveler la direction nationale de notre parti. L'unité qui est la nôtre aujourd'hui et le travail mené par la commission des candidatures en lien avec toutes les fédérations créent les meilleures conditions pour y parvenir. Notre Congrès va, j'en suis certain, mener ses travaux avec ces exigences et, tourné vers la société française, l'Europe, le monde, envoyer le signal d'espoir et de mobilisation attendu du PCF.

Alors amis et camarades, au travail, bon Congrès à toutes et à tous. ✪

William Burias – Cantal

Nous avons choisi de ne pas être au gouvernement. Il nous faut montrer que c'est utile. Les orientations sociales-libérales du candidat Hollande font qu'aujourd'hui le gouvernement ne prend pas les mesures à la hauteur de la crise. La question centrale de notre congrès doit être : « Comment être utile à notre peuple ? » Nos parlementaires font un travail formidable de propositions alternatives. Nous sommes face à nos responsabilités et nous devons être en capacité de mettre entre les mains de notre peuple des propositions crédibles applicables maintenant pour un changement immédiat. La bataille pour une alternative à l'austérité sera utile à cela. Dans le Cantal, le PCF a initié la création d'un comité départemental contre l'austérité avec le PG, EELV, le MODEF, la CGT, la FSU et Solidaires. C'est une nouveauté marquante : des syndicats de salariés et des partis politiques de gauche travaillent main dans la main à dessiner une alternative politique à l'austérité.

Viviane Baudry - Ariège

Expérience d'union avec d'autres depuis plusieurs élections : difficile de travailler avec d'autres (parfois difficile entre nous !). Progression au dernier congrès, des camarades craignaient que le Parti disparaisse dans le Front de gauche, maintenant l'opinion est que sans le Parti communiste, le Front de gauche disparaît. Les camarades se sont appropriés textes et problématiques. L'effort de synthèse a permis l'adoption de la base à 77 %, les statuts à 80 %. Campagnes électorales de 2012 : liens retissés avec mouvement syndical : front des luttes. Primordial de conserver et développer espace d'échanges et de confiance, de consolider sympathie retrouvée avec le PCF, historiquement attaché au monde ouvrier. Dans notre département sinistré, indispensable de construire la mobilisation en face des attaques. Prendre en compte revendications des salariés et redonner perspectives politiques aux luttes sociales en montrant qu'il est possible de rompre avec le système capitaliste. La campagne anti-austérité le permettra avec implication la plus large possible.

Jacques Maréchal – Moselle

La réussite du meeting du 23 janvier est une première, jamais dans le passé un tel rassemblement n'a eu lieu en Moselle en dehors des campagnes électorales. Cela montre que les gens sont disponibles pour venir entendre des propositions alternatives à partir de leurs préoccupations. Parmi celles-ci l'avenir de l'industrie. Depuis un an, autour de la question de la sidérurgie, les communistes ont pris des initiatives, ont retissé des liens avec le mouvement social dans la diversité, pris des initiatives y compris de nature transfrontalière. L'idée de maîtrise publique progresse grâce à nos initiatives et au mouvement syndical. Ce travail a permis un premier renouvellement des forces militantes, ces militants sont exigeants. Ces exigences nous pouvons les transformer en énergie militante.

Aline Parmentier – Haut-Rhin

La population d'Alsace est invitée à se prononcer par référendum le 7 avril sur le projet de collectivité unique. Projet contraire aux intérêts des salariés, des services publics, de la démocratie et de la République. Dont l'acte III de la décentralisation encourage et accélère la marche forcée. Stratégie vise la casse des solidarités sociales construites par le droit du travail, les services publics et les instances démocratiques de proximité. Plus d'impôts, moins de droits et de salaire, plus de chômage et de précarité. Dans les logiques de l'UE austéritaires, les tenants du OUI organisent en Alsace le laboratoire du libéralisme et de la concurrence généralisée entre hommes et territoires. Le PCF peut faire émerger des collectivités au service des citoyens et non au service de la finance. Ouvrir le débat avec toutes celles et tous ceux écartés aujourd'hui et rassembler contre ce projet. Scrutin local mais enjeu national. Ce congrès doit donner une dimension



nationale, en inscrivant ce scrutin dans la démarche anti-austérité et mettre ce projet en échec.

Didier Le Reste – Paris

Les annonces de fermeture d'entreprises nourrissent inquiétudes, colère, sentiment de trahison. Montée de la criminalisation de l'action syndicale et répression policière peuvent déboucher sur des actions contre productives aux intérêts des salariés. C'est une stratégie politique du MEDEF ! Nous devons contribuer à la construction d'un rapport de force apte à faire modifier fondamentalement l'accord de régression signé sur la « sécurisation de l'emploi ». L'interaction entre le mouvement social, les forces politiques que nous représentons et l'action de nos élus s'impose. Notre campagne doit permettre de débattre, construire pour convaincre et mobiliser plus largement. Créons des collectifs, des fronts de lutte et anti-austérité sur les territoires, organisons des Assises régionales et profitons-en pour réimplanter des foyers d'activité communiste dans les entreprises et localités. Pas d'avancées sociales sans extension de la démocratie pour arracher des nouveaux droits et pouvoirs pour les salariés, afin de peser plus efficacement sur les stratégies patronales et gouvernementales.

Nathalie Vermorel – Saône-et-Loire

Comment pouvons-nous répondre aux deux enjeux majeurs de la période : la mobilisation populaire pour des solutions alternatives à l'austérité et à l'aboutissement des luttes qui se heurtent toutes au manque d'un socle de lois essentielles pour donner des droits et des pouvoirs nouveaux aux salariés. L'articulation entre luttes sociales et politiques appelle un renouvellement de nos pratiques politiques, en particulier le développement du travail en réseau. Dans ce cadre, la cellule nationale de veille pour l'emploi et l'industrie doit être consolidée et élargie. Je fais la proposition qu'elle s'empare de la problématique énergétique à travers l'entreprise Eon qui envisage de fermer ses centrales thermiques induisant la suppression de 535 emplois, pour aboutir à l'inscription de la question d'un pôle public de l'énergie dans le débat.

Sébastien Laborde – Gironde

A l'ordre du jour de notre congrès il y a urgence de poser dans le combat de classe d'aujourd'hui un projet qui rassemble une perspective de changement, des possibles pour tout de suite. Nous avons beaucoup travaillé la nature de la crise. Mais nous rassemblerons sur un projet, des propositions pour sortir de cette crise. C'est la question du rassem-

blement qui rendra crédible notre action. Rassemblement du monde du travail, des forces politiques avec le Front de gauche comme outil pour un rassemblement plus large. Pour cela nous devons être un parti en mouvement. Notre congrès doit ouvrir la possibilité de la mise en mouvement des communistes, du Front de gauche, de toutes celles et tous ceux qui veulent le véritable changement.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

En Seine Saint-Denis, 15 000 emplois sont menacés. Dans un tel contexte on mesure à quel point le système heurte les intérêts de l'immense majorité de la population. Cela génère du doute, du rejet mais pas de vision claire des transformations nécessaires. Il y a un enjeu à identifier et faire sauter les verrous qui empêchent de penser qu'il existe d'autres possibles. Le besoin de changement existe dans la société comme les forces mobilisables pour le faire avancer. Ceci dans un contexte de division qui devient un enjeu pour les forces capitalistes qui n'ont rien d'autre à proposer. Dans cette situation il faut contribuer à recréer une nouvelle conscience de classe, reconstruire des convergences, faire de la proximité et de la solidarité des questions politiques. Porter dans le débat politique comme dans la pratique « l'humain d'abord ». Aller plus loin sur ces enjeux politiques nécessite de démultiplier les initiatives concrètes, visibles, de démultiplier les initiatives de débat.



Alain Baché – Landes

Nous devons apprécier positivement ce que nous avons fait bouger particulièrement lors de la présidentielle. La conscience de classe et la politique sont mises à mal. Il est compliqué d'être à la hauteur des enjeux. Il y a des sujets, des orientations qui ne peuvent être pris qu'après un débat approfondi. Vouloir atteindre les objectifs définis en commun nécessite beaucoup d'investissements individuels et collectifs dans le cadre défini. OK l'humain d'abord, mais c'est là où réside toute la problématique : si nous ne gagnons pas majoritairement les consciences, si nous ne changeons pas la République, le mode de scrutin, nous serons en échec. Nous essayons avec le Front de gauche, mais l'acteur essentiel ce sont ces millions de femmes et d'hommes qui sont aujourd'hui spectateurs. Veillons à ne jamais abandonner la force de notre mouvement révolutionnaire - organisation forte avec des responsables de plain-pied dans la vie de notre parti. Ayons l'ambition de mettre en œuvre collectivement ce que l'on construit ensemble.

**Bozena Wojsciechowski - Val-de-Marne**

On a identifié pas mal de blocages. Il nous manque trois dimensions essentielles : Mesurer l'aspiration à faire partie du monde, d'un collectif. « Tout sauf l'isolement ». C'est le sens du communisme, mais comment le faire vivre concrètement. Mesurer l'existence d'ores et déjà d'analyses et de pratiques politiques dans les classes populaires. Ne les méprisons pas, même involontairement. Au contraire, le système dans lequel nous vivons n'a pas pour objectif l'argent. La recherche qui guide nos sociétés est celle du pouvoir. Sans cela, nous passons à côté de l'essentiel et faisons le jeu du capitalisme. Nous contribuons à la déshumanisation. La perpétuation des dominations passe par chacun d'entre nous et nous aliène. Attaquons-nous y de front. Nous en prenons le chemin, mais qu'est-ce que c'est lent !

Jean-Marc Coppola - Bouches-du-Rhône

Notre congrès départemental a adopté une adresse aux femmes et aux hommes des Bouches-du-Rhône, avec l'ambition de relever 4 défis au centre des aspirations populaires : 1. Lutter contre les inégalités, éradiquer la pauvreté et garantir une vie digne à tous. 2. Mener la bataille pour l'emploi, l'industrie et les biens communs avec des réquisitions d'entreprises. 3. Codéfinir les politiques d'aménagement et de coopération des territoires pour repousser l'idée d'une métropole. 4. Faire vivre une démocratie concrète qui passe par une révolution citoyenne comme ose l'affirmer la base commune. Beaucoup est fait pour détourner les gens de la solution politique, en commençant par un gouvernement qui met en œuvre une politique à l'opposé de celle que l'on est en droit d'attendre. Au moment où la politique abdique devant la finance, un de nos rôles est de créer du liant entre les gens afin qu'ils se donnent les moyens d'une réappropriation de la politique. Ce doit être un engagement de longue haleine.

Anne Sabourin – Paris

Je veux insister sur la nécessité d'inscrire les enjeux européens dans notre campagne pour une alternative à l'austérité. Face aux impasses où nous entraîne la classe dominante – fédéralisme autoritaire ou éclatement de la zone euro, un changement de cap du gouvernement peut ouvrir un espoir pour ceux qui luttent en Europe. Les exemples européens sont un apport pour déconstruire le discours dominant. Notre ambition de refondation de l'Europe peut mobiliser large en France si nous organisons les initiatives, les fronts, qui réactiveront ces forces. Inviter nos camarades européens dans nos actions peut nous aider à alerter sur les conséquences des politiques d'austérité et montrer que nous ne sommes pas seuls. En perspective, il y a les élections européennes. Si nous mettons ces enjeux en débat dans la société, rassemblons sur nos propositions. Nous aborderons 2014 plus forts pour renforcer notre groupe au Parlement européen et le PCF en Europe.

René Chevalier – Pas-de-Calais

Colère des camarades de l'Arrageois, patrie de Robespierre, au sujet des statuts qui ignorent la réalité du terrain. Indignation parce que la base commune ne propose rien sur la construction d'un projet éclairé utile aux travailleurs. Il s'agit d'une stratégie pseudo-rassembleuse, pro-européenne et réformiste sous la tutelle du Front de gauche. Nous voulons un PCF révolutionnaire et pas progressiste. Nous ne devons rien oublier, ni les grands moments, ni les erreurs du communisme. Colère encore quand des élus du PG du Nord-Pas-de-Calais se sont empressés de s'encanailler avec d'autres élus et créer un groupuscule. Quelle solidarité du Front de gauche ! Notre territoire est mis à mal par les patrons, avec des milliers de licenciements. J'interpelle tous les responsables nationaux sur l'action disciplinaire contre Christian Delepine, on lui reproche de défendre les salariés et les valeurs de la CGT. Nous devons nous attaquer au système capitaliste et construire un projet de société libéré de l'exploitation. Oui, camarades, il est grand temps de rallumer la lutte des classes.

Fabienne Haloui – Vaucluse

L'apparente droitisation provient d'un surinvestissement idéologique par la pensée dominante de thèmes comme l'immigration, l'islam véritable opération de brouillage des consciences activant sur le terrain identitaire un clivage droite-gauche qui se fait de moins en moins sur les questions sociales. Le sarkozysme a légitimé l'offensive qui allait désigner le musulman comme l'ennemi de l'intérieur menaçant nos traditions, notre identité, la laïcité jusqu'à l'affaire du pain au chocolat en passant par la viande hallal... L'idée de droitisation découle d'une offensive délibérée, la réalité est plus complexe, l'opinion se réapproprie des idées de gauche, le retour de la nationalisation, le pilotage des politiques ou le partage des richesses. Les électeurs du FG et socialistes ont davantage confiance en l'avenir, ils demandent justice sociale, services publics, condamnent le racisme, les discriminations, refusent la stigmatisation des pauvres, des étrangers. Les bases d'un rassemblement pour transformer l'actuel pessimisme en force d'espérance existent.

Aymeric Seassau - Loire-Atlantique

En écho aux salariés en lutte qui ont ouvert notre congrès, nous disons avec ceux d'ArcelorMittal, de Basse-Indre à Florange : Mittal est un voyou, il faut le mettre sous contrôle public. Nous ne lâcherons pas ! Quel plaisir de retrouver ici des communistes rassemblés dans ce parti centenaire et déterminés à affronter les cent prochaines années avec un communisme de nouvelle génération ! Déterminés aussi à réussir l'élargissement populaire du Front de gauche. Engageons les campagnes pour le changement et contre l'austérité. Et qu'on

ne compte pas sur nous pour compter les points sur le bord du terrain. Gagnons plus d'élus communistes pour les mener dans les institutions où les mauvais désengagements d'hier ne sont pas devenus bons. Dans cette confrontation, nous n'avons pas de compte à régler à gauche mais des comptes à rendre à notre peuple. Gagnons maintenant dans les mobilisations une politique industrielle d'avenir pour la navale, une loi contre les licenciements boursiers, le droit de vote des étrangers dès 2014...

Laurence Cohen – Val-de-Marne

Nous restons au PCF dans une analyse figée qui subordonne le combat contre le patriarcat au combat contre le capitalisme. L'oppression de classe est sexuée, et les plus exploités sont des femmes, dont de nombreuses immigrées. Ne pas analyser la société sous ce prisme, c'est méconnaître que les femmes et les hommes subissent l'exploitation différemment, que les stratégies individuelles ou collectives pour y résister ne sont pas forcément les mêmes. Le féminisme conjugué à la lutte des classes est au cœur de notre contribution « le féminisme ne tue pas ». Notre engagement de communistes sur ce terrain-là ouvrira ou pas une transformation radicale de la société ! Chaque conquête des femmes a permis un bond de civilisation. Partie prenante du Front de gauche des féministes, nous devons franchir une nouvelle étape dans la bataille pour l'égalité réelle F/H, par une appropriation collective du PCF, afin de faire du Front de gauche un véritable « Front populaire » pour gagner le changement.

Christian Garrette – Haute-Savoie

Comme évoqué par nombre d'intervenants, je souhaite mettre en lumière un point en particulier : la nécessaire riposte puissante aux reculs historiques portés par l'accord dit « de sécurisation de l'emploi » signé par des syndicats minoritaires. Cet accord est d'une extrême gravité : remise en cause du CDI par le CDI ; le chantage à l'emploi avec les accords de maintien de l'emploi qui imposeront aux salariés baisse de salaire et modification du contrat de travail, ceux qui refusent seront licenciés. Nous avons trois mois pour mettre en échec ce projet cynique et faire monter en puissance l'exigence de lois progressistes, de nouveaux droits pour les salariés ou encore, comme le proposent les communistes de Haute-Savoie, des conseils d'administration composés par tiers de représentants des salariés, des patrons et de la société civile.



Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Le PCF doit prendre des initiatives face à deux défis historiques : une transformation radicale sur l'argent pour l'emploi (entreprises et services publics) ; une intégration de classe par l'accord Medef dit de « sécurisation » avec lequel Hollande veut intégrer derrière le patronat au nom des entreprises. Comme s'il était incontournable de baisser les salaires, de licencier et de donner tous les pouvoirs au patronat, en masquant le rôle décisif des marchés financiers ou de la BCE. Cette précarisation va alimenter la spirale récessive. Et il faut faire autrement : baisser d'autres coûts, ceux du capital, développer les capacités des gens et les services publics, sortir peu à peu de la logique de compétitivité par une autre action internationale. Menons une bataille à partir des exigences rassembleuses et interpellant toute la gauche dans les localités. Mettons sous pression la BPI, les banques publiques existantes, les fonds régionaux, que le PS veut dévoyer. Car l'argent doit être utilisé pour l'emploi et les services publics. Soyons créatifs et force d'impulsion, sans se faire coiffer par des structures qui surplomberaient le PCF et en développant l'originalité communiste.

Viviane Claux - Oise

Une situation marquée par beaucoup de souffrances et de révoltes face aux régressions : flexibilité, baisse des salaires, chantage sur les syndicalistes, réduction de moyens à l'hôpital... Le chômage massif dans les quartiers populaires alimente l'idée que « droite et gauche c'est pareil » puisque rien ne change. Les communistes de l'Oise ne baissent pas les bras : après un Congrès offensif et rassemblé, ils veulent se tourner vers tous ceux qui ont voulu le changement le 6 mai, pour modifier le rapport des forces ; ils utilisent la législative partielle pour déployer la campagne « l'alternative à l'austérité est possible ». Initiatives prévues pour faire échec à l'accord Medef, pour l'avenir de l'industrie et pour développer une mobilisation régionale autour des Good year. Pour cela, nous travaillons à l'efficacité du PCF qui doit faire la place aux jeunes et aux femmes ; celles-ci sont la moitié de l'humanité qui a le plus intérêt au changement. Notre conseil départemental à parité femme/homme pour la première fois est un atout pour cela.

André Gérin – Rhône

S'émanciper du PS devient vital. Un PCF prêt à prendre ses responsabilités dans un gouvernement conforme aux exi-



gences populaires. Dépassons les limites du Front de gauche, adressons-nous à l'ensemble du peuple, car il est trop facile de conclure à la droitisation de l'opinion. Nous devons inscrire notre projet politique dans la braise sociale. Je dis chiche à un communisme de nouvelle génération. Il faut tourner les pages de Martigues qui ont contribué à diviser et disperser des milliers des communistes. Que ça plaise ou non, le communisme s'est révélé comme un phénomène majeur de l'histoire du XX^e siècle. Je refuse les caricatures, les raccourcis d'un communisme présenté comme criminogène ou encore totalitaire. La nouvelle génération du communisme s'enrichirait de l'histoire des générations précédentes. Je mesure le fait que le PCF a toujours droit de cité treize ans après Martigues et ce n'est pas rien. En 2020, notre 100^e anniversaire de Tours. Travaillons pour un PCF qui vole de ses propres ailes.

Marie-Pierre Vieu – Hautes-Pyrénées

Oui au mariage pour tous et la PMA. Dans notre combat communiste, il n'y a pas de question majeure et mineure. Nous voulons modifier les rapports sociaux. « Normaliser » la famille relève de la même logique, excluant des lois sur l'emploi, une part des syndicats. Notre divergence avec le gouvernement Ayrault ne porte pas sur le degré des réformes, mais sur le refus du cadre imposé, assumé et théorisé par le PS (cf. Terra Nova ou « la gauche populaire »). Pour le PCF, le Front de gauche est un outil de rassemblement afin de construire une nouvelle majorité pour une autre politique à gauche, qui inclut toute la gauche, dans un rapport de force modifié. Depuis 2008, il a fallu toute la force des communistes pour créer le Front de gauche. Inversement, le Front de gauche est essentiel dans l'évolution des communistes. D'où aujourd'hui l'enjeu d'un communisme de nouvelle génération : projet, démarche démocratique, rassemblement. Une relance du Front de gauche : amplifier les passerelles avec le mouvement social (bataille contre l'austérité), territorialiser cet élargissement.

Alain Hayot – Bouches-du-Rhône

Des études récentes montrent une inquiétante progression des idées et des valeurs populistes, la porosité entre les électors de l'UMP et du FN qui préparent leur alliance. En même temps, je ne partage pas la thèse de la droitisation de la société : la défaite de Sarkozy, les luttes sociales, l'irruption du Front de gauche et le renouveau d'un « communisme de nouvelle génération » montrent que les ingrédients d'une contre-offensive à gauche sont là. La crise du capitalisme est une crise de civilisation : l'humanité est en panne de sens. Pour construire une nouvelle conscience de classe, celle des dominés, il nous faut investir le terrain culturel, celui des idées et des symboles, celui de la coélaboration citoyenne d'un projet de dépassement du capitalisme et de toutes les dominations et les aliénations. Ce projet devient une question politique décisive.

Brigitte Dionnet – Seine-Saint-Denis

Nous devons mener le combat féministe alors que des reculs pèsent dans la société et aussi dans le Parti sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Dans les faits comme dans les têtes, le patriarcat imprègne toujours notre société avec la place assignée aux femmes au foyer. Ainsi, pour réaliser l'égalité professionnelle, il faut des lois mais aussi une action pour faire bouger les représentations mentales enfermant les femmes dans un rôle mineur. Que notre parti rende visible le féminin dans sa communication, qu'il contribue à l'égalité des femmes dans le combat politique - la parité - fait partie de ce combat. Si le féminisme et les féministes dérangent, c'est un bien, pour nous qui voulons bouleverser l'ordre social et moral, changer le monde, libérer l'humanité de toutes ses chaînes. Faire preuve d'audace, comme en 1925 par exemple, en produisant des actes témoignant de notre volonté féministe aidera autant à la transformation de notre parti qu'à celle de la société.

**Patrice Cohen-Séat – Paris**

Il n'y a guère d'illusions dans la société sur la droite ou la social-démocratie. Mais il n'y a pas non plus d'alternative ressentie comme crédible. C'est à ce mur que nous nous heurtons. En 2008, analysant les causes de notre affaiblissement, nous en avons conclu qu'il fallait donc, dans un monde et un capitalisme profondément transformés, « refonder nos analyses et notre projet ». Je pense que nos efforts, dans ce sens, depuis 2008, n'ont vraiment pas été à la hauteur du défi à relever. C'est autour d'un projet, de la vision d'un avenir souhaitable et possible que peuvent grandir luttes et consciences de classe. Cela exige, en nous ouvrant à toutes les forces qui cherchent en ce sens dans notre pays et ailleurs, d'engager le travail théorique et politique qui nous permettra de faire grandir dans la société le projet communiste de notre temps.

Céline Brulin – Seine-Maritime

« Les communistes haussent le ton sans parvenir à se faire entendre », tel semble être notre limite. Une nouvelle dynamique du Front de gauche, la mobilisation du peuple qui a voulu le changement nécessitent de crédibiliser des propositions qui n'ont pas gagné, bien qu'ayant progressé en 2012. Dans les scrutins, le Front de gauche a progressé mais le PS bien plus encore. Le rapport des forces n'a pas été modifié en profondeur. Travaillons les contradictions dans lesquelles se trouve le PS : comment le gouvernement pourra-t-il créer les 500 000 contrats de génération qu'il a prévus avec les suppressions d'emplois massives, dans l'industrie, qu'il ne se donne pas les moyens d'empêcher ? Comment les collectivités qui risquent de se voir priver de 3 milliards de dotation de l'Etat pourront-elles embaucher des contrats d'avenir ? Comment mettre la question des nationalisations qui surgit au travers de différentes luttes au cœur du nécessaire débat à gauche ?

Jérôme Marcuccini – Isère

Après l'annonce du capitalisme triomphant dans les années 90, la crise montre chaque jour que le capitalisme est incapable de mobiliser les moyens de production au service du développement. Dans ce contexte, nous pouvons ouvrir un espace durable de changement. Rassemblons pour imaginer d'autres possibles. Imaginons que la dette soit portée par la BCE et libérons la Grèce et nos Etats de la prédation financière. Imaginons comment créer des centaines de milliers d'emplois chaque année avec le pôle public du crédit et autant avec la sécurité d'emploi-formation. Imaginons de nouveaux droits qui donnent aux salariés le pouvoir sur leur entreprise. Imaginons une nouvelle démocratie, une nouvelle Europe, un nouveau monde. Imaginons que le rêve soit possible. Autorisons le rêve qu'interdisent les experts de la pensée dominante. « Pour chaque regard jeté en arrière, il nous faut regarder deux fois vers l'avenir » [prononcé en palestinien].

Mylène Vesentini et Marie-Ange Larruy – Aude

Présentation des deux cosecrétaires élues par le congrès de l'Aude. Le Front de gauche permet une reconnaissance de notre projet : meilleurs résultats électoraux mais les citoyens ont privilégié les candidatures sociales-démocrates. Il nous reste à préparer les élections municipales, nous retrouver dans les luttes et remettre en cause les politiques austéritaires du gouvernement. La majorité des communistes de l'Aude n'envisage pas d'aller dans le sens de la création d'une Association départementale du FG. Celui-ci doit continuer à être une dynamique de rassemblement, un chantier où devraient pouvoir se développer les assemblées citoyennes. Chaque composante du FG doit pouvoir y trouver sa place dans le respect des différences. Le PCF est un parti centenaire qui a porté des avancées sociales essentielles. Dans nos territoires ruraux appauvris par la désindustrialisation, le recul de l'activité agricole et viticole, la disparition des services publics, notre parti doit prendre toute sa place, nous devons le renforcer : permettre aux citoyens de s'emparer de leur avenir.

Michel Passet – Hérault

Dans le département de l'Hérault la victoire de Hollande, l'élection de 9 députés de gauche se sont jouées à quelques voix. La droite et l'extrême droite ne sont pas morts. L'afflux de population, sa jeunesse -35 % ont moins de 30 ans avec un taux de chômage important - amplifient la précarité, la peur de l'autre. La question de l'affrontement identitaire est une question décisive pour nos luttes. Etre en capacité de saisir les problèmes, de les élargir afin de rassembler est nécessaire, comme passer du mariage pour tous à la lutte contre toutes les discriminations. En même temps, donnons du sens, du sens à la vie, du sens au communisme.

Sébastien Mignottet – Jura

J'ai d'énormes doutes sur l'étiquette gouvernementale. Je vois un Sarkozy saison 2. Ce n'est pas la refiscalisation des heures supplémentaires qui va me convaincre d'une appartenance à la gauche. Quand on entend que la nationalisation est dépassée ! Les services seraient dépassés ? Nous disons non et nous signons ! Et ils se disent républicains français ! Voyons plutôt les trois femmes qui sont oubliées sur beaucoup de nos mairies : Liberté, Egalité, Fraternité. Liberté en contraire avec l'esclavage des jeunes, des femmes, des salariés, des vieux, des handicapés, des sans-papiers par des exonérations de cotisations. Le capitalisme, on est en plein dedans. Egalité des devoirs par l'impôt. La société nous donne tout pendant près de 20 ans ! Merci société. Fraternité ! Tous frères ! Pas d'étrangers ! On nous apprend, gamin, à ne pas jouer avec la nourriture. Capitalistes, on ne joue ni avec l'argent, ni avec l'humain !

**Hélène Célières - Hauts-de-Seine**

Notre congrès doit être un temps fort de propositions donnant à voir notre ambition d'ouverture et de rassemblement. Car chez nos partenaires, comme chez tous les militants et sympathisants du Front de gauche et de toute la gauche, il y a sans aucun doute beaucoup d'attentes, d'écoute sur ce que vont être nos échanges. La crise revêt à plusieurs titres un caractère inédit. Elle a beaucoup noirci l'horizon pour toutes celles et tous ceux qui ont perdu l'espoir que ça change. Avec nos amis du Front de gauche, mettons en mouvement, rassemblons toujours plus celles et ceux qui veulent le changement. Avec le Front de gauche, nous avons ouvert la voie, redonné de l'espoir parce que nous avons fait toucher du doigt un potentiel majoritaire. Il est urgent d'écrire la saison 2 du Front de gauche, pour trouver une nouvelle dynamique où s'associent et participent des millions de citoyens. Laissons toutes les portes ouvertes sur l'avenir pour inventer de nouvelles formes d'association citoyenne et de mobilisations populaires.

Dominique Adenot – Val-de-Marne

Comment sortir d'un discours trop général pour commencer à concrétiser les rassemblements pour une alternative à l'austérité que nous voulons développer en 2013 ? En les nourrissant du front des luttes et de la satisfaction des besoins populaires, à l'instar des batailles rassembleuses pour refuser la remise en cause du métro Grand Paris Express. Pour les mener, il a fallu montrer que l'argent existe, les raisons des reculs gouvernementaux inacceptables au prétexte des principes financiers de la BCE et de l'austérité (les 3 % de déficit). Et surtout ce que coûte à quatre millions d'habitants des villes de banlieue d'usure et de temps perdu dans les bouchons et des transports à bout de souffle. Récession ou investissements publics utiles et efficaces pour l'emploi, c'est un enjeu qui commence à être perçu. Ces rassemblements éclairent le potentiel de rassemblement sans exclusive, d'habitants et d'élus, y compris socialistes, pour les scrutins à venir ou la bataille sur la réforme territoriale qui commence.

Nicole Borvo – Paris

La stratégie du Front de gauche a été payante pour la gauche et pour nous. N'hésitons plus à la pousser jusqu'à un front populaire. Mais stratégie et programme(s) ne suffisent pas. Les couches populaires et les jeunes restent éloignés de la politique et de nous-mêmes. Cela nous pose deux questions que nous avons laissées en jachère depuis 2008. Celle d'un projet de société porteur d'espoir parce que répondant aux problèmes qui se posent dans la réalité d'aujourd'hui. Et celle des pratiques politiques conformes à ce que nous prônons pour la société elle-même. Nous disons que notre parti doit être un « espace culturel où se croisent le politique, le débat d'idées et les pratiques artistiques » (texte). Cela me fait penser à la courte période où le jeune Parti communiste était capable de se rapprocher de tout ce qui bougeait en bousculant les vieilles lunes, présentant des femmes aux élections, alors qu'elles n'avaient pas le droit de vote, des ouvriers des usines soutenant les surréalistes... Ne serait-ce pas ça « rallumer les étoiles » ?

**Yves Dimicoli – Paris**

La campagne pour une alternative à l'austérité sera décisive pour les municipales de 2014. Il s'agit de rassembler le plus possible à gauche, à partir des besoins populaires, pour obtenir des inflexions immédiates, puis majeures. Il s'agit d'œuvrer à des rapprochements entre socialistes, communistes et gauche radicale sur des propositions précises, cohérentes, crédibles. C'est ainsi que nous débordons le refus opposé par Hollande, avec ses choix profondément sociaux-libéraux, aux attentes de changement, au lieu de mener une campagne anti-P5. Il s'agit d'œuvrer au rapprochement de toutes les catégories de salariés sur des exigences de sécurisation effective de l'emploi et de la formation, en opposition à l'accord imposé par le MEDEF et l'Etat avec des syndicats minoritaires, sur des exigences de pouvoirs et de financement avec un nouveau crédit et un pôle financier public. Conjuguons luttes sociales et sociétales avec l'exigence d'une vive expansion de tous les services publics que la BCE doit financer par sa création monétaire.

Mylène Cala – Seine-Saint-Denis

En Seine-Saint-Denis, les jeunes subissent la précarité et la discrimination territoriales : CDD, stages sous rémunérés, logements trop chers (70 % du budget d'un étudiant), 34 % des étudiants ne se soignent pas. 18 000 jeunes quittent le système scolaire sans qualification. L'Etat investit 47 % de moins pour l'éducation d'un jeune du 93 que pour un parisien, c'est 1 500 jeunes qui se retrouvent sur le carreau à chaque rentrée. Les jeunes subissent parce que « c'est mieux que rien ». On assiste à un battage médiatique sur l'insécurité. Mais la véritable insécurité c'est la précarité des jeunes ! Le MJCF lance sa bataille sur le travail. Les voyous ce sont les patrons ! La richesse de ce pays c'est nous. La campagne contre l'austérité doit lutter contre la construction de la jeunesse comme armée de réserve du salariat précaire. Un jeune sur deux au chômage en Europe, n'attendons pas ! Créons des ponts avec le MJCF qui lutte dans les facs, les lycées, les CFA et les entreprises. Mutualisons nos forces ! ✪



Rapport financier (extraits)

Jean-Louis Le Moing
trésorier national

1) Que nous indique l'examen de nos comptes ?

D'abord au plan global avec plus de 30 millions d'euros de ressources totales consolidées - c'est-à-dire intégrant les produits des fédérations et du Conseil national - les produits du PCF en 2011 sont au troisième rang de toutes les formations politiques. (...)

Dans les comptes du Parti (...), l'aide publique pèse 12 % du total de nos ressources, contre 39 % pour le PS, 62 % pour l'UMP. (...) L'UMP et le PS bénéficient de près des trois quarts de toute l'aide publique, ce qui vient renforcer encore la néfaste bipolarisation de notre vie politique. (...)

La contribution des élus s'établit à 46 % de nos ressources totales (26 % pour le PS, 3 % pour l'UMP).

La cotisation des adhérents pèse pour 23 % dans nos ressources, si on considère le total collecté, soit 6 millions, et qu'on le rapporte aux produits ajoutés du CN

et des fédérations. (...) **Les dons des personnes physiques pèsent** 17 % de ces mêmes ressources consolidées, contre 5 % au PS. (...) **Retenons et faisons partager ce qui fonde l'originalité profonde de nos ressources** (...): un financement public beaucoup plus faible que les principales autres formations; une contribution des élus qui n'existe nulle part ailleurs dans cette proportion, et qui fonde une part de notre identité; un total de dons des personnes physiques nettement plus élevé que dans les autres partis.

2) Sur la situation et les perspectives financières du Conseil national.

Après le choc de la présidentielle, en 2002, nous avons affronté une grave crise financière et nous avons fait face en compressant sévèrement nos moyens humains et en cédant des actifs immobiliers. Plus près de nous, fin 2007, nous avons été amenés, de



nouveau, à adopter un plan global de mise à l'équilibre du budget annuel du Parti (...) avec des décisions concernant la location d'une partie du siège, de départs de salarié-e-s non remplacé-e-s, et d'économies de gestion conséquentes dans le fonctionnement du siège et de la direction nationale. Pour information, le nombre de salariés du siège national a été diminué par trois en 15 ans.

Ces dernières années, et malgré ces efforts, la situation reste très tendue avec des difficultés de trésorerie récurrentes et chaque année plus précoces. (...) J'ajoute que nous avons été conduits à puiser dans nos derniers

actifs immobiliers et que cette source est désormais tarie. En résumé (...) la future direction devra nécessairement adopter les décisions visant à un retour à l'équilibre. (...) D'autant que les interventions du Conseil national en faveur des fédérations en terme d'aides budgétaires ont progressé et que de nouvelles demandes sont en cours d'instruction. (...) La règle des trois tiers en discussion dans le cadre de la réforme des statuts est justifiée par notre volonté de maintenir et développer cette mission de mutualisation - une mission essentielle pour un parti tel que le nôtre.

3) Notre bataille financière.

a) (...) La cotisation est la mère des batailles, celle qui entraîne notre implantation, la souveraineté des communistes, leur mise en mouvement. (...) Nous pouvons partout afficher des objectifs de conquête, en lien avec notre volonté d'écrire une nouvelle page de l'influence électorale et de l'état d'organisation de notre parti. La cotisation est en effet un objectif et un outil dans notre effort d'enracinement du Parti. (...) Dans chacune de nos fédérations, un objectif

doit être discuté, adopté et être décliné en objectifs de sections. Ces objectifs doivent utiliser tous les leviers: nombre de cotisants, niveau des cotisations, généralisation des prélèvements. (...)

b) La souscription: Elle est (...) un pilier de nos budgets. L'appel aux dons est un moyen permettant de nouer ou de resserrer des liens avec des dizaines de milliers de sympathisants, en les intégrant concrètement à nos batailles, en légitimant leur soutien. (...) La souscription permet d'agréger des forces à notre combat. (...) Je le répète, n'hésitons pas à révéler le caractère profondément original du financement du PCF. La vérité est révolutionnaire, nous la savons. Et elle est, de plus, à notre avantage. Utilisons-la davantage.

c) Les indemnités des élus: Je rappelle que 46 % du total des ressources des fédérations et du Conseil national proviennent du reversement des élus (30 % pour le budget du Conseil national). C'est une singularité dans le tableau d'ensemble de la vie politique française et un marqueur identitaire, comme je le disais plus haut. (...)

Cette question appelle à tous les niveaux un effort individualisé, pour maintenir le débat avec l'ensemble des camarades élus et faire en sorte que la décision conjointe soit la règle dans la mise en œuvre de nos statuts.

Là encore, des expériences montrent que des progrès notables sont possibles avec de l'organisation, des efforts de direction, l'esprit de rigueur et l'écoute nécessaire. Cette attention doit s'inscrire dans un effort plus général permettant de développer un lien plus serré entre le Parti et ses élus. (...)

4) Pour avancer dans ces batailles, quels moyens nous donnons-nous ?

La clé pour avancer, c'est la responsabilité partagée. (...) Les nouveaux statuts précisent nos obligations en matière financière et prévoient la mise en place de comités d'animation de la bataille financière. Prenons cette réforme de nos règles de vie comme une chance pour la nécessaire transparence et pour le déploiement de notre bataille financière, en liaison avec les ambitions que nous affichons pour notre parti. ⚡

MJCF

Salut du Mouvement jeunes communistes



Ces dernières années la JC a repris sa place dans 70 départements

L'HUMANITÉ



Du 14 au 21 février, *l'Humanité* et *l'Humanité Dimanche* créent l'événement. Une semaine d'actions et d'explications autour du texte dit « de sécurisation de l'emploi »

Débats sur l'Humanifeste

Fermeté des objectifs et passion de rassembler

C'est une salle particulièrement studieuse qui a planché, vendredi après-midi et samedi matin, plusieurs heures durant, sur la nouvelle rédaction de l'Humanifeste. Dans son rapport introductif, Pierre Dharreville a rappelé que « nous nous étions donné l'ambition d'écrire un grand texte public, capable de parler largement aux hommes et aux femmes de notre pays. (...) Ecrire un texte collectif, un texte politique est toujours un exercice difficile auquel on se livre avec retenue car on sait la subjectivité de chacun face aux mots. » Af-

faire de style, donc, et surtout œuvre politique. « Nous avons été mandatés pour pousser la discussion sur l'analyse que nous portons du monde et de la situation politique et pour décider d'orientations politiques. » Sur la crise, le projet, le monde, la politique, « les communistes ont beaucoup de choses à dire » : plus de 1 500 amendements et vœux. La commission du texte en a tenu compte mais avec la double exigence : compléter le propos ET être concis. Car l'objet principal « est de nous donner une feuille de route politique, c'est un

texte de sens », non un programme. La commission a proposé quelques mises à jour, sur la crise, l'industrie, la campagne du Front de gauche sur l'alternative à l'austérité ; elle a enrichi le passage sur les enjeux écologiques, sur la démocratie locale et la décentralisation, sur la paix et la situation internationale. Comment nommer notre projet ? s'interroge le rapporteur. Il est « une formule qui commence à être entendue, celle d'un communisme de nouvelle génération ». Sur le Front de gauche, Pierre Dharreville a fait état « d'une vo-

lonté farouche de poursuivre et développer le Front de gauche et surtout pas d'y aller avec le frein à main » et d'un besoin de lieu de débat et de construction avec « la coopérative citoyenne ». Secondé par une présidence tournante très réactive, le rapporteur invita le Congrès à se livrer à l'exercice démocratique de la relecture, de la discussion d'ajouts puis du vote systématique, paragraphe par paragraphe. Ce travail s'opéra sur un rythme soutenu, l'assemblée votant une bonne trentaine de fois. Et le rapport de forces don-

nait assez systématiquement plus ou moins 500 votes pour, plus ou moins 50 votes contre. Sur la plupart des problématiques (la crise, l'écologie, la démocratie locale, l'international), ont eu droit à des débats tranquilles, la discussion s'étoffant à deux reprises : sur la transition énergétique - et la question du nucléaire, le besoin d'engager en grand le débat public étant très fort ; sur l'engagement d'une nouvelle étape du Front de gauche, l'échange était attendu. « Nous construisons de l'inédit, nota Pierre Laurent, on invente une forme

politique qui a connu une véritable explosion citoyenne en 2012. Or il ne s'agit pas de réussir une fois mais d'en faire une démarche durable, construire un mouvement populaire puissant. C'est une ambition politique inédite qui demande beaucoup d'audace. Il s'agit tout à la fois d'être fermes sur les objectifs et d'avoir la passion de rassembler. »

Le vote final sur l'ensemble du texte a donné : 554 pour, 74 contre, 21 abstentions, 2 ne se prononcent pas.

G.S.

« Il est grand temps de rallumer les étoiles... » Guillaume Apollinaire

Humanifeste du Parti communiste français à l'aube du siècle qui vient

Nous voulons changer le monde ! Et la chose ne peut plus attendre. Les apprentis sorciers du capitalisme ne parviennent plus à faire face à leur propre crise et les prétendues solutions qu'ils mettent en œuvre revêtent un caractère de plus en plus brutal et autoritaire. Nous voulons vivre à pleins poumons, quand la violence de la société nous poursuit un peu partout jusqu'à l'asphyxie. Un choix radical est devenu inévitable : suivre la pente de la compétition sauvage, du saccage de la planète, de la barbarie ; ou bifurquer sur le chemin du partage, de la démocratie et de l'humain. Quelle humanité voulons-nous être ? Notre parti pris est celui de l'émancipation humaine, celui de l'épanouissement de chacune et de chacun, celui du droit au bonheur. Cela nous conduit à promouvoir l'égalité de chaque être humain, quelle que soit l'étoile sous laquelle il est né, quel que soit son genre, quelle que soit la couleur de sa peau, quelle que soit sa religion s'il en a une, quelle que soit son orientation sexuelle... C'est ce qui donne sens à notre projet de société, à notre vision du communisme et à la manière dont nous voulons le faire avancer : avec toutes et tous. Cela n'est pas compatible avec l'austérité dévastatrice qui est la cause et la conséquence de la crise profonde du système lui-même. Cela n'est pas compatible avec les plans du capitalisme qui bâtit une société de la concurrence de tous contre tous, où se déchaînent les pulsions de domination et de haine. Le capitalisme a atteint un stade sans précédent historique de sa crise. Le XXI^e siècle peut être celui de son dépassement. C'est un im-

mense défi. Nous pensons possible de le relever.

Nous, communistes de France, lançons un appel au peuple de notre pays, aux peuples d'Europe et du monde. Allons-nous laisser écrire la suite de l'histoire par la main de celles et ceux qui nous ont mené au désastre ? Aucun des obstacles qu'ils dressent n'est insurmontable. Face aux urgences comme face aux grands enjeux, ne laissons pas notre destin se décider sans nous, au gré des humeurs du marché. Ensemble, soyons actrices et acteurs, décideurs et décideuses de l'avenir de l'humanité.

I. FACE À LA CRISE, LE CHOIX RADICAL DE L'HUMAIN

1. Nous voulons un nouveau monde

Il y a un nouveau monde à gagner. Un nouveau monde pour l'humanité. C'est cette conviction renouvelée qui nous rassemble. En quelques décennies, nous avons changé d'époque. Certains s'entêteront à vouloir classer notre rêve et nos ambitions au chapitre des illusions. Ils ne veulent pas voir qu'une puissante aspiration au changement travaille l'humanité en son cœur.

Prendre confiance

En proie à la crise majeure qu'il a provoquée, le capitalisme, aujourd'hui mondialisé, n'en finit pas de convulser, épuisant la planète et étouffant l'humanité. C'est pourquoi ses promoteurs sont à son chevet pour essayer de le sauver, en même temps que leurs immenses privilèges acquis contre l'intérêt de l'immense majorité.

D'un côté, beaucoup a déjà changé, par la mise en cause de la domination occidentale et l'émergence d'un monde beaucoup plus contradictoire, par les bouleversements des modes de vie et de production liés en particulier à la révolution numérique et informationnelle, ou par l'essor de la prise de conscience écologique... D'un autre côté, rien ne change vraiment ; tout est capté, puis digéré, pour alimenter la même fuite éperdue vers nulle part.

Dans leurs vies quotidiennes, des millions de femmes et d'hommes n'en peuvent plus. Dans notre pays, le chômage de masse continue de gagner du terrain, un nombre croissant de travailleurs souffrent des bas salaires, la précarité devient la norme particulièrement pour les femmes et les jeunes salarié-e-s, de plus en plus de retraité-e-s sont en butte à la pauvreté, trop d'étudiant-e-s s'endettent et cherchent des petits boulots pour financer leur formation, la santé devient un produit de luxe, les quartiers populaires concentrent tous les effets de la crise, de nombreux territoires ruraux sont laissés à l'abandon, le travail est de plus en plus vécu comme un traumatisme, la vie est de plus en plus chère, les minima sociaux ne suffisent pas à boucler les fins de mois, la violence monte dans toute la société... Tout cela alimente le sentiment d'impuissance savamment distillé dans les consciences.

Mais rien n'est écrit d'avance : le destin de l'humanité est entre ses propres mains. Il est temps, de par le monde, que les citoyennes et les citoyens reprennent confiance en leur pouvoir.

L'issue : rompre avec le capitalisme

Rompre avec le capitalisme en le dépassant est une urgente nécessité. La brutalité avec laquelle la crise est en train de précipiter l'humanité vers des abîmes exige la mise en œuvre de solutions nouvelles qui s'attaquent aux causes réelles. La domination insensée des forces de l'argent doit être renversée pour laisser place à un mode de développement humain durable, au partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs.

A celles et ceux qui parlent de moraliser le capitalisme pour mieux le conserver, nous disons que l'entreprise est vaine et que la manœuvre ne prend pas. L'argent n'a pas de conscience. Le capitalisme est incapable d'offrir une autre perspective que l'asservissement de l'immense majorité des êtres humains.

A celles et ceux qui en appellent à la mesure et proposent de réguler le capitalisme, nous disons que c'est un objectif illusoire. Sans la volonté de prendre le pouvoir aux marchés financiers et aux grands possédants, l'expérience a montré qu'il n'y a aucun résultat significatif. Il y a une contradiction de plus en plus insoutenable entre le capitalisme et le progrès social, entre le capitalisme et la démocratie, entre le capitalisme et le développement culturel, entre le capitalisme et l'écologie, entre le capitalisme et la paix.

C'est pourquoi nous parlons de révolution. Une révolution sociale, citoyenne, pacifique, démocratique, et non pas la prise de pouvoir d'une minorité. Un processus de changement crédible et ambitieux, visant à rompre avec les logiques du système. C'est pourquoi nous par-

lons de communisme, un communisme de nouvelle génération.

2. De la crise du capitalisme à la crise de civilisation

La crise, avec ses accalmies et ses soubresauts, les peuples du monde la subissent depuis une quarantaine d'années. Elle connaît aujourd'hui une aggravation inédite. Chaque jour s'approfondissent ses dégâts, jusqu'à remettre en cause les fondements de la civilisation. Le capitalisme est intrinsèquement fondé sur l'exploitation, le développement des inégalités et la loi de l'argent pour l'argent. C'est pourquoi il produit des crises à répétition. Ses défenseurs le présentent comme le seul système possible. Il n'est pourtant qu'un moment de l'histoire et le produit de choix humains. Il est aujourd'hui en crise systémique.

La crise financière provoque l'explosion sociale et économique

En 2007, s'est déclenchée la plus grave crise financière depuis l'entre-deux-guerres, suivie deux ans plus tard, de la première récession mondiale depuis 1945.

Les véritables causes de cette crise majeure se trouvent dans la domination des forces de la finance. Les exigences de rentabilité des capitaux écrasent l'économie réelle et imposent au monde du travail de multiples et insupportables saignées.

Au cœur des emballements actuels se trouve un antagonisme fondamental : le capital utilise les immenses possibilités de la révolution numérique et informationnelle pour nourrir son obsession de faire de l'argent pour l'argent. Cela entraîne un chômage de plus en plus massif, ainsi que l'accroissement des revenus du capital au détriment des revenus du travail. Résultat : la productivité augmente mais pas les débouchés. Cette situation conduit inexorablement au développement d'une concurrence de plus en plus déchaînée, d'une exploitation des salarié-e-s de plus en plus forcenée.

Ce développement spasmodique s'est construit pendant plusieurs décennies sur le surendettement généralisé... qui a fini par exploser avec la crise des subprimes aux États-Unis. Les forces de la finance se sont alors plus que jamais comportées comme une nuée de criquets. Pour éviter l'embrasement, de gigantesques liquidités ont été déversées par les pouvoirs publics et englouties dans la même logique. Ce sont les peuples qui continuent d'en payer le prix par le recul continu des droits sociaux, des services publics et du pouvoir d'achat : de quoi accentuer encore l'endettement, la faiblesse de la croissance et la relance de la spéculation ravageuse. Une spirale infernale.

Ces enchaînements font particulièrement sentir leurs conséquences en Europe, au point de menacer la reprise mondiale. En Grèce, il a été imposé au peuple une injustifiable cure d'austérité, plongeant dans la misère et l'incertitude une large part de la population pour préserver les intérêts de la classe dominante. Partout, la réduction drastique des dépenses publiques a été mise à l'ordre du jour pour nourrir plus encore le monstre insatiable de la finance.

La fameuse « crise de la dette », pour laquelle un audit citoyen est nécessaire, provient surtout de l'insuffisance des recettes publiques et sociales, de la fraude fiscale, des détournements dans les paradis fiscaux, du coût des intérêts versés aux banques sur les marchés financiers, de leur sauvetage et plus encore de l'appauvrissement généralisé de nos sociétés, vampirisées par les forces de la finance. Et le

comble, c'est que cette spirale du déclin est utilisée par celles et ceux qui la causent pour culpabiliser les salarié-e-s et les populations, justifier les privatisations, revenir sur un maximum de conquêtes sociales et démocratiques et leur imposer l'austérité.

Avec l'appui d'une pensée technocratique autoritaire, les peuples européens ont été sommés de se soumettre et d'abandonner toujours plus de leur souveraineté. Les forces financières et leurs relais ont défendu bec et ongles l'interdiction faite à la Banque centrale européenne de créer de la monnaie, afin de se servir de l'euro pour sécuriser leurs créances. Ainsi, au lieu d'alléger le poids des dettes des États et d'engager des réponses publiques face à la situation, ce sont donc les banques, sans cesse renflouées, qui sont encouragées à poursuivre leur œuvre sans rien changer. Et la crise se poursuit et s'accroît...

Ailleurs, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, avec l'appui de l'OMC, se font les instruments de la domination absolue des marchés financiers et s'attachent à leur faire place nette en conditionnant chacune de leurs interventions à des régressions sociales.

Dans les pays émergents, où l'industrialisation demeure toujours dominée par les multinationales, la croissance s'est réalisée à marche forcée. Provoquant un exode rural massif, elle s'est souvent construite sur la base de conditions de travail dignes de celles qu'avaient pu connaître les ouvriers européens du XIX^e siècle. Dans de nombreuses régions du globe, la misère a continué d'être le lot commun tandis que s'implantaient des paradis touristiques réservés à une minorité. D'immenses vagues d'expropriation des peuples de leurs terres et de leurs droits se poursuivent.

L'ensemble de ces profonds bouleversements se développe sur la base d'une mise en concurrence exacerbée, d'inégalités insupportables, et d'un gaspillage incroyable d'outils, de savoir-faire et de ressources naturelles.

Une crise écologique croissante

La crise économique et sociale se mêle à une crise écologique croissante. Car la course effrénée au profit se nourrit également sans vergogne de la spoliation permanente des ressources naturelles.

La pollution des océans, des rivières et des fleuves provoque la disparition de nombreuses espèces de la flore et de la faune aquatique. La déforestation par la surexploitation ou encore le recul des services publics forestiers conduisent à la disparition des forêts. L'étalement urbain détruit des terres agricoles et des milieux naturels indispensables à la biodiversité, il fragmente le littoral. Des pratiques agricoles et d'élevage, industrielles ou minières dictées par le profit et encouragées par des puissants lobbies dégradent la biodiversité (dégradation des ressources en eau, raréfaction des insectes pollinisateurs...), appauvrissent les terres, sous-sols et paysages. Avec la préparation de la nouvelle PAC (2014-2020), nous sommes à un tournant de l'histoire. Soit l'Europe cède à la concurrence libre et non faussée, soit elle comprend l'enjeu d'une politique volontaire d'appui à un maillage dense d'exploitations familiales sur les territoires, en favorisant la qualité et la diversité des produits, la relocalisation des productions, la régulation des marchés et du foncier.

Même habillé de vert, le capitalisme se moque de la planète : les lobbies de la climato-économie libérale se repaissent allègrement des catastrophes environnementales, en faisant du

profit sur les exigences de développement durable.

Malgré de nombreuses alertes, dont celles de la FAO, la spéculation sur le marché alimentaire mondial, soutenue par l'OMC, a entraîné le développement de cultures (dont celles destinées à produire des agrocarburants) qui privent une partie de la population mondiale de denrées de première nécessité. Les images insupportables d'enfants se nourrissant de galettes de boue, tandis que les spéculateurs continuaient impunément leurs basses œuvres sont restées gravées dans nos mémoires. Pouvons-nous accepter d'être réduits à l'impuissance ?

Enfin, le réchauffement climatique tient une place de premier rang dans l'ordre des défis à surmonter. Si les pays occidentaux, en particulier, ne se décident pas à agir, nous pourrions, selon les données scientifiques les plus récentes, voir une augmentation de 4 à 6 °C de la température planétaire d'ici la fin du siècle, avec des conséquences dramatiques. La force des tempêtes et des inondations est le pendant de la sécheresse et de la désertification. La fonte des glaciers et la hausse des températures superficielles des océans engendrent l'élévation du niveau des mers, entraînant des déplacements forcés de populations, et créant ainsi une nouvelle catégorie de migrants : les réfugiés climatiques... La réduction des émissions de carbone, qui sont à l'origine de l'effet de serre, est donc une absolue nécessité planétaire, afin de préserver la qualité de l'air. Comment accepter, du sommet de la Terre de Rio à la conférence de Copenhague, que des décisions de cette importance aient pu être remises en cause pour satisfaire des intérêts financiers ? La France accueillera en 2015 la conférence internationale pour le climat de l'ONU. Nous proposons que s'organise, avec toutes les forces politiques, sociales et associatives disponibles, en France et avec les pays en développement, une grande campagne citoyenne internationale pour sortir les États de l'inaction. Le retard qui s'accumule est gravement préjudiciable au devenir de l'humanité.

La crise écologique ne saurait servir de prétexte à une super-austérité. Elle doit au contraire conduire à des choix collectifs et raisonnés pour un nouveau type de croissance et de développement, alliant satisfaction des besoins humains et protection de la planète. La crise écologique est un défi fondamental qui porte en lui une nécessité nouvelle de créativité pour les forces de progrès. Déjà, des luttes quotidiennes dénoncent la responsabilité des puissances financières dans la catastrophe écologique en gestation. Elles démontrent les potentiels de mobilisation liés à la prise de conscience écologique. La révolution écologique appelle la révolution sociale.

La démocratie réduite à un théâtre d'ombres

Devant la pression du pouvoir considérable acquis par les marchés financiers, nous sommes entrés dans un cycle de régression démocratique. La capacité d'intervention des peuples a été rognée en permanence jusqu'à être cantonnée à la marge des grandes orientations qui régissent les sociétés, tandis que la puissance publique a été de plus en plus accaparée au service des marchés financiers. A tous les niveaux a été organisé le dessaisissement progressif des citoyennes et des citoyens de leur pouvoir. Pour donner le change, on a ainsi inventé le concept particulièrement pervers de gouvernance, véhiculant l'idée que la conduite politique devait se contenter de compétences d'experts désignés. Par une série de coups d'État

déguisés, une petite oligarchie, relayée par ses innombrables lobbies et des médias de masse tenus sous sa coupe a pris le pouvoir de façon insidieuse, maintenant les apparences de la démocratie. Ainsi, plus les changements nécessaires paraissent immenses, moins l'action politique paraît être porteuse de solutions.

Toute une partie de la population est de plus en plus tenue à l'écart des lieux de pouvoir et absente des dynamiques qui se cherchent. La casse de la démocratie locale et la mise en concurrence des territoires participent d'une logique souhaitée par les marchés financiers afin d'aménager l'espace en fonction de leurs intérêts.

Présentée à l'origine comme l'Acte III de la décentralisation, la réforme territoriale s'engage sans abroger fondamentalement celle qui fut imposée par N. Sarkozy en décembre 2011.

Elle va se conjuguer avec des budgets d'austérité drastiques plombant l'avenir des collectivités et des services publics territoriaux.

Si elle n'était pas considérablement infléchie, elle tendrait à hiérarchiser les différents niveaux et à vider les départements et les communes de leur capacité d'initiative. Le choix de recentraliser nombre de compétences locales essentielles dans des métropoles formalisées en « super-collectivités » tourne le dos aux coopérations volontaires et aux projets métropolitains partagés.

A tous les niveaux, des résistances et des alternatives se développent.

Des crises internationales à répétition

Depuis le bouleversement géopolitique lié à la chute du mur de Berlin et à la mondialisation capitaliste, des crises internationales majeures s'enchaînent dans un monde présenté comme irrémédiablement instable et dangereux. Les réponses militaires et les stratégies de puissance seraient, nous dit-on, les seules possibles. Les dépenses liées à la guerre pèsent lourd dans les budgets publics.

Au Mali, la déliquescence de l'État, l'activité des bandes islamistes armées sont le fruit d'une crise profonde, exacerbée par la guerre de l'OTAN en Libye, aggravée d'année en année, sous la pression des pratiques de la Françafrique et des politiques d'ajustement structurel néo-libéral sous contrainte du FMI. L'intervention militaire de la France traduit cette impasse majeure des politiques de domination et de prédation.

Nous comprenons le soulagement des Maliens qui devaient subir l'agression des bandes djihadistes armées. Il n'y a pas de solution militaire à cette grave déstabilisation qui menace le Sahel et d'autres pays en Afrique. Il faut répondre aux attentes des peuples, aux exigences du développement humain dans toutes ses dimensions, aux besoins de véritables coopérations internationales. C'est un grand défi pour la période qui s'ouvre : comment sortir enfin du néo-colonialisme en Afrique et contribuer à cet enjeu formidable de la paix et du développement pour tout ce continent.

En Irak, en Afghanistan, en Libye... des logiques de guerre, au nom de prétendues valeurs occidentales, n'ont cessé d'exacerber les tensions, d'étendre les instabilités, d'aggraver les crises. Cette escalade sans issue, dans le mépris des droits des peuples et l'instrumentalisation de l'ONU, est le fruit d'un impérialisme dont la volonté de prédation est à l'œuvre partout où des intérêts stratégiques sont en jeu. Les grandes puissances impérialistes, les multinationales rivalisent pour s'approprier les richesses naturelles au détriment des populations locales.

Ces comportements engendrent des situations de tension et de conflit dévastatrices.

Les tensions et les violences qui caractérisent le monde d'aujourd'hui, dans sa complexité, s'enracinent en particulier là où le sentiment existe que la politique des États-Unis, des pays de l'Union européenne, de l'OTAN... bafoue la dignité, la souveraineté des peuples.

Le non respect des droits du peuple palestinien, la succession de guerres, le soutien à des dictatures, les politiques néolibérales imposées par le FMI et l'Union européenne... Tout cela n'a cessé d'alimenter un rejet profond de la domination occidentale, favorisant la montée des intégrismes mais fournissant également des motifs de révolte et de mobilisations populaires massives.

L'humanité en panne de sens

La conjugaison de ces crises finit par plonger l'humanité dans une véritable crise de civilisation. Une crise du sens et de l'imaginaire. Une crise existentielle qui interroge les rapports entre les êtres humains et leurs rapports à la nature.

Le capitalisme est venu exacerber toutes les dominations existantes, à commencer par le patriarcat. Prospérant sur la concurrence et la peur de l'autre, il a sapé les fondements du vivre ensemble. Les savoirs et leur diffusion ont été placés au service de la rentabilité financière, et les êtres humains empêchés d'acquiescer une maîtrise critique des connaissances et une culture commune. La marchandisation de tout jusqu'au corps humain, la guerre de tous contre tous et l'explosion des inégalités, la domestication de la culture et de l'éducation se sont abattues sur les peuples. Les grandes puissances se sont attelées à fournir des motifs de justification à leurs guerres néo-coloniales.

Dans une humanité déboussolée, les résistances à cet ordre mondial insupportable se sont exprimées de façon contradictoire. La théorie du choc des civilisations, mise en pratique par des responsables politiques peu scrupuleux, pour servir les intérêts de leur cause, a servi de justification au terrorisme et aux aventures guerrières prétendant le combattre. Elle a fait grandir des affrontements dangereux et sans issue à l'échelle planétaire. Le terrorisme, qui pousse sur le terreau de la domination des peuples, est devenu le nouvel ennemi public.

Dans ce contexte, le peu de prix accordé aux vies humaines constitue un traumatisme sérieux. L'humanité se cherche. Elle ne trouvera réponse à ses questions que dans la quête commune de sens, que dans la mise en œuvre d'un projet commun, que dans la fin des logiques de puissance et de prédation.

3. Un nouvel âge de la lutte des classes dans une humanité fragmentée

Au cœur de ces difficultés les résistances et la créativité des hommes et des femmes peuvent ouvrir de nouveaux horizons. C'est ainsi que pourra se reconstruire une civilisation nouvelle de femmes et d'hommes, riches d'influences culturelles différentes, mais fondamentalement libres, égaux et associés.

Pour une nouvelle conscience de classe

La lutte des classes avait disparu. C'était une vue de l'esprit, un fantôme du passé que quelques individus inadaptés aux exigences de la modernité cherchaient à réveiller. Chacun était seul responsable de la situation dans laquelle il se trouvait. Voilà le discours hypnotisant qui nous a été servi des années durant. Et

pourtant, jamais il n'y a eu de pause dans cet affrontement. Au cœur d'une société éclatée, où les conséquences de la crise frappent toutes les catégories de salariés et les couches les plus diverses de la population, les bases existent d'une convergence essentielle pour des luttes qui combattent les gestions ultralibérales et s'attaquent aux racines de la crise.

La crise a commencé à faire tomber le masque, de par la violence de la tentative d'écrasement que mène la classe dominante. Nous avons vu défiler les marchés financiers et leur course à la compétitivité, les actionnaires et leurs dividendes, les banquiers et leurs escroqueries, les grands patrons et leur « héroïsme »... Nous avons entendu que « la guerre des classes existe » et que c'est leur classe, « celle des riches » qui est en train de la gagner.

Pour que l'immense majorité, les « 99 % », puisse faire valoir ses droits au changement, nous voulons qu'émerge une nouvelle conscience de classe, qui rassemblerait le monde du travail et de la création. Il est grand temps que se retrouvent tous ceux et celles, épris de justice, de paix et d'humanité, dont l'intérêt est d'unir leurs énergies pour ne plus laisser quelques profiteurs décider à leur place. Il faut pour cela faire grandir une alternative commune. Nous bataillerons pour faire échec à la division du salariat, et à la division sexuée du travail qui se fait au détriment des femmes. Ainsi, nous combattons le fameux concept de « classe moyenne », modelé pour faire croire à toute une partie de la population qu'elle pourra s'en sortir mieux que les autres « parce qu'elle le vaut bien ». De même nous ne laisserons pas s'installer plus avant le terme pernicieux d'assistanat pour décrire le devoir qu'a la société de relever celles et ceux qui sont dans la difficulté et de les accompagner.

Des femmes et des hommes décidés à gagner

Profiteurs contre producteurs. Finance contre travail. Comment peut-on, dans ce contexte, appeler à partager les efforts et proposer le match nul ? Les appels du gouvernement français à rechercher un « compromis historique » entre le patronat et les syndicats pour un « choc de compétitivité » sont inacceptables. Il s'agit d'une nouvelle tentative de « baisser le coût du travail », d'accentuer l'individualisation de la relation de travail, de démanteler le code du travail et d'imposer la flexibilité. Cette offensive n'a d'autre but que d'asservir plus encore les salarié-e-s, comme si les régressions de ces dernières années n'avaient pas suffi. Le patronat a fait le choix de la désindustrialisation, de la délocalisation, de la spéculation, de l'abandon de la recherche-développement et de la formation, de la mise en concurrence des salarié-e-s entre eux, l'organisation aliénante du travail, par le chômage et la précarité... Il voudrait encore doubler la facture. S'il faut un choc, c'est pour baisser le coût du capital et non la rémunération du travail ; c'est pour baisser les charges financières et non pas les cotisations sociales ; c'est pour en finir avec la précarisation et non pas pour l'augmenter ! Voilà les issues à la crise !

Les menaces de fermeture de site d'Arcelor à Florange, de PSA à Aulnay, de Goodyear à Amiens, Pétroplus en Haute-Normandie ou encore les suppressions d'emplois programmées par Renault amorcent une nouvelle étape de la désindustrialisation. L'attitude du gouvernement, qui alterne les grandes déclarations suivies de désillusions, et les propos complaisants visant à faire accepter les décisions des actionnaires est inacceptable. L'accord portant pré-

tendument sur la sécurisation de l'emploi, signé sous haute pression gouvernementale, avec l'aval d'une partie des organisations syndicales minoritaires, vient encore faciliter les fermetures de sites, les plans sociaux et autres chantages patronaux en baissant ce qu'ils appellent le coût du travail, en précarisant les salariés et en facilitant les licenciements. Nous appelons le gouvernement à changer de cap ; nous appelons toute la gauche à refuser la casse industrielle.

Face aux offensives brutales d'actionnaires insatiables, nombre de salarié-e-s, avec leurs organisations, ont cherché à établir des résistances solides. Dénonçant le mépris et l'incohérence, ils ont mis sur la table des projets alternatifs crédibles. Malgré les atteintes au droit de grève, malgré la criminalisation de l'action syndicale, malgré les chantages, malgré l'abandon des pouvoirs publics, des luttes ont grandi, dont certaines ont pu ouvrir des brèches. Ces hommes et ces femmes, atteints dans leur dignité, défenseurs d'eux-mêmes autant que de l'intérêt général bafoué, tiennent tête aux puissants. Parmi eux, il y a ces ouvrières et ces ouvriers que les médias ont longtemps ignorés, caricaturés et dont ils ont même décrété la disparition. C'est de leur côté que se trouvent les solutions.

Dans ces luttes, les femmes prennent très largement leur place, affrontant au passage un double mépris, l'exploitation capitaliste et la domination patriarcale, tandis que chaque mesure de régression adoptée les frappe plus durement du seul fait d'être femme. Nous savons que le capitalisme se nourrit de toutes les oppressions, mais nous savons aussi que la domination patriarcale existe en soi. C'est pourquoi il est toujours d'actualité d'exiger l'égalité. Mais si le capitalisme se nourrit de cette oppression, nous savons qu'elle n'a pas besoin de lui pour exister. Pourquoi faut-il encore aujourd'hui mener la bataille pour le droit à disposer de son corps et contre les violences faites aux femmes ? Combien sont tuées ou violentées ? Combien, de par le monde, sont traitées comme des mineures, sans droits ? Combien sont contraintes d'obéir, de se cacher, de se soumettre ? De la même manière, on explique pourtant aux hommes et aux femmes que le féminisme est un combat dépassé, balayant d'un revers de main les inégalités persistantes, le patriarcat encore vivace. Ce combat contre la domination et pour l'égalité doit se faire plus encore le combat de tout le genre humain.

Le grand piège de « l'affrontement identitaire »

Racisme, xénophobie, antisémitisme, islamophobie, sexisme, homophobie, lesbophobie, transphobie et autres avatars du rejet de l'autre n'ont pas attendu la naissance des marchés financiers pour sévir. Nous les combattons tous avec vigueur, en tant que tels. Nous savons aussi que les forces dominantes ont bien compris le parti qu'elles pouvaient en tirer : afin de détourner la colère sur d'autres têtes, elles s'attachent à diviser leurs victimes dans des affrontements qui laissent à l'abri leurs intérêts.

Pour déclarer l'ouverture de la chasse aux boucs émissaires, tous les prétextes sont bons. La stigmatisation tous azimuts des jeunes des quartiers populaires, des agents de la fonction publique, des grévistes, ou encore des chômeurs et des pauvres établit une liste de prétendus profiteurs du système, en même temps que le portrait robot du prétendu méritant vertueux qui serait lésé par leur seule existence. Dès lors, lutter contre toutes les dominations,

travailler à gagner l'unité et la solidarité contre les divisions, c'est façonner cette nouvelle conscience de classe que nous recherchons. C'est plus que jamais une urgence.

En effet, à partir de l'insécurité sociale latente, tout est fait pour que l'être humain se sente plongé dans un climat d'insécurité existentielle, au point de se vivre comme un individu assiégé de toutes parts. Assiégé dans son être même, dans son identité... Le pas suivant est vite franchi. Ainsi donc, le tranquille autochtone, serait seul face aux barbares menaçants. Il s'agirait donc pour lui de s'unir avec ses semblables face à l'ennemi désigné, accusé de « racisme anti-blancs ». Les mêmes qui critiquent le communautarisme l'installent de fait, dans une dimension profondément conflictuelle, allant jusqu'à usurper et dévoyer le principe républicain de laïcité.

Le déplacement du conflit social sur le terrain identitaire et communautariste est lié à l'héritage complexe et encore pesant d'une histoire nationale marquée par le fait colonial et relève d'une stratégie visant à fractionner les couches populaires et à masquer l'aggravation des inégalités sociales. C'est ce que l'on appelle l'ethnisation des rapports sociaux, et c'est, dans le monde d'aujourd'hui, une arme de division massive.

S'appuyant sur la théorie du choc des civilisations, la diabolisation insupportable de l'islam et des musulmans, amalgamés en permanence à des étrangers intégristes et à des terroristes en puissance, a une fonction particulière dans ce dispositif. Voilà ainsi campé le personnage de l'étranger par excellence, celui qu'on incrimine et contre qui l'on veut fédérer. A partir de là peuvent se déployer toutes les peurs, toutes les haines et toutes les jalousies, comme on le voit aussi particulièrement à l'endroit des Roms ou des sans-papiers. Comme on le voit également à travers l'islamophobie et la résurgence de l'antisémitisme. Le développement d'un nouveau type de racisme, de plus en plus décomplexé, ne saurait être compris sans mesurer la portée de cette offensive menée par la droite et l'extrême droite. Elle est susceptible d'alimenter bien des tensions au sein des peuples comme au plan international. En mettant cet affrontement identitaire à l'ordre du jour, elle porte un grand danger de notre temps.

Communistes, nous affirmons l'inexistence des races, prônonons l'universalisme et l'égalité de tous les êtres humains. Nous concevons la diversité des cultures, des héritages, comme une richesse et le patrimoine de toute l'humanité. Combattants contre toutes les aliénations, nous refusons les assignations identitaires imposées aux individus. Comme beaucoup d'hommes et de femmes, nous ne reconnaissons pas la richesse de l'humanité dans ces identités étriquées, fantasmées, artificielles. La question est bonne : homme, femme, qui es-tu ? Mais la réponse ne peut consister à s'enfermer dans des cases pour se rassurer et se protéger. L'être humain est un être social, un être de relations, un être de culture. L'être humain est un producteur. Un être en chemin et en devenir. Chacune, chacun, nous sommes des humains uniques et complexes, d'influences et d'appartenances multiples. Ensemble, nous sommes l'humanité.

Que dire, alors, de la nation ? Nous en portons une conception qui se situe aux antipodes de la vision identitaire et ethno-culturelle qui teinte les discours de la droite, sous l'influence de son extrême. La nation est pour nous un lieu essentiel du faire peuple et de l'exercice de la démocratie. Un lieu essentiel de l'internationalisme.

La nation française elle-même s'est forgée dans la Révolution. Elle peut être fière de sa diversité régionale, en particulier linguistique. Elle s'est construite de multiples apports migratoires. Elle est habitée d'une culture ouverte et en mouvement dont le monde a besoin. Au même titre qu'il a besoin de l'apport des autres nations de l'Europe et du monde. Depuis l'aube de notre histoire, les échanges entre les peuples nourrissent les représentations qu'ils se font d'eux-mêmes, leurs cultures communes et leurs façons de vivre. Partout, au cœur de la vie quotidienne dans les villes du monde, c'est cela qui se poursuit.

C'est pourquoi, l'idéologie xénophobe du nationalisme est une dangereuse fumisterie. Convaincus qu'il est vain d'enfermer toute tentative de changement dans la seule nation, nous proposons d'en refonder le principe pour reconstruire de l'unité sur les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Dans le même mouvement, il sera possible d'inscrire cette refondation dans une quête de mondialité. C'est-à-dire un processus permanent d'humanisation de l'humanité capable de bousculer la mondialisation capitaliste et d'opposer aux affrontements identitaires la force d'un monde interculturel. De tous les pays, unissons-nous.

4. L'ouverture de nouveaux champs du possible

Quand les peuples se mettent en mouvement

Partout dans le monde, des mouvements populaires se développent qui en attestent : l'humanité cherche des issues. En effet, comment ne pas trouver dans le mouvement d'occupation de Wall Street, le temple du capitalisme mondialisé, le signe éloquent d'un système en perte de légitimité ?

Dans les pays d'Europe, les peuples résistent et manifestent leur profond rejet de l'austérité. Des forces politiques comme Syriza en Grèce ou le Front de gauche en France, opposées aux orientations européennes actuelles, commencent à gagner une place politique nouvelle. Sans oublier les « Indignés », qui portent une forte contestation du système.

En Amérique latine, dans la diversité des histoires nationales, des forces politiques ont été portées au pouvoir pour s'opposer au pillage impérialiste de leurs richesses et de leur travail, pour fonder de nouvelles coopérations et solidarités, y compris avec Cuba, victime d'un blocus inacceptable. Il s'y mène des politiques nouvelles où l'on cherche des façons de rendre au peuple les droits qui sont les siens. Ces expériences nous intéressent, elles nourrissent nos espoirs, elles participent à rendre partout le changement possible. Nous en sommes pleinement solidaires.

Le Printemps arabe, s'il a débouché sur des situations contrastées, ne saurait être interprété autrement que comme une éruption trop longtemps contenue, d'aspirations profondes à des changements dans la vie quotidienne et dans la vie démocratique des peuples. Le monde arabe n'en pouvait plus de cette domination néo-coloniale dont la misère, la famine et la privation de libertés étaient le prix. Au cœur de ces mouvements, les aspirations démocratiques et progressistes doivent prendre le dessus. Nous devons soutenir ces forces en ce sens.

Dans notre pays, enfin, se lèvent dans de nombreux champs de la société des mouvements de lutte qui portent des revendications et des propositions concrètes. C'est de là que naîtra le changement.

Nous souhaitons que se libèrent toutes ces forces qui veulent transformer nos sociétés, et

celles qui ne trouvent pas encore à se manifester. Si elles sont encore éparses, s'il leur manque un projet commun, elles sont porteuses d'un souffle nouveau dont le monde a besoin.

Quand le progrès sert l'humanité

La révolution numérique et informationnelle bouleverse déjà les modes de production et d'échanges, comme les modes de vie. Elle prolonge l'intelligence humaine et change son rapport au monde, alors que jusqu'ici les outils, puis les machines de la révolution industrielle, avaient permis simplement de « prolonger la main », en instituant une séparation multi-séculaire entre celles et ceux qui décident et celles et ceux qui exécutent. Les systèmes automatiques de traitement, de stockage et de transmission de l'information sont autant d'avancées ouvrant des possibilités inédites que le capital s'efforce de confisquer, avec les gains de productivité qu'elles génèrent. Elles peuvent être utilisées pour réduire les libertés individuelles. Pourtant, elles portent en elles la possibilité d'une autre civilisation, fondée sur la mise en commun et la coopération plutôt que sur la marchandisation du monde.

En tous domaines, les avancées scientifiques, les progrès considérables de la connaissance et des savoirs, accompagnés de progrès technologiques incessants, couplés à cette révolution peuvent être une chance pour l'humanité. L'organisation du travail, sa conception et sa place dans la vie des êtres humains pourraient en être complètement changées.

Contrairement au projet d'une « économie de la connaissance » qui capte la recherche au service de la rentabilité et vise la refondation de la formation au service de la division du salariat, nous voulons nous appuyer sur la place croissante des savoirs dans la société pour construire une culture commune émancipatrice. Déjà, la place croissante des savoirs dans le travail, dans le débat démocratique et dans la vie quotidienne est à l'origine d'aspirations nouvelles.

Sous la crise du capitalisme émergent déjà les prémices d'une troisième révolution industrielle avec l'impression 3D, les machines auto-réplicatives libres, l'open source hardware, les mouvements hacker et maker. Ainsi se créent et se développent des lieux de conception et de proximité en réseau, ouverts et gratuits, où l'on partage savoir et savoir-faire, où l'on crée plutôt qu'on ne consomme, où l'on expérimente et apprend collectivement, où le producteur n'est plus dépossédé de sa création, tels les Fab Lab, qui sont les moteurs de ce mouvement. Toutes ces avancées portent en elles des possibilités de mise en commun, de partage et de coopération inédites.

5. Un projet de société fondé sur l'humain

Alors, quel projet ? Cette question, nous ne souhaitons pas y répondre seuls. Nous voulons la poser en grand à la société. Nous voulons interroger les hommes et les femmes, pour donner de l'espace et de l'écho à leurs aspirations. Ouvrons grand les vannes : « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? » Voilà la grande campagne d'échanges citoyens que nous souhaitons lancer dans tout le pays et au-delà.

Nous ne saurions nous engager dans une telle initiative sans décrire nous-mêmes le projet de société que nous portons. Nous ne le concevons pas comme un modèle prêt-à-porter, mais une contribution forte dans la quête de l'humanité. Rien de tout cela ne tombe du ciel. Il y a les Lumières, la Révolution française et la Commune.

Il y a les anticipations fondamentales issues de Marx, et des penseurs du socialisme, avec une mention particulière dans notre pays pour la contribution de Jaurès, qui fonda ce journal au nom si emblématique : « l'Humanité ». Il y a ensuite les enseignements que nous continuons à tirer des échecs et de l'effondrement des premières tentatives de rupture avec le capitalisme du XX^e siècle se réclamant du socialisme : sans démocratie, respect des libertés et des droits humains particulièrement, il ne saurait y avoir d'émancipation. Il y a encore les avancées produites par les communistes depuis un certain nombre d'années pour définir d'autres logiques à mettre en œuvre. Il y a enfin tout ce qui se cherche et s'invente dans les luttes et le mouvement des idées pour faire grandir l'alternative.

Notre projet se nourrit de tout cela. Il est en construction permanente. Un projet alternatif au capitalisme et à toutes les formes de domination doit permettre la convergence des pensées qui leur résistent : celles qui prennent le contre-pied des politiques libérales sur le plan social et économique, celles qui renouvellent l'exigence écologique, celles qui vont puiser dans les aspirations libertaires et l'humanisme, celles du féminisme, celles de l'antiracisme, celles de la République face à sa décrépitude avancée, celle de l'altermondialisme... Il doit également se forger dans la vie, comme une réponse aux contradictions dans lesquelles les femmes et les hommes se débattent. C'est ce que nous nommons communisme : l'incessant mouvement démocratique d'appropriation citoyenne du monde et de partage des avoirs, des savoirs et des pouvoirs qui enverra aux oubliettes l'ancien régime du capitalisme et fera grandir l'humain dans l'humanité.

Notre visée est donc celle du communisme, c'est-à-dire une société débarrassée de toute forme d'aliénation, d'exploitation, de domination, de prédation de la planète.

La démocratie comme mode de vie

La démocratie doit être au cœur du vivre ensemble, par la reconnaissance d'une souveraineté populaire pleine et entière comme étant seule légitime. Aucun pouvoir, fut-il éclairé ou savant, ne saurait s'affranchir du peuple et gouverner sans lui. Nous proposons de démocratiser tous les espaces de la société, en recherchant partout à pousser les feux de l'intervention citoyenne et de la co-élaboration.

- Nous voulons une VI^e République, où l'exercice de la démocratie ne consistera pas à abdiquer son pouvoir de citoyenne ou de citoyen. La nouvelle constitution devra être élaborée dans un vaste débat et soumise à un référendum. Dans toutes les institutions, et en premier lieu au niveau national, nous voulons rompre avec le présidentialisme, en finir avec le cumul des mandats en nombre et en durée, favoriser la délibération et l'exercice collectif des responsabilités, instaurer la proportionnelle comme mode de scrutin, faire de la parité une règle, ouvrir un droit d'initiative législative populaire et un droit de saisine des institutions. Nous proposons également pour faire vivre la démocratie et lutter contre la professionnalisation de la politique, la création d'un statut de l'élu-e.

Au sein de cette République, nous voulons une vraie démocratie locale, dont les communes doivent être le cœur battant. Elles devront y développer l'esprit coopératif à chaque fois que nécessaire en faisant respecter l'esprit décentralisateur, la souveraineté populaire et l'égalité républicaine pour les citoyens de tous les territoires. Nous sommes pour une citoyenneté

de résidence et nous défendons le droit de vote des étrangers vivant dans notre pays.

Pour prendre le pouvoir, il faut comprendre le monde. Notre exigence de démocratie rend nécessaire l'accès de toutes et tous aux savoirs. Nous proposons une véritable démocratie économique et sociale, qui renforcera le droit du travail, instaurera l'exercice de nouveaux droits et pouvoirs pour les salarié-e-s dans les entreprises et transformera les structures juridiques qui fondent aujourd'hui la propriété du capital et son pouvoir absolu, en s'appuyant sur des formes diverses de propriété publique et sociale. La citoyenneté ne doit pas s'arrêter à la porte des lieux de travail. Sans attendre, nous voulons que les salarié-e-s et leurs représentant-e-s disposent de droits et pouvoirs d'intervention sur les choix qui président à l'organisation du travail, aux investissements, aux stratégies des entreprises et à leur financement. Nous voulons permettre aux organisations syndicales de tenir la place essentielle qui leur revient dans la démocratie sociale. Il en est de même pour les élus locaux et les élus locaux, de par leur rôle décisif dans l'aménagement du territoire.

Nous proposons une administration démocratisée des services publics et leur expansion coopérative jusqu'à la gestion des biens communs de l'humanité. Nous voulons libérer des griffes du marché l'eau, la terre, l'énergie, et plus largement des secteurs essentiels à la vie de l'humanité, y compris la monnaie... Nous voulons ouvrir des droits effectifs garantis par des services publics dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, du logement, de l'information, de la communication, des transports, de la santé, ou du crédit. Nous voulons développer la gratuité de ceux qui sont essentiels à la vie de chacune et chacun.

- La fuite en avant libérale opérée par l'Union européenne n'a cessé de s'exacerber, au point de la plonger dans une crise existentielle qui appelle des transformations fondamentales. Ainsi, la finalité même de la construction européenne doit être redéfinie. L'Europe doit devenir un grand projet humain, capable de peser pour un monde de coopération. A l'opposé des forces nationalistes qui opposent entre eux des peuples qui souffrent du même mal, nous voulons refonder la construction européenne pour bâtir une Europe des peuples, dont le but sera le progrès humain, social et écologique, et non plus la concurrence acharnée et la grande compétition des humains. Aussi, sa première ambition devra être de s'émanciper des marchés financiers. Par la coopération, elle devra permettre de mobiliser démocratiquement tous les atouts disponibles au service de la promotion des capacités humaines et d'assurer la gestion solidaire des biens communs.

Parmi les changements majeurs, il est urgent de mettre fin à l'indépendance de la Banque centrale européenne, qui doit être placée sous contrôle démocratique des Parlements nationaux et européen, et des citoyens. Elle devra battre monnaie pour financer les dépenses publiques et les investissements s'inscrivant dans les nouvelles priorités, aux conditions les plus favorables et dans une logique de long terme et contribuer à un essor concerté des services publics. Elle devra également favoriser la réduction des inégalités de développement entre pays membres. Parallèlement, un audit citoyen de la dette devra permettre aux États de se libérer des charges illégitimes que les financiers leur extorquent.

Nous voulons repenser la démocratie européenne. La gestion commune des biens, inté-

rêts et projets communs doit résulter de choix souverains, faits en pleine connaissance de cause après information et consultation des citoyennes et des citoyens. Il faut donc créer les conditions politiques, institutionnelles, culturelles favorisant leur implication dans l'élaboration des politiques européennes, le contrôle de leur mise en œuvre et l'évaluation de leurs effets. L'Europe refondée ne saurait altérer la souveraineté populaire ou nier les nations qui la composent, mais doit s'imposer le devoir de pousser les feux de la démocratie représentative, participative et citoyenne.

Enfin, ses principes doivent respecter ceux de la Charte des Nations unies. Elle devra se montrer exemplaire dans l'engagement solidaire et responsable face à des enjeux vitaux de notre temps : environnement, paix, développement... Il lui faudra ainsi rechercher tous azimuts des partenaires pour coopérer à la transformation du monde.

- Nous voulons un monde de paix, de partage, de solidarités, un monde sans armes. La paix ne saurait être garantie que par la justice, le respect du droit et de la souveraineté des peuples. C'est ce qui fonde notre soutien à la lutte légitime des peuples de Palestine, du Kurdistan, du Sahara occidental, du monde arabe en particulier. La reconnaissance par l'ONU de la Palestine comme État observateur constitue une première victoire. Nous nous opposons à l'impérialisme et à ses guerres. Partout, les relations entre les peuples doivent se bâtir sur les coopérations et la sécurité, dans la quête d'un nouvel ordre mondial. Face aux nouveaux enjeux de la sécurité internationale, comme face à la gravité de la situation, en particulier au Moyen-Orient, il est urgent de mettre à l'ordre du jour, avec l'exigence du règlement politique des conflits, le désarmement multilatéral, en matière nucléaire et bien au-delà, pour tous les types d'armes de destruction massive, pour les armes conventionnelles et de petit calibre qui font le plus grand nombre de victimes dans le monde d'aujourd'hui.

La France doit être à l'initiative, sur le plan international, pour contribuer au désarmement dans cette voie. Elle doit agir immédiatement pour mettre fin au commerce des armes fait pour alimenter les conflits et les guerres.

Les communistes considèrent comme une des priorités de leur engagement sur le plan international le combat pour la paix, pour une culture de paix, pour une démillitarisation des relations internationales, pour la mise en cause de la stratégie de dissuasion nucléaire à laquelle s'accrochent les autorités françaises. C'est sur une base, de solidarité et de responsabilité collective, que nous proposons de refonder les institutions internationales, d'agir pour sortir de l'OTAN et la dissoudre.

Nous sommes également convaincus qu'il faut en finir avec les orientations des institutions financières internationales telles le FMI, l'OMC et la Banque mondiale, qui conditionnent toute forme d'aide à nombre de pays du Sud, et même aujourd'hui d'Europe, aux politiques néolibérales d'austérité et de régression sociale. Une véritable révolution monétaire doit voir le jour pour mettre fin à la domination du dollar, pour mettre en œuvre progressivement une monnaie commune mondiale visant à répondre aux besoins de coopération et de codéveloppement en mobilisant les moyens existants et nécessaires et en favorisant le développement des services publics. C'est l'ensemble des organisations internationales, y compris l'ONU, qui doivent être transformées et démocratisées afin de pouvoir répondre aux exigences du multilatéralisme, de

la coopération et du développement humain durable. Il y a urgence à mettre en discussion un manifeste pour un développement humain durable à l'échelle mondiale, afin d'engager une discussion sur la satisfaction des besoins essentiels de tous les êtres humains et sur la gestion des ressources communes de l'humanité.

Produire, consommer et partager autrement les richesses

Le capitalisme abîme les liens des êtres humains avec la nature et des êtres humains entre eux. Avec lui, tout est devenu marchandise, tout est devenu source potentielle de profit pour quelques-uns. Nous voulons faire grandir la conscience que l'humanité a d'elle-même et lui permettre d'organiser la façon dont elle subvient à ses besoins et crée les moyens de son épanouissement dans le respect des écosystèmes.

- La question du travail et des rapports d'exploitation est centrale. Les vagues de suicides qui ont frappé de grandes entreprises ont dramatiquement mis le projecteur sur l'augmentation de la souffrance au travail, due à la pression permanente et à la perte de sens du métier. La course insensée à la compétitivité ne saurait qu'aggraver cette situation. Le travail doit être garanti comme le droit de chacune et chacun à se réaliser, à participer à l'effort commun au service de la collectivité en fonction de ses moyens, en contrepartie d'un revenu lui permettant de se nourrir, se vêtir, se loger, se cultiver, se détendre, voyager...

Pris dans toute sa dimension, le travail doit être un lieu de créativité, d'épanouissement et de vie sociale. Il faut donc le réorganiser et le repenser en mettant au placard les techniques de management inhumaines et le recours à la précarité. La place des femmes à tous les niveaux de responsabilité dans le monde du travail, le refus du temps partiel imposé et la rémunération de leur travail à égalité avec les hommes doivent être des normes respectées. Historiquement, les acquis des femmes ont toujours bénéficié à tous.

La question de l'entrée des jeunes dans le monde du travail avec de vrais emplois de qualité pour éradiquer la précarité et permettre à tous d'envisager sérieusement l'avenir est un enjeu social et politique majeur dans notre société en crise.

La limitation du temps de travail à 35 heures doit être respectée et ouvrir la voie à une nouvelle réduction de celui-ci. Les atteintes au repos dominical doivent cesser. Les potentialités actuelles doivent permettre de réduire le temps de travail dans une vie, mais aussi de construire un système de sécurisation de l'emploi et de la formation pour éradiquer le chômage, démarchandiser le travail, et répondre aux besoins de formation, pour la société dans son ensemble et pour chacun de ses membres. Chaque travailleur disposerait d'un socle de droits individuels garantis collectivement, opposable à tout employeur, transférable d'une entreprise à l'autre, d'une branche à l'autre. Assurant le droit à l'emploi et à la formation correctement rémunérés tout au long de la vie à chacun-e, ils permettraient une mobilité dans la sécurité de droits et de revenus relevés.

Dans l'immédiat, nous opposons à l'accord national interprofessionnel nos propositions pour sécuriser l'emploi et la formation (contrat de travail, service public de l'emploi et de la formation, pouvoirs des salariés, financement...). Les attaques violentes contre le droit à la retraite, à la santé, à l'assurance chômage, aux

prestations sociales ont rencontré de grandes résistances. Nous réaffirmons notre choix fondamental en faveur de la Sécurité sociale et d'une protection sociale solidaire de haut niveau.

Pour répondre aux aspirations de la société, nous voulons sortir de la défensive en portant, à partir des luttes sur l'hôpital, l'école ou encore la recherche, une expansion et une démocratisation des services publics, tant dans notre pays qu'à l'échelle européenne et mondiale. C'est une nécessité économique pour sortir de la crise, un moyen de justice sociale, et une exigence pour le bien-être des populations et la satisfaction des besoins sociaux avec un accès égal aux services publics. Nous sommes pour une nouvelle maîtrise publique, par la nationalisation ou par de nouvelles formes d'appropriation sociale de secteurs essentiels pour l'humanité. Contre l'introduction de logiques privées au cœur des entreprises publiques, de nouveaux critères de gestion doivent être mis en œuvre pour éliminer les gâchis financiers, économiser l'énergie et les ressources naturelles, donner la priorité à la qualité des emplois des agents et à leur formation. Les agents des services publics et leurs usagers doivent disposer de droits et pouvoirs nouveaux pour leur permettre de participer à la définition même des missions à remplir, à celle des moyens institutionnels et financiers à mobiliser, à l'évaluation et au contrôle des services publics.

- Nous ne céderons pas au MEDEF qui entend passer commande de la main-d'œuvre dont il a besoin en enfermant les étudiant-e-s dans l'acquisition de compétences restreintes et en dédouanant les entreprises de leur propre rôle de formation. L'éducation et la formation doivent permettre l'élévation générale du niveau des connaissances et des capacités dont la société a besoin, et fournir aux êtres humains de quoi se construire comme individus libres et responsables. Ces périodes doivent être reconnues comme partie intégrante du travail que chacune et chacun fournit dans une vie au service de la collectivité. Il convient également de libérer la recherche de la pression de la rentabilité avec une forte impulsion du service public et dans un esprit de mise en commun des découvertes pour faire avancer l'humanité et lui permettre de résoudre sans attendre les grands problèmes qui lui sont posés. Une nouvelle culture de partage et d'intercréativité de tous les êtres humains, en germe dans la révolution numérique et informationnelle devra être promue.

- La crise a accéléré la destruction de sites de production entiers et l'abandon de savoir-faire industriels laissant des centaines de milliers de salarié-e-s, en particulier d'ouvrières et d'ouvriers, sur le carreau. C'est insupportable ! Nous voulons continuer à produire, dans le respect de l'environnement. Nous n'acceptons pas ce gâchis humain, social, écologique et économique que veulent imposer les grandes multinationales dans leur course à la concurrence. Vivre et travailler au pays, le slogan n'est pas d'aujourd'hui. Nous voulons mettre en œuvre d'autres modèles de gestion que ceux du capitalisme financiarisé. Nous voulons gagner une politique industrielle et de services, reposant sur des pouvoirs d'intervention des salarié-es, un nouveau crédit sélectif avec de nouveaux critères de gestion et des filières stratégiques cohérentes.

Nous voulons organiser la coopération entre les sites de production comme le proposent souvent les organisations syndicales, et favoriser les circuits courts qui économisent la pla-

nète. Nous voulons instaurer un droit de préemption pour les salarié-es sur leur outil de travail, développer l'économie sociale et solidaire. Des nationalisations doivent être opérées dans plusieurs secteurs stratégiques et pour reconquérir la gestion de biens communs. Nous voulons, sous de multiples formes, engager un grand mouvement d'appropriation sociale (entreprises et pôles publics, coopératives, SCOP...).

La planification écologique doit devenir un outil du débat démocratique exprimant la volonté de la société de répondre, dans un même mouvement, aux enjeux écologiques, économiques et sociaux.

Nous voulons maîtriser les enjeux de production, œuvrer à un mouvement de relocalisations industrielles, afin d'éviter les gaspillages de ressources, la casse de l'emploi, les atteintes à la biodiversité et d'organiser la véritable réponse aux besoins.

Ainsi, dans un contexte d'expansion des besoins énergétiques à l'échelle de la planète, il faudra juguler le réchauffement climatique, dû à l'activité humaine, par une réduction, progressive mais massive, du recours aux énergies carbonées. Elles doivent être remplacées par des énergies non émettrices de CO₂, de préférence non-intermittentes, aux prix les plus bas possibles. L'extraction des gaz de schistes est une impasse. Des exigences accrues de transparence et de sûreté, la définition et le respect de normes internationales, le refus du recours à la sous-traitance sont indispensables à la poursuite de la production d'énergie nucléaire. Le mix énergétique devra être de plus en plus marqué par les énergies renouvelables : hydraulique, géothermie, éolien et hydrolien, solaire thermique et photovoltaïque, etc. Toutefois, nous sommes critiques vis-à-vis des programmes actuels du « capitalisme vert » dans le domaine des énergies renouvelables, car au-delà de leurs coûts actuellement exorbitants, elles participent pour certaines à l'aggravation des émissions de CO₂ en raison de leur intermittence. La recherche devra être déployée très activement dans tous ces domaines.

La transition énergétique est une entreprise de longue durée. Nous voulons répondre aux besoins des sociétés, produire un effort de sobriété c'est-à-dire de moindre consommation pour un même usage, d'efficacité et d'économies d'énergie dans l'habitat, les transports, les entreprises et rendre effectif le droit à l'énergie pour tous. Nous participerons activement au débat public national parce que les enjeux énergétiques ne sauraient être traités de façon éclatée dans les territoires régionaux mais avec la volonté d'une maîtrise publique complète grâce à un service public national.

Il est grand temps de sortir du cycle infernal productivisme-consumérisme, qui n'a d'autre finalité que les profits de quelques-uns. Il faut donner un tout autre contenu à la croissance, imposer des exigences qui ne peuvent être que celles d'un développement humain durable. Il faudra traquer, par exemple, l'un des choix stratégiques les plus symboliques de l'absurdité du système : les gâchis matériels insensés, l'obsolescence programmée, qui voit des entreprises produire des biens à durée de vie volontairement déterminée pour doper leurs profits...

Le respect des ressources en eau et leur partage nécessite une prise de conscience plus vigoureuse encore tant les besoins sont criants. En effet, aujourd'hui la moitié des êtres vivants sur la planète manquent d'eau. Puisque l'eau a été reconnue comme un bien commun de l'hu-

manité, elle doit être accessible à tous jusque dans la gestion publique et coopérative de ces ressources. Il faut également anticiper les moyens de relever le défi alimentaire, en quantité comme en qualité, en refusant la mainmise des multinationales sur la production agricole avec ses organismes génétiquement modifiées et son modèle autant intensif qu'extensif qui constitue la négation de la souveraineté alimentaire et de l'agriculture paysanne comme de la pêche artisanale. En refusant également de laisser la grande distribution venir spéculer, ponctionner et orienter à sa guise, privant les producteurs d'une juste rémunération. Il faut changer de logique en imposant les exigences d'un développement humain durable. L'heure est à un modèle d'agriculture durable qui satisfasse les besoins alimentaires de tous les êtres humains, émancipé de la spéculation et soucieux de la santé publique. Notre croissance est celle du développement social et écologique, pas celle de l'accumulation du capital. Nous voulons, au niveau local, national et européen, promouvoir des pratiques véritablement démocratiques d'aménagement du territoire. Ce dernier doit poursuivre, au nom de l'intérêt général et du bien commun, des valeurs de solidarité, de coopération et d'équilibre territorial, en articulation avec les enjeux de la planification écologique. Il doit être pensé à partir des besoins de la population dans un exercice citoyen d'expression et d'élaboration collective de ces besoins.

- Le but du travail ne saurait être de produire toujours plus d'objets de consommation rentables et jetables, mais de permettre à l'humanité de vivre bien. Les inégalités de revenus exorbitantes sont une insulte à la dignité humaine, elles méritent qu'on s'y attaque en définissant des revenus minimum et maximum. Nous voulons repenser l'impôt, taxer l'argent du capital augmenter sa puissance redistributive et sa capacité à orienter les grands choix des entreprises en liaison avec des pouvoirs nouveaux des salariés. Les richesses produites, aujourd'hui usurpées et gaspillées, devront échapper à la mainmise de la finance et des spéculateurs. Nous voulons réorienter fondamentalement l'argent des profits, l'argent des banques et l'argent public vers les salaires, la garantie de droits sociaux, l'investissement productif écologique, la recherche, l'expansion des services publics. Les nouveaux pouvoirs des salarié-e-s devront nous placer au service des objectifs sociaux qui expriment notre ambition : l'humain d'abord ! Dans cet esprit, la réorientation du crédit bancaire est une priorité stratégique pour mettre en cause le pouvoir des marchés financiers. Déjà, des luttes sociales et politiques se mènent pour traduire cette exigence dans des dispositifs institutionnels concrets comme la constitution d'un pôle financier public et le déploiement de fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

Le choix résolu de la dignité humaine

Chaque vie humaine est essentielle à l'humanité. Pour nous, le libre développement de chacune et chacun est la condition du libre développement de toutes et tous. Naître, c'est accéder à la liberté, à l'égalité et à la fraternité. Ces valeurs toujours révolutionnaires ne peuvent vivre que si elles avancent du même pas. Il faut pour les garantir, que la souveraineté populaire s'exerce pleinement, dans un esprit de laïcité. Nul ne peut imposer aux autres ses convictions, qu'elles soient religieuses, politiques ou philosophiques.

Nul ne peut être discriminé en raison de ses origines, de ses opinions politiques, syndicales

ou religieuses, de son identité supposée ou choisie, de son genre, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son état de santé. L'égalité entre femmes et hommes doit maintenant devenir une réalité et les violences faites aux femmes doivent être systématiquement prises en compte, combattues et condamnées pour être éradiquées. La prostitution est aussi une violence, une atteinte grave à la dignité. Les personnes qui se prostituent ne doivent pas être stigmatisées. Les clients ne doivent pas être dédouanés de leurs responsabilités. Le proxénétisme sous toutes ses formes doit être condamné.

Réformer le mariage, comme l'adoption, en en faisant un droit pour toutes et pour tous, est une belle manière de reléguer dans le passé l'esprit de domination dans lequel il a été bien souvent utilisé dans l'histoire de nos sociétés. - L'exercice concret de la démocratie, dans un quartier populaire, dans une commune, sur le lieu de travail est un geste essentiel au service de la rencontre. La République doit mettre en dialogue toutes les représentations du monde, dans la mesure où elles ne contestent pas son principe. Ainsi, nous refusons la conception qui ferait de la laïcité un principe de stigmatisation et d'exclusion. Nous refusons aussi cette conception qui ferait de l'espace public un lieu aseptisé, où l'on s'efforceraient de n'être que semblable aux autres, les convictions des individus étant refoulées dans une « sphère privée ». C'est là qu'elle doit tisser la toile des valeurs communes qu'il faut sans cesse continuer. Nous voulons porter une vision de la laïcité, qui garantisse la liberté de conscience et l'égalité de droits et l'indépendance de l'État à l'égard de toute religion et de toute autorité hormis la souveraineté populaire. Aussi, nous nous opposons à tous les intégrismes qui instrumentalisent les religions à des fins politiques et qui portent atteinte aux libertés et à la dignité humaine, en particulier à la dignité des femmes.

- Nous voulons développer l'accès à la culture, à l'information et aux connaissances, mais aussi leur appropriation sociale, en élargissant ce que les êtres humains ont en commun ou peuvent partager et qui construit leur humanité. Il s'agit de dépasser les querelles identitaires dépourvues de sens et de permettre à chacune et chacun d'être maître de son destin individuel en participant au destin collectif. Nous imaginons une information subtilisée aux mains des financiers et démocratisée. Nous voulons en finir avec une éducation mise au service de la rentabilité et des intérêts du capitalisme. Construire une culture commune exige un grand service public national de l'éducation pour toutes et pour tous, laïque et gratuit, jouant pleinement son rôle d'éveilleur du sens critique. Nous voulons sortir de la marchandisation des œuvres de l'esprit, de l'avi-lissement de la culture, réduite au rang de passe-temps chargée de produire du temps de cerveau disponible. La culture peut donner dans la gravité ou dans la légèreté, mobiliser l'intelligence ou les émotions, prétendre à de grands bouleversements ou n'avoir aucune prétention, mais elle ne saurait être le résultat d'une production industrielle passée au tamis du marketing pour abaisser le peuple et le rendre docile. L'art, la culture, l'imaginaire sont des vecteurs essentiels des créations humaines, des moteurs de transformation sociale, des révélateurs de citoyenneté et d'humanité. Élément essentiel de notre projet d'émancipation humaine, le sport doit être libéré de la domination de l'argent pour être un droit pour toutes et tous. L'éducation physique et sportive à

l'école, la vie associative et le bénévolat avec l'exigence désintéressée de partage et de démocratie sont la garantie de ce droit.

- La République ne se fige pas dans une image d'Épinal surannée en brandissant le drapeau français. Ce que doit porter le drapeau français, ce sont les valeurs généreuses de la Révolution, celle de « Ma France » de Jean Ferrat et nulle haine recuite. Nous ne nous sentons pas menacés par l'immigration. Elle est un drame pour celles et ceux qui en viennent à quitter leur pays pour fuir la misère, les violences et les guerres, dont bien souvent le pillage colonial et néocolonial est l'origine. Nous voulons résorber les inégalités planétaires. Mais il faut également lutter contre les marchands d'illusions, les passeurs et trafiquants qui rançonnent les migrants, les patrons qui les exploitent. Pour celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de partir, le départ est une déchirure. L'arrivée ne doit pas en être une seconde. Les centres de rétention doivent être supprimés. Nous voulons accueillir celles et ceux qui travaillent ici, étudient ici, leur donner des papiers. Liberté de circulation et d'installation des individus, égalité des droits doivent devenir la règle en France. Notre patrie, c'est celle des droits de l'homme et de la femme.

- Nous combattons la misère qui détruit les vies humaines, et mettons tout en œuvre pour prévenir l'exclusion notamment par le droit au logement pour tous, la construction de logements sociaux et un service public pour assurer ce droit. Nous entendons faire admettre le droit essentiel de tout être humain à vivre pleinement et le droit d'être secouru par la solidarité nationale en cas de difficulté. Contre les politiques de seuil qui concentrent de faibles deniers publics sur la population la plus paupérisée, nous voulons retrouver le chemin d'une vraie protection sociale. Nous voulons permettre au travail social de renouer profondément avec sa raison d'être en écartant tout dispositif de contrôle social à l'égard des usagers.

- La dignité humaine est un droit qui doit être garanti jusqu'au bout de la vie. C'est pourquoi nous voulons refonder la protection sociale mise à mal par les directives européennes, les réformes régressives et les attaques des assurances privées. La protection sociale doit prendre en charge toutes les situations de handicap. Elle doit également prendre en charge la perte d'autonomie. Nous défendons l'obligation de combattre la douleur, cela demande de véritables moyens. Le développement des soins palliatifs est une exigence d'humanité, qui n'est pas compatible avec l'acharnement thérapeutique en fin de vie. Nous combattons enfin la marchandisation des corps et du vivant sous toutes ses formes.

- Le respect de la dignité humaine s'impose même pour ceux qui enfreignent les lois. Opposants résolus à la peine de mort et à toute logique de vengeance, nous voulons sortir du tout carcéral, développer les peines alternatives à l'enfermement et maintenir l'ordonnance de 1945 pour les mineurs en l'actualisant, sans la dénaturer de son esprit initial. Nous voulons des peines qui permettent aussi la réinsertion. Les conditions de détention dans les établissements pénitentiaires sont indignes de notre République, ils doivent être rénovés, repensés, pour garantir à chacun le respect de sa dignité. Nous refusons de voir des hommes et des femmes enfermés dans leurs crimes ou leurs délits sans jamais pouvoir retrouver leur place dans la société. Nous savons que cela demande de la part de la société un accompagnement exigeant, mais nous savons aussi que

cette attitude peut transformer des individus.

II. LA RÉVOLUTION CITOYENNE POUR GAGNER LE CHANGEMENT

1. Prenez le pouvoir

La politique est notre choix. Nous la savons décriée et discréditée, parce que l'on s'est tellement appliqué à la rendre impuissante. Pour nous, elle est un outil d'émancipation ; pour les puissants, elle est l'art de domestiquer le peuple. La démocratie est notre but ; elle est aussi notre chemin.

En convainquant les hommes et les femmes que leur voix et leurs actes comptent, nous voulons donner à chacune et chacun un vrai pouvoir sur sa vie, leur donner confiance en nos ressources communes pour faire face aux grands enjeux. Nous voulons redonner sens à la souveraineté populaire bafouée à grande échelle comme ce fut le cas à la suite du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Nous voulons permettre aux femmes et aux hommes d'investir à tout moment tous les lieux possibles et imaginables, dans un vaste mouvement d'appropriation citoyenne capable de formuler et de rendre incontournables les aspirations populaires.

Chaque attaque menée contre l'intérêt général doit nous amener à faire avancer la bataille des idées, à mettre en mouvement le plus grand nombre, à faire grandir la force de l'intervention citoyenne.

Si le pouvoir a en partie été transféré en dehors de la sphère républicaine par les démissions et les abandons successifs, les institutions continuent d'être mises sous pression pour répondre aux exigences de compétition des marchés financiers et de leurs fameuses agences de notation. Pour qu'elles regagnent une véritable capacité d'intervention au service de l'intérêt général, cela passera par une légitimité populaire retrouvée dans la pratique comme dans les objectifs. C'est pourquoi la participation et la mise en mouvement citoyennes sont au cœur de l'action farouche des élu-e-s communistes dans toutes les institutions où ils sont présents. Cet état d'esprit est le nôtre du local au mondial.

Au-delà, nous voulons démocratiser tous les espaces de la société. Dans les entreprises, privées et publiques, qui fonctionnent sur un modèle monarchique, l'action des organisations syndicales participe de cette dynamique que nous souhaitons. Les salariées doivent gagner du pouvoir sur l'organisation du travail comme sur les grandes orientations de l'entreprise et son financement. Tout comme dans les lieux d'éducation et de formation, où il y a également un pouvoir d'intervention à gagner sur l'organisation de la vie sociale, sur les apprentissages et leur but.

2. Une stratégie à dimension internationaliste

Nous voulons agir dans le même temps aux plans local, national, européen et international pour gagner des changements à tous les niveaux qui se nourriront mutuellement.

Pour cela, nous devons travailler à faire converger les solidarités et les mobilisations et à leur permettre d'apparaître dans toute leur dimension. C'est d'autant plus nécessaire que lorsque les femmes et les hommes se rendent compte que les combats d'ici rejoignent ceux qui se mènent ailleurs, l'espoir grandit. Cette conscience est en train de s'affirmer parmi les communistes et progressistes du monde entier. La situation actuelle appelle donc la constitution d'un réseau international pro-

gressiste très ouvert pour agir sur des objectifs immédiats, mais aussi pour faire grandir la contestation de l'impérialisme et l'alternative au capitalisme. C'est l'esprit dans lequel nous sommes également partie prenante des Forums sociaux mondiaux, des réseaux qui agissent pour promouvoir une culture de paix et de tous les espaces de coopération politique comme celui noué entre le Parti de la gauche européenne et le forum de Sao Paulo. Nous contribuons aussi à initier et à développer de tels espaces avec les forces africaines, avec celles de la Méditerranée ou d'Asie.

Faire sauter le verrou de l'Europe « austéritaire »

Il est désormais de plus en plus acquis dans notre quotidien que les questions européennes sont des questions de politique intérieure. Loin des peuples qu'ils gouvernent, les chefs d'État du continent peaufinent ensemble patiemment à Bruxelles des politiques standardisées contraires aux intérêts de leurs populations. Pour beaucoup, le fonctionnement même de l'Union européenne semble rendre impossibles les changements progressistes et constitue un élément important de leur sentiment d'impuissance.

Il s'agit aujourd'hui de donner une place majeure dans nos analyses et dans notre action à cette dimension européenne par laquelle passent aujourd'hui de nombreux choix dont les citoyennes et citoyens sont dessaisis.

Là où des forces actent l'impuissance à changer l'Europe, prônant une dissolution de la zone euro qui renverrait d'une autre manière chaque peuple à la même guerre économique, nous pensons indispensable de lutter contre les divisions et les nationalismes, et de construire des rapports de force solidaires entre peuples à l'échelle de l'Europe pour émanciper le continent de l'emprise actuelle des marchés. Il est nécessaire d'approfondir une stratégie politique européenne.

Nous voulons augmenter encore la dynamique du Parti de la gauche européenne et favoriser avec lui tous les espaces de coopération où pourront se rassembler les forces politiques, sociales et citoyennes qui remettent en cause les orientations européennes actuelles, et sont disponibles pour travailler à des alternatives à l'échelle européenne.

En juin 2014, les élections du prochain Parlement européen seront un moment clef pour faire le bilan de la politique austéritaire européenne et faire grandir le rapport de force en faveur d'un changement profond. Nous devons y porter l'ambition de refonder l'Union européenne.

3. La gauche au pouvoir en France, pour quoi faire ?

La victoire contre Nicolas Sarkozy

Pendant une décennie, après cinq années d'un gouvernement de gauche plurielle auquel nous avions choisi de participer, la droite a exercé le pouvoir en France sous la domination de plus en plus marquée de Nicolas Sarkozy.

Si nous avions su être utiles, notre présence et notre action n'avaient pourtant pas permis de répondre suffisamment aux besoins et aux attentes. La droite et l'extrême droite en embuscade en avaient profité pour administrer à la gauche sa plus douloureuse défaite.

La droite y a puisé la force d'engager une politique de régression radicale, cherchant à en finir avec les acquis des grands mouvements populaires, à commencer par ceux de la Libéra-

tion. Pour garder le pouvoir, sous l'impulsion d'un Nicolas Sarkozy avide de provoquer de graves mutations idéologiques, elle s'est engagée dans une course poursuite nauséabonde et dangereuse avec les forces d'extrême droite. Sa politique du traumatisme permanent a pu provoquer en même temps que de vives résistances, un profond découragement dans la société.

Mais cela n'a pas suffi à éradiquer l'espoir en un monde meilleur. Ainsi, les échéances de 2012 ont vu notre peuple chasser, in extremis, le « Président des riches ». Dans cette victoire, avec le Front de gauche, nous avons joué un rôle majeur en dévoilant les enjeux, en faisant grandir l'espoir et en donnant du contenu au changement.

L'irruption du Front de gauche

Dans la dynamique du Front de gauche, notre parti a opéré un retour remarqué sur la scène politique, et une transformation de sa propre représentation dans l'opinion publique. Toute une partie du peuple de gauche s'est peu à peu reconnue dans la démarche du Front de gauche et l'a investie de son espoir. Ainsi, progressivement, au fil des élections, il a réussi à faire grandir cette dynamique, jusqu'à bousculer les plans préétablis de l'élection présidentielle, avec notre candidat, Jean-Luc Mélenchon, en réalisant une large unité de forces antilibérales et anticapitalistes jusqu'ici très divisées. Les tentatives de présidentialiser et de bipolariser la vie politique n'ont pas cessé pour autant. Si nous avons pu affronter cette réalité avec un réel succès lors de l'élection présidentielle, nous ne sommes pas parvenus à confirmer cet élan, aux élections législatives, qui étaient pourtant un enjeu majeur. A la suite de l'élection de François Hollande, nous n'avons manifestement pas su convaincre de notre utilité au sein d'une majorité qui ne serait pas dirigée par nous. Malgré les progressions de nos candidatures, nous n'avons pas réussi à incarner l'envie de changement qui s'est cristallisée plus fort encore dans un soutien massif aux candidats du Président de la République élu, nous faisant perdre des députés. Aussi, le Parti socialiste et les Verts croient pouvoir se passer du Front de gauche et gouverner comme ils l'entendent. Nous ne pouvons d'autant moins nous en satisfaire que nous avons su donner force ensemble à l'alternative. Cette réalité montre le chemin qui reste à parcourir pour démonter le sentiment d'impuissance et convaincre qu'il existe une voie pour rendre possible ce qui, à beaucoup, semble souhaitable.

Et maintenant, le changement ?

Plus que « le changement c'est maintenant », François Hollande a promis un changement de Président. Pourtant, un espoir s'est levé. Or, depuis sa prise de fonctions, le gouvernement roule à contresens. Tout se passe comme si l'actuelle majorité s'appliquait à gérer les suites du quinquennat précédent. Il est d'abord demeuré sans réponses satisfaisantes aux urgences, sans gestes forts annonçant une réparation des blessures de la droite et sans ambition de transformation. S'il y eut quelques mesures positives, comme la suppression du bouclier fiscal et la loi autorisant le mariage et l'adoption par les couples de même sexe, les actrices et les acteurs du grand mouvement pour le droit à la retraite qui a préparé la défaite de la droite en sont pour leurs frais. En réalité, obnubilé par les exigences des marchés financiers, parmi lesquelles la réduction de la dette et en fait celle des dépenses pu-

bliques, le gouvernement n'apporte pas de véritables réponses aux besoins. Si les engagements pris étaient frappés au sceau de véritables contradictions, ceux qui commencent à être reniés sont justement ceux qui nous paraissent aller dans le bon sens. Ainsi, la décision de ratifier en l'état le traité européen écrit à quatre mains par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel, alors qu'il n'a pas été renégocié, manifeste le choix de promouvoir les orientations austéritaires de l'Union européenne. C'est un acte grave, qui sera définitivement entaché d'irrégularité démocratique. Avec son refus de contester le pouvoir de la finance, le gouvernement n'est pas en capacité de combattre la crise. Il l'aggrave même avec son plan d'économies budgétaires sans précédent et le pacte de compétitivité. Au fond, la question est posée : où est passé le changement ? Avec l'orientation choisie par le gouvernement, il n'y a plus de marges hors l'impulsion de vraies ruptures avec les logiques du système. C'est pourquoi rien n'est immuable. De plus en plus, le gouvernement devra faire face à d'importantes contradictions auxquelles il doit trouver des solutions. Le débat est en train de prendre de l'ampleur, y compris au sein de la majorité gouvernementale. Nous ne restons pas en dehors et nous faisons tout pour que notre peuple s'y invite.

Face à la crise, de plus en plus d'hommes et de femmes s'interrogent et se mobilisent. Nous voulons faire grandir la prise de conscience et rassembler le camp du changement pour porter l'ambition d'une alternative à l'austérité en gagnant dans les mobilisations des avancées concrètes jusqu'au changement d'orientation de la politique gouvernementale. C'est le sens de la grande campagne de propositions que nous initiions avec le Front de gauche : « une alternative à l'austérité, c'est possible ». Dans les semaines qui viennent, les communistes vont s'y investir avec force, afin de changer de cap gouvernemental et d'ouvrir la possibilité d'un rassemblement majoritaire pour une autre politique à gauche.

4. Sans attendre, gagner le changement

Faire reculer la droite et l'extrême droite

Déjà, l'extrême droite est aux aguets pour exploiter chaque déception populaire et pour prospérer sur les peurs et notamment celle du déclin. Partout en Europe, on mesure avec effroi les percées qu'opèrent les mouvements qui s'en revendiquent. Dans des sociétés dévastées par la crise, l'extrême droite s'applique à pratiquer l'exacerbation identitaire dont la droite a aidé à créer les conditions. Se présentant abusivement comme des forces anti-système, elles développent un discours d'incitation à la haine, jouant sur la peur des individus pour les fragiliser et les conduire à abdiquer de leur humanité et leur liberté. En France, le FN veut avancer sous un nouveau visage en prétendant s'approprier les intérêts populaires, la laïcité et la République.

La droite, sonnée par la défaite, est elle aussi déjà sur le chemin du retour, malgré ses divisions. En son sein, ils sont nombreux à imaginer que sur la base des thèses nauséabondes de l'extrême droite pourra se dessiner une nouvelle alliance à même de changer radicalement les rapports de force politiques. C'est pourquoi nous devons continuer de mener un combat offensif face à ces idées, qui ne peut se contenter d'une diabolisation. Son projet représente pour nous le plus grand des dangers, et nous ne devons avoir de cesse que de nous

expliquer sur les raisons qui fondent notre rejet catégorique de l'extrême droite.

Pour nous, il s'agit bien d'un combat de classe, qui a pour ambition de faire reculer la division et de renouer les liens de la solidarité. Pour cela, nous devons trouver les moyens de toujours mieux donner à comprendre le monde et la politique ; nous devons rendre crédible la perspective de changements concrets. Nous refusons de nous laisser enfermer dans un jeu en miroir avec le Front national, dont certains se servent pour nous marginaliser. Nous combattons les forces de la finance, qui ont diverses manières de se faire représenter en politique, dont celle-là, qui est la plus terrible.

Mener la bataille des idées et de la culture

Nous voulons renverser la domination idéologique et culturelle que l'on nous impose. Une domination marquée par un grand mépris du peuple dont il s'agit de faire un troupeau d'animaux dociles, uniformes et rongés par le désir d'acheter.

Dans cet esprit, nous voulons nous attaquer à l'emprise des forces d'argent sur les médias et l'information. Le formatage et la marchandisation de celle-ci, la fabrication et le matraquage d'un imaginaire conforme aux besoins du capital constituent des moyens essentiels de sa domination, et de véritables obstacles à l'expression des aspirations qui travaillent la société. Libérer les médias et garantir le pluralisme est une exigence majeure. Dans chacun des espaces possibles, notamment dans l'audiovisuel public, nous voulons livrer notre regard sur l'actualité et la manière dont elle est présentée. "L'Humanité" comme l'ensemble des organes de presse dont nous animons le développement sont des outils essentiels dans cette bataille. Nous devons également produire un nouvel effort pour investir les nouveaux moyens de communication et d'information, jusque dans leur dimension participative, avec le souci d'approfondir la réflexion et d'affronter les contradictions. Le moindre sujet est désormais prétexte à développer des visions du monde simplistes et bâties sur la réaction de l'instant. Nous devons nous en saisir pour pousser la réflexion et ouvrir d'autres perspectives. Nous devons également combattre la dictature des experts du système, dont les savants développements estampillés du sceau de l'objectivité sont destinés à clore les débats et baliser les chemine-ments de pensée. De même, l'école ne doit pas servir la reproduction des « élites » mais l'émancipation de toutes et tous.

Enfin, nous voulons donner toute sa place au développement de la création et permettre une réelle appropriation des œuvres de l'esprit en donnant un nouvel élan à l'éducation populaire. Notre expression doit y puiser les moyens de parler au cœur des femmes et des hommes, à leur intelligence, de les toucher dans ce qui fait leur vie et leur être.

Ce n'est pas en professant quelque morale que l'on luttera contre celles et ceux qui veulent étiqueter les êtres humains mais en ouvrant les pistes dont on voudrait leur interdire l'accès.

Faire grandir les fronts du changement

A chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement. Sur chaque sujet, il s'agit de constituer le front le plus large pour gagner, comme nous avons voulu le faire face au Traité européen. Le développement d'un mouvement syndical et social à haut niveau revendicatif, avec l'exis-

tence de convergences nouvelles pour faire reculer les politiques d'austérité, le travail poursuivi par le mouvement associatif et culturel doivent nous amener à approfondir encore cette rencontre avec eux et ce lien, dans le respect et l'indépendance de chacun.

Ainsi, pour gagner le droit de vote et d'éligibilité des étrangers en 2014, nous sommes engagés dans la campagne du collectif unitaire. Nous voulons être utiles, tout de suite, à gagner des avancées immédiates. C'est à partir des luttes qui se développent, des propositions qui grandissent et des aspirations populaires que nous pourrions dépasser les mécontentements et les déceptions pour faire mouvement. C'est une dimension essentielle de notre combat, à travers laquelle des hommes et des femmes pourront faire l'expérience du poids de leur engagement et de leur capacité à transformer les choses. Depuis le quartier jusqu'aux questions internationales, nous voulons continuer à nous rassembler avec d'autres pour faire de l'espace aux aspirations et à créer les rapports de force qui peuvent les imposer.

Engager une nouvelle étape du Front de gauche

Le Front de gauche porte un immense espoir. Son irruption est un phénomène politique majeur. Il est la manifestation politique et électorale à laquelle nous sommes parvenus, avec nos partenaires, en mettant en œuvre cette stratégie de fronts de rassemblement. Pour nous, il s'agit d'une dynamique durable qui n'est pas achevée. Depuis que nous l'avons initié, le Front de gauche a grandi, il s'est installé comme une forme politique nouvelle dans laquelle chaque organisation, chacune et chacun a sa place et se trouve respecté dans des espaces d'échange, d'élaboration, d'initiatives, de coopération. C'est là que réside sa force.

Avec toutes les forces disponibles, nous voulons écrire la saison deux. Nous voulons donner un nouveau souffle à la dynamique citoyenne qu'il suscite, en permettant à un très grand nombre de femmes et d'hommes de toujours mieux s'y retrouver, notamment par le développement des assemblées citoyennes, qui prennent parfois la forme d'ateliers législatifs. Notre conviction est que ces espaces doivent fortement se développer au plus près des territoires dans les formes adaptées que décident celles et ceux qui y participent. Les fronts de lutte et les fronts thématiques sont des réseaux d'action dont nous pensons qu'il faut pousser plus loin encore l'expérimentation.

Nous voulons élargir fortement le périmètre des femmes et des hommes qui se reconnaissent dans le Front de gauche, notamment parmi celles et ceux qui ont contribué à l'avènement de la nouvelle majorité gouvernementale et veulent agir pour le changement. Au-delà des campagnes électorales, nous voulons continuer à cheminer avec un nombre toujours plus important de femmes et d'hommes, inventant les conditions d'un travail en commun. Pour franchir une nouvelle étape, le Front de gauche a besoin d'un lieu où les apports et les expériences d'actrices et d'acteurs du mouvement social, associatif, intellectuel et culturel pourraient se croiser, chercher ensemble à produire du sens, et alimenter la recherche d'une nouvelle perspective politique. C'est ce que nous proposons d'appeler « coopérative citoyenne ».

Ensemble, nous sommes porteurs d'une grande ambition. En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'af-

faire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau Front populaire.

Du Front de gauche, nous portons l'ambition d'en faire un grand mouvement populaire capable de bousculer le rapport de force à gauche jusqu'à rendre majoritaires les options de transformation sociale. Une réorientation politique est la seule hypothèse pour laquelle notre parti serait prêt à participer à l'exercice du pouvoir afin d'apporter son concours à la construction du changement. Nous refusons les orientations sociales libérales actuelles du gouvernement, qui conduiraient inévitablement à l'échec si elles étaient poursuivies. Ce serait une catastrophe pour notre peuple, qui remettrait en selle la droite et ferait encore grandir l'extrême droite. Nous voulons donc tout faire pour rassembler la gauche, et gagner un changement de cap pour réussir. Rien ne nous empêchera d'être ensemble la force agissante de la gauche. Il va falloir faire avec nous, il va falloir faire avec le peuple !

Afin de donner force aux exigences populaires, dans la foulée de la campagne « une alternative à l'austérité, c'est possible », nous proposons au Front de gauche d'initier ensemble la grande campagne « Et vous, quels changements de société voulez-vous ? », une grande campagne visant à libérer la parole et les aspirations des entraves du renoncement. Elle pourrait par exemple connaître un moment fort à l'automne prochain avec des Assises du changement.

Préparer les prochaines échéances électorales

Nous allons aborder en 2014 trois échéances électorales majeures : après les municipales viendront les européennes, puis les sénatoriales. Et plus tard, en 2015, les élections cantonales et régionales.

Face aux ambitions affichées de la droite et de l'extrême droite, pour chacune de ces échéances, nous voulons rassembler le plus largement possible sur des projets ambitieux qui placent chaque institution en position de répondre aux besoins.

Les communes sont un pilier essentiel de notre République. Une bataille est engagée pour refuser la casse de la démocratie locale : tout en poussant les feux de coopérations choisies, les communes doivent gagner en liberté d'action et en responsabilité. Elles sont de formidables espaces de citoyenneté, de services publics, de culture, de vivre ensemble.

Les communistes sont engagés dans l'action municipale et intercommunale, souvent au sein de majorités de gauche constituées sur des projets, parfois dans l'opposition. Parties prenantes d'aventures humaines et de l'histoire locale, ils veulent continuer à être utiles au plus près des femmes et des hommes et continuer à leur rendre le pouvoir. C'est pourquoi nous décidons de lancer partout des appels à de larges rassemblements en commençant dès aujourd'hui à construire les contenus qui guideront notre action avec les habitantes et les habitants. C'est avec elles et avec eux que nous voulons créer les conditions de nouvelles conquêtes politiques. Partout, nous entendons ainsi renforcer et augmenter notre influence, en faisant la démonstration sur le terrain qu'une autre pratique et une autre ambition politique sont possibles. La présence d'élu-e-s communistes au sein des assemblées municipales est un point d'appui essentiel dans les batailles politiques de notre parti. Cela constituera un atout considérable pour renforcer notre groupe au Sénat. Nous abordons ces élections dans un esprit de conquête, pour mettre

en responsabilité plus d'élu-e-s communistes encore.

La force du Front de gauche sera un atout important, pour aller vers les rassemblements les plus larges possibles à gauche, avec la volonté de faire échec aux appétits de la droite et de l'extrême droite. Ces échéances pourront être l'occasion d'ouvrir des perspectives de sortie de l'austérité et de changement. En ce sens, nous envisageons de tenir un forum national de la démocratie locale, des services publics et des territoires.

Les élections européennes pourront être l'objet d'une large convergence des forces qui contestent l'orientation libérale actuelle de l'Union, l'accélération des politiques austéritaires, la convergence des États sur des choix politiques guidés par la satisfaction des marchés financiers, et le caractère profondément antidémocratique de son mode de fonctionnement.

Nous devons mener une campagne de dimension européenne cherchant à faire converger le maximum de forces de gauche des différents pays, avec l'objectif de renforcer dans le parlement européen le groupe GUE-NGL le plus fort possible. En France, pour atteindre cet objectif, nous devons constituer les listes d'un Front de gauche européen élargi pour rassembler toutes les forces transformatrices. Dans cette optique, nous proposons au PGE d'organiser des forums progressistes pour la refondation de l'Europe.

III. UN NOUVEL ÉLAN POUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Pour mener à bien ces combats, il y a besoin d'un parti communiste déchaîné. Fiers des grandes aventures auxquelles nous avons contribué ces dernières années avec le Front de gauche, nous abordons la période qui s'ouvre avec un appétit d'ogre. Avec les nouvelles énergies qui se rassemblent dans notre maison, nous n'avons pas peur de déclarer notre gourmandise. Non pas celle qui rend malade et qui exige l'excès, mais celle des corps et des esprits qui veulent manger à leur faim, celle du plaisir que l'on partage. C'est sous ce jour nouveau, loin des caricatures, puisant force dans les épreuves qui ont affecté notre combat, que nous nous dévoilons désormais aux yeux de notre peuple. Offensifs, rassembleurs, inventifs, populaires... voilà qui nous sommes. Le parti de l'humain d'abord.

1. Le nouveau parti pris communiste

Nous avons affronté le XX^e siècle. Au nom du communisme se sont développés des grands espoirs et des combats essentiels, mais se sont aussi construits des régimes d'oppression qui ont échoué à produire l'émancipation humaine que nous portons. Nous avons mené ici notre combat et provoqué des avancées sociales et démocratiques majeures ; nous avons cependant peiné à nous dégager de l'affrontement qui se jouait dans la guerre froide. Nous avons souffert de voir ainsi notre idéal s'abîmer, de voir les forces capitalistes avoir beau jeu de jeter sur lui le discrédit et de voir l'espoir en un monde meilleur tellement se rétrécir. Mais nous avons choisi de ne pas fermer les yeux et d'en tirer, parfois péniblement, toutes les leçons. Ce travail doit être poursuivi. A l'aube du XXI^e siècle naissant, nous nous sentons aujourd'hui plus libres et plus forts pour nous tourner vers l'avenir. Nous savons qu'il ne peut y avoir de communisme sans démocratie, sans que le cœur en soit la démocratie. Pour être émancipateur, un projet politique ne peut être qu'une œuvre collective à laquelle chacune et

chacun peut participer.

Nous voulons faire grandir le communisme de nouvelle génération dont le monde a besoin. Nous décidons d'engager un grand travail sur notre visée et notre projet afin de l'approfondir et de mieux le donner à voir.

Le Parti communiste change, sans se renier. Il change parce qu'il cherche encore et toujours les meilleures voies pour cette révolution citoyenne. Il change parce qu'il est le bien commun des hommes, des femmes et des jeunes qui le rejoignent de plus en plus nombreux avec leurs révoltes, leurs colères, leurs espoirs, leurs idées, leurs désirs... Il change parce qu'il n'a de cesse que d'être en dialogue avec celles et ceux qu'il rencontre. Il change parce que l'état du monde fait grandir l'urgence et le besoin de changement. Il change et il doit encore changer. Nous portons en nous l'exigence d'une démocratisation toujours plus poussée de notre pratique et de notre organisation. Elle doit continuer de s'expérimenter dans la vie et de se partager au sein de notre parti. Mais nous savons aussi que l'essentiel de nos transformations est liée à la construction de notre projet, à la façon dont nous saurons en faire un moteur qui nous entraînera où nous n'aurions peut-être pas imaginé aller.

2. Un parti d'émancipation, d'action et de rassemblement

Militer est une dimension de nos vies. Militer, c'est chercher la rencontre, c'est être à l'écoute de l'autre, c'est refuser l'injustice et l'arbitraire, c'est faire grandir la solidarité au travail, c'est nouer des liens de fraternité dans la cité. Militer, c'est avoir toujours le cœur à portée de main, à portée d'humain.

Nous voulons être un parti différent, qui porte une autre conception de la politique que celle qui consiste à vouloir se réaliser personnellement dans la quête d'un destin politique personnel : celle de faire participer réellement le plus grand nombre au combat commun.

Nous voulons être toujours mieux un parti d'émancipation, où l'on trouve à grandir et à s'épanouir, où le sens de l'engagement de chacune et chacun se partage et s'enrichit de celui des autres. Par l'accès aux savoirs, à la culture, au débat démocratique, par les expériences militantes, nous voulons en faire un outil pour que chacune et chacun puisse se construire comme femme ou comme homme, comme militante ou militant, comme citoyenne ou citoyen. Ainsi, le Parti communiste pourra être un intellectuel collectif, un collectif d'intelligences et d'expériences capable de mobiliser le monde du travail, du savoir, de la création, pour nourrir la reconquête idéologique et culturelle. La nécessité de la conceptualisation et théorisation ne s'est jamais faite autant sentir que dans un monde où chacune, chacun, est confronté en permanence au bruit et à la fureur, ainsi qu'à de profondes mutations. C'est dans cette envie de savoir, de recherche, d'éducation populaire, seule capable d'élever notre niveau de compréhension de ce qui est à l'œuvre dans la société, que nous devons mieux ressourcer notre parti. La formation des communistes est une exigence et un objectif majeur auxquels nous voulons répondre mieux encore à l'avenir.

Le champ de notre intervention ne se limite pas aux échéances électorales. Nous sommes un parti d'action, qui cherche en permanence à faire vivre le débat et à gagner de vraies réponses aux besoins. Les pratiques clientélistes qui se développent, dont l'objet est d'asservir des hommes et des femmes par un jeu de pouvoir et de promesses sont un poison pour la po-

litique. A chaque fois qu'un être humain est dans le besoin, quelle que soit son option politique, notre devoir est d'agir avec lui sans attendre de retour pour répondre à l'urgence comme au problème de fond que sa situation soulève. Notre projet est à usage immédiat : nous voulons être le parti d'un peuple qui se bat.

Notre parti a vocation à s'exprimer dans la société à gorge déployée, à mettre en scène son projet, à faire grandir ses valeurs. Pour cela, il doit être un espace culturel et de création où se croisent la politique, le débat d'idées et les pratiques artistiques.

Son existence et son apport original sont des atouts pour tous ceux et celles qui cherchent à se rassembler pour changer les choses. En effet, chaque fois que nécessaire, nous voulons participer aux rassemblements les plus efficaces pour gagner des avancées. Le Front de gauche en est l'une des dimensions majeures. C'est ce qu'ont compris celles et ceux qui nous rejoignent chaque jour.

3. Une ambition démocratique de tous les instants

Notre organisation est au service de ces choix. Ainsi, au cœur de notre fonctionnement, nous plaçons la délibération collective. C'est dans ce cadre, en rupture avec toute idée de hiérarchie, que s'exercent les responsabilités.

Au sein de nos instances, nous voulons progresser encore pour faire vivre la parité, la mixité, le renouvellement et la diversité qui sont essentiels pour la démocratie.

Ensuite, nous voulons créer les meilleures conditions d'une mise en mouvement des militantes et des militants dans leurs lieux de vie, de travail et d'engagement. Dans une société où l'on nous présente tous les choix comme des

évidences techniques, nous voulons qu'ils puissent partout être porteurs de réflexion politique et de dynamiques citoyennes. Nous voulons qu'ils puissent partout faire naître cette solidarité et cette confiance qui permettent de pousser toutes les portes, mêmes celles que l'on croyait fermées. Nous voulons qu'ils puissent partout agir au nom du Parti communiste, en libérant l'initiative, la spontanéité et l'intervention militante.

Enfin, cela suppose de vivre un parti ouvert, tourné vers le monde en permanence et recherchant à se mettre en dialogue avec la société. Nous devons ainsi poursuivre les efforts entrepris pour mieux communiquer notre projet, nos propositions, nos initiatives, nos espoirs. Mais nous devons également développer et ouvrir nos réseaux et nos échanges à tous ceux et celles qui veulent travailler avec nous, à tous ceux et celles dont la réflexion nous intéresse.

4. Un parti populaire, pleinement déployé dans la société

Pour s'adresser au peuple de notre pays, les partis dominants ont découpé la population en couches, catégories et communautés. En s'adressant à elles, il s'agit pour eux de les faire exister dans les représentations mentales, de les opposer entre elles plus ou moins artificiellement, puis d'opérer des choix et des alliances. Ce n'est pas notre conception des choses.

Nous voulons parler à toutes et tous, en faisant émerger l'intérêt général, le bien commun, et la promotion des valeurs essentielles pour la dignité humaine. Mais pour cela, nous sommes conscients qu'il faut pouvoir s'adresser à chacune et chacun dans sa vie, sans réduire personne au statut social dans lequel la société le maintient enfermé.

Le rejet de la politique s'exprime massivement parmi celles et ceux qui subissent le plus les effets du système capitaliste et de sa crise. Et les pièges politiques se referment sur les hommes et les femmes qui sont hantés par la peur de perdre ce qu'ils ont durement gagné.

Nous devons donc reconquérir la mobilisation des habitantes et des habitants des quartiers populaires, où les conditions de vie sont particulièrement dures, pour changer avec eux leur quotidien. Pour beaucoup, ils se sentent discriminés, abandonnés, relégués en dehors. Souvent, les lieux d'échanges, de rencontre, d'action sont justement ce qui fait défaut au vivre ensemble. C'est avec elles et avec eux que nous devons construire la politique dont ils ont besoin, en commençant notre chemin au plus près des besoins immédiats. C'est d'elles, c'est d'eux, que viendra le changement. C'est par elles, c'est par eux, que nous serons nous-mêmes révolutionnés.

Nous devons mieux entendre celles et ceux qui vivent et travaillent dans les territoires ruraux, touchés par d'importantes dégradations des conditions de vie et une destruction progressive des services publics. Échanger et agir avec celles et ceux qui vivent dans ces zones isolées est un enjeu majeur pour construire des territoires dynamiques et solidaires.

Nous devons également fournir un effort singulier en direction des jeunes générations, fortement marquées par les prémices d'un nouveau monde à naître, mais que l'on a essayé d'élever plus que jamais dans l'esprit de compétition et le culte du mérite. Elles peuvent bousculer l'ordre établi si leurs aspirations à vivre ne sont pas étouffées. Le Parti communiste est pour elles et pour eux un formidable espace de vie et d'émancipation. Avec le MJCF et l'UEC, nous voulons mieux encore nous

adresser à la jeunesse, particulièrement touchée par la précarité, pour lui permettre de construire l'avenir.

Nous devons nous adresser plus et mieux à celles et ceux qui produisent au quotidien les richesses. S'organiser pour l'action politique dans les entreprises, les grands groupes, les branches, les services publics, là où l'affrontement avec les forces du capital est le plus direct, est indispensable. Le travail, qui tend à occuper une place de plus en plus grande et de plus en plus pesante dans les vies, pour celles et ceux qui n'en sont pas privés, semble pourtant de plus en plus déconnecté du reste des existences et des enjeux politiques. C'est l'une des prouesses de la pensée dominante. Nous voulons en faire un sujet politique majeur.

Nous voulons produire un effort en direction de tous ceux et toutes celles dont les peurs et les souffrances sont instrumentalisées contre leurs propres intérêts. Partout, nous voulons approfondir notre lien avec les femmes et les hommes, et faire de notre parti un parti qui rassemble largement les hommes et les femmes épris de justice, de paix et de liberté.

CONCLUSION

Qu'elles furent longues, ces années, à tâtonner, reprendre notre souffle, à résister au déferlement sauvage du capitalisme. Nous avons traversé ces épreuves, sans chercher à les fuir. Mais nous sommes là, en ce moment où le monde peut basculer vers l'humanité plutôt que vers la barbarie. Nous sommes là, debout, humbles et fiers. Disponibles pour rallumer les étoiles. Il est grand temps, ne croyez-vous pas, de préférer poursuivre nos rêves plutôt que fuir un cauchemar. Pour faire grandir l'humain d'abord, prenez la main, prenez les rênes, prenez le pouvoir! ✪

STATUTS

DES STATUTS ADAPTÉS... ET ADOPTÉS

445 délégué-e-s sur 623 votant-e-s ont approuvé les nouveaux statuts du PCF. Avant d'en arriver là, des dizaines d'entre eux ont animé le débat dans une ambiance passionnée mais toujours respectueuse.

Durant quasiment cinq heures, on a pu entendre s'échanger des arguments, des raisonnements, des oppositions, des demandes de précisions, des propositions. La disponibilité à l'échange et l'écoute de la commission représentée à la tribune par Isabelle De Almeida sa présidente, Marc Brynhole, Laurent Péréa, Mireille Pernot y contribuant, les président-e-s de séances (Cécile Dumas et Patrick Le Hyaric) également.

Isabelle De Almeida souligna dans son rapport introductif les lignes forces du travail établi en commun, dans le respect du mandat que le CN avait donné : garder le socle des statuts élaboré en 2006 et l'architecture du texte qui a sa cohérence, actualiser, clarifier et énoncer des règles précises.

Les principales modifications portent donc sur la nécessité de mieux articuler la souveraineté individuelle et la souveraineté collective, mieux mettre en relation droits des adhérents et responsabilités des instances, mieux conjuguer diversité et unité : réaffirmant la pluralité de droit et le respect des décisions majoritaires, donner plus de cohérence nationale à notre politique et d'efficacité militante à notre organisation. La commission travaillant sur la base de 300 amendements reçus.

Si la philosophie générale du texte proposé aux congressistes ne fut pas bousculée, notons quand même des apports



significatifs dus à la discussion en séance plénière : protection de l'écosystème comme défi de notre époque où bien le respect de l'anonymat des votes entre autres.

Au hit parade des échanges se hisse sans conteste la question de la règle de répartition de la cotisation. Après un long débat, le Congrès décida d'adopter la nouvelle disposition dite des 3 tiers se substituant à celle des 4 quarts.

Signalons également quelques moments plus intenses : la question du droit à la formation, de l'appropriation des enjeux européens par tous les communistes à travers le PGE, le rapport entre adhésion et droits ouverts par le versement de la cotisation, la responsabilité des différentes instances du Parti, de la nécessité de l'implantation de proximité dans la diversité des objets et de ses formes, de la représentation

des secrétaires départementaux à la direction nationale, l'égalité hommes-femmes dans l'accès et l'exercice des responsabilités, la parité dans les instances du Parti, la rotation et le non cumul des mandats, etc.

Pointons aussi quelques nouveautés, comme la nécessité du lien et de la coopération entre élu-e-s et le Parti, les prérogatives renforcées de la nouvelle commission des conflits qui change de nom, le lancement des périodes de congrès par l'appel à contribution aux adhérent-e-s. ✪

P. C.

Les statuts seront prochainement édités en brochure et seront disponibles dans les fédérations.

Un grand moment de solidarité

délégations étrangères présentes au Congrès

PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE : Marisa Matias, Margarita Muleva, Toni Barbara / **AFGHANISTAN** : Parti de la cohésion nationale; Razmjo Zuhhoor • Ayenda; Abdullah Naïbi / **ALGÉRIE** : Parti algérien pour la Démocratie et le Socialisme (PADS); Georges Perles • Parti pour la Laïcité et la Démocratie (PLD); Yasmina Boudjira, Soad Baba-Aïssa, Benhabib Fewzi • Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD); Rafik Hassani, Youcef Merrouche / **ALLEMAGNE** : Die Linke; Oliver Schröder, Andreas Günther • Réseau Non à l'OTAN-Non à la guerre IALANA; Reiner Braun • Parti communiste allemand (DKP); Bettina Jürgensen / **AUTRICHE** : Parti communiste autrichien (KPO); Waltraud Fritz-Krackl / **BAHRAIN** : Société pour l'Action Nationale Démocratique (WAAD); Sayed Radhi Mohsen Sharaf Husain, Almoosawi • Tribune Démocratique progressiste; Eman Hassan Showaïter / **BELGIQUE** : Parti communiste; Vladimir Caller • Parti du Travail; Raoul Heдебouw / **BÉNIN** : Parti communiste; Gilbert Kouessi, Eugénie Dossa-Quenum, Honoré Lokossa / **BOHÈME-MORAVIE** : Parti communiste; J. Kohlíček / **BRÉSIL** : Forum de Sao Paulo • Parti du Travail; Valter Pomar • Parti communiste; Walter Sorrentino / **BURKINA FASO** : Union pour la Renaissance/Parti sankariste (UNIR/P5); Maître Bénéwendé Sankara • Parti pour la Démocratie et le Socialisme-METBA; Hama Arba Diallo / **BURUNDI** : Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD); Léonard Nyangoma, Cyriaque Ndayitwayeko / **CAMEROUN** : Union des Populations du Cameroun (UPC); Titti Dingong, Antonia Epanya / **CHINE** : Parti communiste; Zhang Jianguo, Sun Zhaolong, Jin Xudong, M^{me} Ma Yuexi / **CHYPRE** : Parti Progressiste des Travailleurs (AKEL); Vera Polycarpou / **COLOMBIE** : Parti communiste; Jaime Caycedo, Maria Cepeda / **COMORES** : Collectif des associations et amis des Comores; Mustapha Abdou Raouf • Coordination des associations en lutte; Mabadi Ahmedali, Saïd Ibrahim • Parti Djawabu Ya Komor; Youssouf Saïd Soilihi / **CÔTE D'IVOIRE** : Front Populaire Ivoirien (FPI); Amani N'Guessan, Mme Hortense Ade Assale • Théophile Kouamou Journaliste pan-africain / **CUBA** : Parti communiste; Pedro Noël Carrillo Alfonso, Noslen Ocana / **DANEMARK** : Alliance Rouge-Verte; Inger Johansen / **DJIBOUTI** : Front pour la Restauration de l'Unité et de la Démocratie (FRUD); Mohamed Kadhamy • Association pour la Démocratie et le Développement (ADD); Ahmed Kassim Issé, Ahmed Kassim Ahmed / **EGYPTE** : Parti socialiste égyptien; Mohamed Hassan Alsayed Khalil, Karima Mohamed Ali Hafnawy / **EQUATEUR** : Pedro Paez / **ESPAGNE** : Gauche Unie Parti communiste; Maïté Mola • Parti communiste; Juan de Dios Villanueva, Ramon Santamaria • EuiA Catalunya • Gauche Unie alternative de Catalogne; Joan Josep Nuet, Mireia Rovira / **GABON** : Mouvement « Ca suffit comme ça »; Bruno Ondo / **GRANDE-BRETAGNE** : Parti communiste; John Foster • Campagne pour le Désarmement Nucléaire; Kate Hudson / **GRÈCE** : Syriza; Theano Fotiouž / **HONDURAS** : Front national de la résistance populaire; Daniel René Vasquez, Antonio Manca / **INDE** : Parti communiste; Azeez Pasha, R. Viswanathan, Dassaradan / **INDONÉSIE** : Institut National des Etudes Démocratiques; Tatiana Lukman • Parti communiste-11^e Congrès; Ibarruri Aïdit / **IRAK** : Parti communiste; Raïd Fahmi; Union Patriotique du Kurdistan; Barzan Faraj / **IRAN** : Association de Défense des prisonniers politiques et d'opinion en Iran (ADPOI); Behrooz Farahany • Organisation des Fedayins du peuple d'Iran (majoritaires); Behruz Khaligh, Hassan Naderi • Ligue des femmes iraniennes; Irène Ansari • Parti Démocratique du Kurdistan d'Iran; Khosrow Abdollahi • Solidarité socialiste avec les Travailleurs en Iran; Bernard Arefi • Parti Toudeh d'Iran; Mohamad Chahin • Union des Fedayins du Peuple d'Iran; Raouf Kaabi, Ali Jalal / **IRLANDE** : Sinn Fein; Sean Oliver / **ISRAËL** : Parti communiste; Efraïm Davidi / **ITALIE** : Parti des Communistes Italiens (PDCI); Fausto Sorini, Lorenzo Battisti • Parti de la Refondation Communiste d'Italie (PRCI); Fabio Amato, Gianluca Schiavon / **JAPON** : Parti communiste; Kimitoshi Morihara, Hiroshi Yonezawa, Nobuyuki Asada / **KOWEÏT** : Mouvement progressiste / **KURDISTAN-IRAK** : Gouvernement régional; M^{me} Khaman Zrar Asaad, Akil Marceau / **KURDISTAN/TURQUIE** : Parti pour la Paix et la Démocratie (BDP); Sélahattin Dermittas, Nazmi Gur, Eyyup Doru / **LAOS** : Parti populaire révolutionnaire LAO; Sisouk Philavong / **LIBAN** : Parti communiste; Marie Debs / **LUXEMBOURG** : La Gauche; Murray Smith / **MADAGASCAR** : Parti du Congrès de l'indépendance (AKFM); Jean Andriatsoavina / **MALI** : Convergence patriotique pour le Mali-COPAM-M22; Issa Ndiaye • Solidarité africaine pour la Démocratie et l'Indépendance (SADI); Mohamed Diarra / **MAROC** : La Voie Démocratique; Mustapha Brahma, Saïd Sougty, Youssef Khatib • Mouvement du 20 février; Hicham Belhassen • Parti de l'Avant-garde démocratique et socialiste (PADS); Abderraman Ben Hida / **MAURITANIE** : Union des Forces de Progrès; Lô Gourmo / **NÉPAL** : Parti communiste du Népal Marxiste léniniste unifié (PCN-MLU); Madhav Nepal, Ali Akhtar Mikrani / **NIGER** : Organisation pour la Démocratie nouvelle (ORDN); Mamane Sani Adamou / **PALESTINE** : Haïl Al Fahoum, Noha Rashmawi; Parti du Peuple Palestinien (PPP); Assem Kurdi / **PÉROU** : Parti communiste du Pérou; Rolando Ruben Brena Pantoja; Parti communiste péruvien; José Azparrent Représentant en France / **PORTUGAL** : Parti communiste; Manuela Bernardino; Bloc de Gauche; Luis Fazenda / **LA RÉUNION** : Parti communiste; Fabrice Hoarau / **RUSSIE** : Parti communiste de la Fédération de Russie; Sergey Obukhov / **SAHARA OCCIDENTAL** : Front Polisario; Omar Mansour / **SÉNÉGAL** : Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT); Amath Dansokho, Maguette Thiam, Amath Camara, Mme Seynabou Gaye / **SOUDAN** : Parti communiste; Mohammad Mokhtar, Hassan Al Khatib, Rashid Sid Ahmed El Sheik, Rachid Saeed / **SUÈDE** : Parti de Gauche; Christina Høj Larsen / **SUISSE** : Parti suisse du Travail; Nathalie Mühlestein / **SYRIE** : Forum Démocratique Syrien; Mohamed Maklouf, Souria-Houria, Mohamad Al Roumi, Ala Abdala, Lamis Zolhof / **TCHAD** : Union nationale démocratique (UND); Mahamat Zang-Nézouné / **TUNISIE** : Parti des Travailleurs; Adel Thabet / **UKRAINE** : Parti communiste; Anatolii Sokoliuk, Oleksandr Zubchevskii, Viktoria Georgiievskia / **VENEZUELA** : Jeunesse (PSUV); Heryck Rangel / **VIETNAM** : Parti communiste; Nguyen Van Thanh, Duong Chi Dzung, Bui the Giang, Nguyen Viet Ha, Bui Le Thai, Nguyen Huu Doan, Nguyen Hong Duong.

Droits des peuples



Moment d'émotion et de solidarité avec les interventions de Hael al Fahoum, ambassadeur de Palestine en France, et de Selattin Demirtaş, coprésident du BDP. Un hommage a été rendu à Sakine Cansiz, Sidan Dogan et Leyla Souleymez, les trois militantes kurdes assassinées le 9 janvier dernier, « trois jeunes femmes trop jeunes pour mourir ».

Changer l'Europe

En Europe, notre destin est intimement lié, nos combats aussi : pas de refondation dans une perspective humaine et solidaire sans une recherche permanente des convergences et un renforcement des coopérations de toutes les forces de progrès qui partagent cet objectif. Construire une alternative, c'est combattre les règles du capitalisme et de la BCE, c'est multiplier les propositions, les initiatives, les échéances et les cadres de rassemblement pour ces millions d'Européens qui refusent les consensus libéral et la règle d'or : l'altersummit à Athènes, le renforcement du groupe de la GUE-NGL au Parlement européen en 2014, la multiplication d'espaces et d'initiatives qui puissent réunir les partis – membres ou non du PGE –, les forces syndicales et sociales qui veulent l'alternative. C'est dans cet esprit que le PGE discutera à son congrès de l'idée d'un « forum européen annuel des alternatives ».



Pour un monde de paix et de coopération



Intervention de Issa N'Diaye (Convergence patriotique du Mali)
L'intervention française au Mali dénuée de toute arrière-pensée ? Certes non, mais devant l'imminence des dangers, votre intervention fut un soulagement qui n'élué pas la question clé : quand notre peuple décidera-t-il de son avenir ? Notre pays est l'objet d'une confrontation féroce entre l'impérialisme occidental aux abois et l'impérialisme arabo-salafiste nouveau et conquérant dont l'objet essentiel se mesure en nombre de barils de pétrole et en tonnes d'uranium. Saurons-nous ensemble arracher les camisoles de force que cousent les forces de l'argent et retrouver la paix ?

300 invités présents au Congrès



Bernard Thibault, Thierry Le Paon, Agnès Nathan, Nadine Prigent (CGT)



Guillaume Bachelay, Christophe Borgel (PS)



Clémentine Autain (FASE)



Olivier Besancenot (NPA)



Nathalie Arthaud (LO)

Bernard Thibault, Thierry Le Paon, Agnès Nathan, Nadine Prigent (CGT), **Annick Coupé** (Solidaires), (FSU), **Guillaume Bachelay, Christophe Borgel, Luc Carvounas** (PS), **Pascal Durand** (EELV), **Jean-Luc Mélenchon, Martine Billard, Eric Coquerel, Alexis Corbière** (PG), **Lucien Jallamion** (République et socialisme), **Christian Pierrel** (PCOF), **Jean-Jacques Boilaroussie** (Les Alternatifs), **Clémentine Autain** (FASE), **Christian Picquet** (Gauche unitaire), **Olivier Besancenot** (NPA), **Stéphanie Treillet, Danièle Obono** (Convergence alternative), **Myriam Martin** (Gauche anticapitaliste), **Nathalie Arthaud** (Lutte ouvrière), **Catherine Coutard** (MRC), **Julie Hollard** (PRG), **Julie Mandelbaum** (UNEF), **Renée Le Mignot** (MRAP), **Maya Surduts** (NDF et CADAC), **Olivier Barbarant** (poète spécialiste Aragon), **Robert Créange** (FNDIRP), **François Miquet-Marty** (Viavoice), **Janette Habel, Nicole Sergent** (CN du FG), **Odette Nilès** (Amicale de Châteaubriant), **Jean-Jacques Porcheron** (ANECR), **Suzu Rojzman** (Droits des femmes), **Bernard Defaix** (Convergence des collectifs défense et développement des services publics), **Marie-Christine Vergiat** (députée européenne), **Bernard Cassen** (ex-président Attac, secrétaire général de Mémoire des luttes), **Pierre Khalfa** (Fondation Copernic), **Irène Pequerul** (Francas), **Christine Passérieux** (GFEN), **Lilian Halls-French** (Initiative féministe européenne), Ainsi que : Amnesty International, Les maires pour la paix-France, le Mouvement de la paix. Les parlementaires pour le désarmement nucléaire, France-Amérique latine, Collectif Paraguay, Collectif des Péruviens en France, Comité de défense des droits et des libertés de Tunisie, **et bien d'autres...**



Christian Picquet (GU)

Martine Billard, Jean-Luc Mélenchon, Eric Coquerel (PG)

Lucien Jallamion
(République et socialisme)

Pascal Durand (EELV)

Rapport de Jacques Chabalier sur les directions

Concluant la réception des personnalités de la Fête de l'Humanité 2012, Pierre Laurent, secrétaire national de notre parti, annonçait un congrès qui « sera le congrès du développement du Front de gauche et d'une nouvelle ère pour le Parti communiste français ».

Nous arrivons, avec cette dernière séance de notre congrès national, au terme de plusieurs mois de travail des communistes : ils et elles ont travaillé d'arrache-pied pour qu'effectivement cet objectif soit rempli et que nous abordions la prochaine période avec un « appétit d'ogre ». Appétit d'ogre pour être utile au rassemblement et mettre en mouvement l'ensemble des forces qui aspirent à un réel changement, « appétit d'ogre » pour que se diffuse dans la société ce communisme de nouvelle génération qui a vu naissance et crée dans le paysage politique français un événement politique majeur que la si belle tonalité de notre congrès met en lumière. Nous avons un potentiel extraordinaire désormais pour bousculer les scénarii les mieux huilés de ceux qui depuis des décennies nous expliquent, la mine grave et recueillie, qu'il convient de se résigner aux logiques comptables et à la mise en concurrence de toutes et de tous. Appétit d'ogre enfin pour prendre les initiatives les plus larges, pour proposer sans cesse et sans cesse rassembler contre les politiques d'austérité dans le cadre de notre campagne, entamée de si belle façon lors du meeting de Metz, et qui va désormais se déployer largement dans nos villes, nos quartiers, dans et devant les entreprises.

Alors, en ce dimanche matin hivernal, au terme de ces semaines de débats, nous nous sentons certes un peu fatigués, mais nullement rassasiés et prêts à amplifier cette « dynamique de l'espoir » car, à l'issue de son 36^e Congrès, le Parti communiste a les forces et la volonté de hisser son action à hauteur des enjeux, de porter avec les partenaires du Front de gauche, avec des millions de nos concitoyens de véritables solutions à la crise, de disputer aux tenants du capitalisme et aux résignés de tout poil le terrain de la modernité et de l'efficacité, de parler au nom de la gauche et au nom de l'intérêt de notre pays tout entier.

L'adoption de la base commune avec les orientations qu'elle contient couronne tous les efforts de création et d'intelligence de tous les adhérents du Parti communiste français, de toutes celles et tous ceux qui ont participé à cette belle aventure. L'élection de la direction nationale de notre parti qui est ce matin à l'ordre du jour de notre congrès est, comme l'élection de toutes nos directions lors des congrès locaux ou départementaux ces dernières semaines, un acte essentiel pour cette mise en dynamique.

Les propositions qui sont soumises ce matin à votre vote ont fait l'objet d'un intense travail de la commission des candidatures, qui s'est réuni une dizaine de fois depuis sa première réunion du 3 octobre. Et je tiens à remercier sincèrement et chaleureusement l'ensemble de ses membres, délégués du CN puis du bureau du Congrès ou représentants des fédérations, pour leur implication et leur apport constructif. Leur aide tout simplement.

Nous nous sommes efforcés, tout au long de ces quelques mois de travail, d'asseoir les propositions qui vous sont faites sur un état des lieux, une évaluation du travail de notre direction nationale sortante. Prendre le temps de cet état des lieux nous est apparu essentiel pour construire et définir le rôle de la direction nationale que vous allez élire dans quelques minutes. Cette évaluation a porté bien sûr sur le travail accompli depuis le 34^e Congrès de décembre 2008. Lors du 35^e Congrès, en effet, nous avons fait le choix de réélire, sans la renouveler, à l'exception du secrétaire national et de quelques ajustements que la vie rendait nécessaires, notre direction nationale.

Nous avons d'une part souligné l'importance du travail accompli en quatre ans par notre direction nationale dans son ensemble, CN, CEN, secteurs de travail, etc. Depuis 2008, nous avons eu à affronter cinq élections (européennes, régionales, cantonales, présidentielle, législatives), à mettre en œuvre une stratégie nouvelle, à batailler contre le pouvoir sarkozyste, à mener (entre autres) la formidable bataille des retraites. Le Parti a beaucoup mûri, il a retrouvé un élan nouveau, il s'est largement rassemblé. Le nombre d'adhésions de notre parti depuis 2008, 23 000 comme l'a rappelé Pierre dans son rapport introductif, et singulièrement en cette année 2012



où nous en avons réalisé plus de 7000, l'image meilleure de notre parti dans la société en sont des témoignages qui nous confèrent aussi de nouvelles responsabilités.

Mobiliser toutes les forces disponibles pour gagner le changement en déployant tout notre potentiel militant, tel est maintenant notre défi et le mandat premier de la direction issue de notre 36^e Congrès.

Pour mener à bien cette ambition, la commission a estimé qu'il était nécessaire de modifier profondément les conceptions de travail de notre direction nationale : elle ne permet pas en effet aujourd'hui une élaboration suffisamment collective, ni une mise en œuvre suffisamment efficace de notre politique. Ont été pointés le nombre excessif de ses membres, des interventions souvent juxtaposées ne laissant pas suffisamment de place à un véritable dialogue, des positionnements figés, voire « claniques », pour reprendre des expressions employées lors de nos réunions de commission : bref un parlement plus qu'une direction politique.

Comment donc progresser et se doter d'une direction qui soit un véritable collectif dirigeant qui ait plaisir à travailler ensemble ?

Le CN ne doit plus être un lieu de représentation, où on cherche d'abord à incarner les idées de sa sensibilité, mais un collectif d'hommes et de femmes préparés à l'exercice de responsabilités par leurs activités politiques militantes, électives ou syndicales, associatives, reconnus pour leurs compétences. Des dirigeants du Parti en capacité réelle de dégager le temps et l'énergie nécessaires pour participer à la direction d'un parti national.

Nous avons donc travaillé avec l'objectif d'une direction nationale composée de camarades disponibles pour exercer une tâche nationale et qui accepteront de mettre leur richesse à la disposition du travail national du Parti. Des camarades, acceptant de se penser, de s'assumer, ai-je envie de dire, comme dirigeants nationaux de notre parti.

Nous avons donc besoin d'abord de camarades à même d'assurer l'animation ou la participation à des collectifs thématiques ou secteurs de travail. Travail qui doit conduire à l'actualisation et à l'approfondissement permanents de nos propositions, et à la refondation, dans la durée, de notre projet communiste pour le XXI^e siècle.

Pour y parvenir, les membres de la commission ont également souligné les besoins de coordination dans l'élaboration de notre politique : le besoin de mettre au « pot commun » le travail des commissions pour qu'elles participent de la construction de nos choix politiques, en définissant les lieux adéquats pour permettre cette transversalité.

Nous avons également besoin de camarades qui permettront un lien plus étroit avec les fédérations et les secrétaires départementaux, à travers le suivi ou l'aide à des fédérations ou à des Régions.

Les camarades ont, de ce point de vue, insisté sur l'importance du fait régional, et de mieux l'intégrer dans le travail d'ensemble de la direction. L'objectif étant de se doter d'une direction nationale qui soit mieux en prise, dans les décisions qu'elle prend et les orientations qu'elle se donne, avec la présence du Parti sur tout le territoire national.

A cette fin, la nouvelle direction nationale comportera 38 secrétaires départementaux et secrétaires départementales, 22 hommes et 16 femmes, tous les autres étant, comme c'est le cas aujourd'hui, invités aux travaux de notre direction : nous connaissons leur rôle central dans la vie du Parti, et notre fu-

ture direction aura à cœur de les associer plus étroitement encore, y compris avec un droit de vote quand l'ordre du jour du CN le rendra nécessaire, et de donner plus d'importance encore à la réunion des secrétaires départementaux.

C'est également pour cette raison, de plus grande efficacité dans l'élaboration et la mise en œuvre de notre politique, que nous avons travaillé à franchir un cap dans la prise en compte de la diversité de notre parti.

Nous avons travaillé cette question de la diversité, tout à la fois au sens des sensibilités politiques et au sens des expériences, des compétences ou des champs d'intervention divers (ouvriers, ingénieurs, intellectuels, syndicalistes...) de camarades qui accepteront de mettre leur richesse à la disposition du travail national du Parti. Nous n'avons pas besoin de dirigeants nationaux uniformes mais d'une équipe, diverse et complémentaire.

Dans cette optique nous avons discuté, dans l'esprit des statuts, avec les camarades qui ont soumis des textes alternatifs au projet de base commune lors du vote des adhérents du mois de décembre dernier : nous l'avons fait en prenant en compte leurs sensibilités politiques propres, mais surtout avec le souci de construire une direction nationale qui travaille ensemble à partir des critères que nous nous sommes donnés ; de rompre autrement dit avec une logique de « groupe parlementaire ». Cette démarche a été acceptée, 12 camarades qui ont signé des textes alternatifs rejoignent donc la liste commune et j'ai le plaisir de vous informer qu'aucune liste alternative n'ayant été déposée, la liste soumise à votre vote sera une liste commune, pour la première fois depuis plusieurs congrès ; c'est à mon sens un événement politique majeur de ce 36^e Congrès, ce qui vient par là même confirmer le besoin de rassemblement et la plus grande unité des communistes, ce que tout le processus de préparation du Congrès a montré clairement, ainsi que le Congrès lui-même.

Une meilleure efficacité dans l'élaboration et la mise en œuvre de notre politique supposait également de construire une direction nationale dont le nombre soit réduit. C'est une attente des communistes depuis plusieurs congrès, attente le plus souvent déçue malgré de réels efforts que la logique des listes alternatives venaient régulièrement contrarier.

La liste qui vous est proposée comporte donc 166 membres, sachant qu'en 2006 il y avait 254 membres du CN et lors du dernier congrès de décembre 2008, 233 : nous pouvons donc mesurer la réelle réduction du nombre que cela représente. D'autant qu'aux 233 membres sortants se sont rajoutés 49 candidatures nouvelles, 32 femmes et 17 hommes, ce qui représente 29 % de la liste totale. Et je tiens tout particulièrement à saluer et remercier tous les camarades qui ont accepté de ne pas être reconduits dans cette responsabilité, pour laisser place au nécessaire renouvellement de notre direction. Ils sont 116 dans ce cas, ce qui est exactement 50 % des 233 membres du Conseil national sortant. Nous avons rarement connu un tel renouvellement, et je pense que c'est là aussi un événement de ce congrès, à l'image de l'ambition de conquête avec laquelle nous allons mettre désormais en œuvre nos décisions. Je tiens à les remercier toutes et tous de leur apport au sein de notre direction. Vous comprendrez que je souhaite plus particulièrement citer parmi elles et eux quelques camarades qui, par leur responsabilité nationale ou leur activité d'élus ou de parlementaire qu'ils exercent parfois encore, ont joué un rôle important dans notre direction nationale : Alain Bocquet, Roland Muzeau, André Gérin, Dominique Grador, Michèle Demessine, Colette Finet, Marie-France Vieu-Marcaud, Henriette Zoughebi... Avec, je pense, un salut particulier de la part de notre congrès pour 4 camarades qui ont pu exercer un travail de premier plan ces dernières années auprès de Marie-George, secrétaire nationale, puis de Pierre Laurent qui lui a succédé à cette responsabilité : Michel Laurent, Nicole Borvo, Patrice Cohen-Seat et Francis Wurtz. Pour eux comme pour tous, quitter le CN ne signifie en rien, bien au contraire, que nous n'aurons plus besoin de leur apport et de leur compétence. Nous travaillerons avec eux à ce que leur richesse et leur expérience continue de nourrir le travail de notre future direction nationale.

Les communistes attendent aussi que notre direction soit davantage à l'image des capacités militantes et dirigeantes de notre parti. Une direction véritablement nationale, la plus proche possible des potentiels militants et de leur disposition

sur le territoire. 63 départements et 21 régions auront donc un représentant au Conseil national. 68 camarades, 34 hommes et 34 femmes, soit 41 % de la liste totale, seront issus de l'Île-de-France, ce qui est une proportion inférieure à 2008 ou elle était de 44 %, ce qui est appréciable quand on tient compte de l'importante réduction du nombre.

Un effort a également été fait pour permettre l'apport de camarades ayant une expérience de militants d'entreprise, avec des responsabilités syndicales, où acteurs de mouvements sociaux. Ils sont une quarantaine que nous avons pu recenser dans la proposition qui est faite.

Nous avons également besoin de nous appuyer sur un nombre important d'élus qui nourrissent, nous le savons, des liens de proximité avec nos concitoyens en suscitant au quotidien leur intervention. Ils sont 60 dans les propositions, dans celles également que nous avons pu recenser de tous niveaux de collectivités.

La moyenne d'âge de la liste proposée est de 49 ans, c'est sensiblement la même que la liste proposée il y a 4 ans, et qui correspond à la moyenne d'âge de l'ensemble de la population française des 18 ans et plus. Les moins de 30 ans sont 6 % mais avec un nombre plus important des 30-45 ans, la dimension intergénérationnelle de notre parti se reflète mieux que lors des congrès précédents.

La liste proposée est enfin à parité, ce qui est conforme à nos statuts, mais qui est surtout une exigence démocratique et une dimension essentielle de notre projet communiste sans laquelle il serait vain de parler d'une réelle souveraineté des adhérent-e-s.

Tous ces éléments concourent donc à une plus grande efficacité de notre direction, aux ambitions importantes que nous avons assignées à notre congrès, et à ce que les communistes se reconnaissent mieux dans la direction nationale de leur parti. Il vous reviendra d'en juger, mais j'ai la conviction que les propositions faites nous permettront de progresser nettement dans ce sens.

Réfléchir à une plus grande efficacité de direction suppose aussi de clarifier l'ensemble du dispositif de direction et les responsabilités et les missions qui peuvent leur être assi-

gnées : le CN, le Comité exécutif national, la coordination. Cette organisation, un comité exécutif national et une coordination de l'exécutif en son sein, aux côtés du secrétaire national, pourrait être pérennisée car la période écoulée montre qu'elle est un gage d'efficacité dans le travail collectif.

C'est pour cette raison que la décision d'officialiser l'existence de trois instances Conseil national, Comité exécutif national, Coordination – dans nos statuts a été prise.

Concernant le Comité exécutif national, il devrait rassembler l'ensemble des grandes tâches exécutives d'animation de la vie du Parti (vie du Parti, communication interne et externe, finances, relations extérieures, élections, relations aux élus, relations internationales, jeunesse, féminisme, lieux de travail...) ainsi que les grands secteurs d'animation de notre travail de propositions et de projet.

Le Comité exécutif national devrait en son sein assurer le lien avec toutes les régions du Parti afin d'être en permanence en prise avec tout le territoire national, comme je l'évoquais il y a quelques minutes.

Animation créative de la mise en œuvre de notre stratégie politique, développement de la compétence collective de notre travail de direction, voilà les deux axes pour que le Comité exécutif national renforce son efficacité, et permette au Conseil national de mieux préparer son travail et ses décisions, de mieux remplir son rôle de direction politique.

Selon nos statuts, l'élection du CEN, vous le savez, relève du Conseil national sur proposition du ou de la secrétaire nationale. Le Conseil national qui sera élu tout à l'heure se réunira immédiatement pour élire en son sein une commission, conformément à nos statuts, qui élaborera une proposition pour le futur CEN qu'elle soumettra au premier conseil national qui se réunira jeudi prochain 14 février. Concernant la responsabilité de secrétaire national, Pierre a fait savoir, lors du CN du 16 janvier dernier puis par un courrier adressé à notre commission, que nous avons diffusé dans le Parti sa disponibilité pour exercer un second mandat, en souhaitant que ce choix fasse partie à part entière du choix collectif de la liste.

Le sens du vote que nous allons émettre sera aussi de renouveler notre confiance totale à Pierre qui a su faire preuve au

cours de son premier mandat de sa capacité à animer notre collectif et l'ensemble du Parti et à faire vivre publiquement nos orientations et nos initiatives.

Voilà les propositions que je voulais vous faire. Je laisse la place à notre discussion et à notre volonté commune de se doter d'un collectif de direction qui travaille au quotidien pour permettre à toute la richesse militante de notre parti de se déployer pleinement et à notre parti d'affronter efficacement la prochaine période.

Et je souhaite que les propositions qui vous sont faites soient validées par votre vote, couronnant ainsi les travaux du Congrès qui, nous en sommes convaincus, fera date dans l'histoire du Parti communiste français. ✪

Discussion

Pour la plupart des intervenants, le travail de rassemblement qui a abouti à la constitution d'une liste unique est apprécié. La volonté de travail en commun dans la diversité est vécue comme une réelle avancée. Tout en reconnaissant le besoin de réduire le nombre de membres du Conseil national, plusieurs délégués interviennent cependant pour défendre des candidatures proposées par leur fédération (Val-d'Oise, Savoie...) A l'inverse, la fédération des Alpes-Maritimes s'étonne qu'une candidature non retenue par son congrès départemental se retrouve sur la liste proposée au vote des délégués. Plusieurs axes de travail sont avancés pour le travail de la future direction comme le fait régional, la formation... Dans son intervention, Jacques Chaballier revient sur le besoin d'une direction nationale qui impulse et favorise la mise en mouvement des adhérents sur la démarche du Congrès. A l'issue de la discussion, le bulletin de vote est adopté. ✪

P. F.

CONSEIL NATIONAL ÉLU

766 inscrits, 716 votants, 92 blancs/nuls, Liste du CN : 624 (100 %)

LAURENT Pierre
ADENOT Dominique
ANDREANI Caroline
ANNOOT Pierrick
ASSASSI Eliane
AUGUSTE François
AURY Thierry
BAGNAROL Pascal
BARBAZANGE Paul
BARDEAUX Elsa
BARDOT Caroline
BAUDOIN Marie-Christine
BAUDRY Viviane
BAYLE Sylvie
BENOIST Lydie
BESSAC Patrice
BIDARD Hélène
BOCCARA Frédéric
BOCQUET Eric
BOLZINGER Jean-François
BONNERY Stéphane
BONNET Nicolas
BONY Vincent
BOURSIER Marie-Pierre
BRAMY Hervé
BREFORT Françoise
BROSSAT Ian
BRULIN Céline
BRYNHOLE Marc

BUFFET Marie-George
BURRICAND Marie-Christine
CARLIEZ Joël
CELTON Sophie
CHABALIER Jacques
CHASSAIGNE André
CHAUVE Isabelle
CIRERA Daniel
CLAUX Viviane
COHEN Laurence
COMPAIN Xavier
COPPOLA Jean-Marc
CORBEAUX Eric
DANG TRAN Emmanuel
DARTIGOLLES Olivier
DE ALMEIDA Isabelle
DEBU Raphaël
DEME AMADOU
DEMEEULEMESTER Joseph
DERKAOUI Meriem
DHARREVILLE Pierre
DIMICOLI Yves
DIONNET Brigitte
DUMAS Cécile
DURAND Denis
DURAND Jean-Marc
ELORRI Sophie
FAINZANG Claude
FATH Jacques

FATON Nelly
FAUCILLON Elsa
FAVIER Christian
FITER Françoise
FROSTIN Jean-Louis
GARNIER Gilles
GAUTHIER Elisabeth
GAYRAUD Martine
GENEVÉE Frédéric
GERVELA Micheline
GIBELIN Jean-Luc
GOBERT Marie-Jeanne
GONCALVES Valérie
GONTHIER-MAURIN Brigitte
GRUNER Michèle
GUENOT Marion
GUILLAUD-BATAILLE Fabien
GUITARD Aline
HALOUI Fabienne
HAYOT Alain
HENIN Jacky
HUBERT Cécile
IBORRA Julien
IDIR Nordine
INJEY Robert
JACQUART François
JALADE Eric
JANVIER Alain
JARRY Karine

JOLY Pascal
JUMEL Sébastien
KARMAN Jean-Jacques
KOSTER Jean-Vincent
LABORDE Sébastien
LACAZE Pierre
LAFURIE Anne
LAHELLEC Gérard
LE HYARIC Patrick
LE MOING Jean-Louis
LE POLLTEC Yann
LE RESTE Didier
LEBAIL Danièle
LECROQ Emilie
LEFLON Michèle
LEJARRE Béatrice
LORAND Isabelle
MADANI Latifa
MAHE Véronique
MALAVAL Gisèle
MARCHAND Nathalie
MARCHAND Nicolas
MARCUCINI Jérôme
MARECHAL Jacques
MATHIEU Pierre
MATHURIN Isabelle
MAZEAU Céline
MAZET Annie
MENDELSON Christine

MESLIAN Anne
MEUNIER Julie
MEYER Jean-Pierre
MO Colette
MOKRANI Mehdi
MONNET Yannick
MONTANGON Maryse
NEGRE Jean-Charles
NEGRI Dominique
NIRONI Monique
NOIZET Pasquale
OBADIA Alain
PAGANO Alain
PARMENTIER Aline
PARNY Francis
PASQUET Isabelle
PASSET Michel
PEREA Laurent
PEREZ Martine
PEYGE Catherine
POTTIER Caroline
PRIMET Raphaëlle
RAUZE Marjolaine
RAVACHE Gilles
REMY Thibault
RICA Michel
RONDEPIERRE Denis
ROUSSEL Fabien
ROUSSILLON Marine

SAMARBAKSH Lydie
SANCHEZ Véronique
SANDOVAL Véronique
SATGE Dominique
SAVARY Nadine
SAVOLDELLI Pascal
SEASSAU Aymeric
SIMONNET Nathalie
SOULARD Pascale
STEFANI Michel
TEALDI Jean-François
TRANNOY Danielle
TSAGOURIS Mélanie
VERMOREL Nathalie
VESENTINI Mylène
VIEU Marie-Pierre
VIEU-CHARIER Catherine
VOIR Patrice
WOJCIECHOWSKI Bozena
ZADERASKI Laurence
ZAMICHIEI Igor

Commission des conflits :

BRYNHOLE Marc
PAGANO Alain
LOUAIRE Martine
PEREA Laurent
PRIMET Raphaëlle

Clôture du 36^e Congrès

Allocution de Pierre Laurent

Je veux d'abord vous remercier de la confiance que vous venez d'accorder à la liste qui vous était proposée, et à moi-même en me confiant un nouveau mandat de secrétaire national. Je ressens évidemment le poids de cette confiance. Je voudrais associer à ce moment tous les membres du Conseil national qui viennent d'être élus et aussi ceux qui en ont été membres ces quatre dernières années parce que le chemin que nous avons parcouru, nous l'avons parcouru en équipe. C'est en équipe que nous allons continuer d'avancer. Une équipe unie à l'issue de ce congrès. C'est le signe d'une maturité nouvelle. Elle est le signe d'un rassemblement nouveau autour des choix que nous avons faits, il y a quatre ans, et que nous avons approfondis. Cette unité - je m'y engage - n'est conçue que dans le respect des diversités. Une diversité qui ne se réduit pas à des courants. Nous ne sommes pas d'accord sur tout. Mais nous allons faire avancer de pair cette diversité et la construction permanente de notre unité qui est le moyen d'être efficaces.

Être utiles au peuple, à la France, à la gauche

Nous voulions un congrès marqué, non par les débats politiques et les querelles internes, mais par une ambition : être utiles à notre peuple pour sortir notre pays de la crise et hisser l'Europe, le monde sur les chemins d'une nouvelle visée de civilisation émancipatrice. La situation est trop grave pour se laisser aller à autre chose que d'aider notre peuple à sortir de cette situation. De ce point de vue, l'objectif est atteint. Le 36^e Congrès fera date dans l'histoire du PCF.

Nous voulions un congrès marqué par la novation communiste

C'est un immense défi. Le monde doit se ré-inventer. Cette exigence s'est exprimée fortement durant ces quatre jours. Par la voix des salariés en lutte ouvrant nos travaux. Par vos témoignages, vos expériences, à vous délégués des fédérations. Mais aussi par les interventions de nos invités internationaux. Le communisme de nouvelle génération est une idée de grande portée. Elle nous condamne à l'audace et à l'invention. Nous ne pouvons rester engoncés dans les dogmes d'autrefois. Nous devons nous engager sur la durée, avec les forces vives du pays et du monde, dans la construction de ce projet. N'ayons pas peur de la novation.

À ce propos, je ne résiste pas au plaisir de dire quelques mots sur ce que certains médias ont présenté comme le scoop du Congrès. Selon eux, l'abandon de la faucille et du marteau aurait tourné les communistes. Je veux leur faire une révélation. À la naissance du PCF en 1920, la faucille et le marteau ne figurent pas à la une de "l'Humanité". Pas plus d'ailleurs qu'en 1921, 1922, 1923... Il a fallu que Lénine meurt pour que la faucille et le marteau s'affichent à la une du journal. C'est vrai aussi de la carte du Parti communiste français. En 1944, sur la carte du Parti des fusillés, pas de faucille ni de marteau. Mais, par contre, un liseré bleu-blanc-rouge, le symbole de la Résistance. Alors, oui notre carte a changé. Elle n'a plus les outils, mais elle a deux qualités. Elle est rouge et elle comporte le sigle du Parti de la gauche européenne car nous sommes fiers d'afficher notre ambition d'ouvrir des chemins émancipateurs pour l'Europe. En fait, pour moi, les symboles ne s'effacent pas. Ils s'ajoutent pour construire notre histoire. Et le signal d'aujourd'hui, c'est de rallumer les étoiles. Et de regarder vers l'avenir.

**Nous voulions un congrès ambitieux pour la transformation de l'Europe**

L'accord des 27 sur le budget d'austérité montre que nous avions raison. Ils sont en train de détruire l'idée de l'Europe en érigeant l'égoïsme - des pays riches - comme règle. Les décisions qu'ils viennent de prendre sont terribles. Elles vont se traduire par la diminution des crédits de la PAC, la baisse d'aide aux programmes aux plus démunis ou la réduction du Fonds de solidarité. Cette Europe-là nous n'en voulons pas. Nous avons une tout autre idée de l'Europe. C'est pourquoi je lance un appel solennel, avec mes camarades qui siègent au Parlement européen, pour inviter les députés de gauche à ne pas ratifier ce budget de régression et d'austérité. C'est ce combat pour changer l'Europe que nous allons mener lors de la prochaine élection européenne.

Nous voulions un congrès ambitieux pour le changement

C'est une urgence. Les Français ont eu raison de battre la droite au printemps dernier. Et nous avons eu raison de les aider à le faire. Mais aujourd'hui, le chômage grandit, les grands groupes continuent de licencier, l'hémorragie industrielle se poursuit et la pauvreté s'étend. Dans tous les secteurs, les services publics sont mis à mal. Ces changements, nous n'y renonçons pas et nous voulons qu'ils s'engagent dès cette année. L'appel lancé par notre congrès est clair. Nous appelons l'ensemble des forces de gauche, des forces sociales, syndicales, toutes les forces de changement à se mobiliser. Nous sommes la majorité dans le pays. C'est le sens de la campagne du Front de gauche d'alternative à l'austérité. Elle est à la disposition de tous ceux qui ont voulu le changement en mai dernier. Nous sommes prêts à tout moment à élargir les forces, l'espace. Toutes les forces de gauche sont les bienvenues. Les socialistes qui ne renoncent pas au changement. Les écologistes qui veulent construire une véritable transition énergétique. Nous sommes prêts à tous les dialogues, toutes les actions convergentes. Non, nous ne sommes pas cantonnés dans l'opposition. Nous sommes une force de rassemblement. Et nous allons mettre en mouvement les assemblées citoyennes, les fronts thématiques, le Front des luttes, comme autant d'outils au service de cet objectif de changement.

Trois propositions pour avancer

Sur quoi et comment pouvons-nous gagner ? J'ai remis, vendredi, aux forces de gauche, écologistes et d'extrême gauche présentes à notre congrès, trois propositions concrètes pour faire avancer le changement. Trois occasions à saisir. La première, c'est la bataille sur les questions de l'emploi et la sécurisation de l'emploi. Un accord minoritaire ne peut devenir la règle. On ne peut demander à la gauche, aux parlementaires de gauche, d'inscrire dans la loi des reculs sociaux inventés par la droite et le Medef. Cet accord n'est en rien conforme à ce qu'avait déclaré en attendant le gouvernement et le Président de la République au moment de la conférence sociale. Sur cette question, nous n'allons pas en rester là ! Nous allons nous battre avec des propositions. Le Parlement n'est pas une chambre d'enregistrement. Il a le droit et le devoir d'amender les textes qui lui sont soumis. Il faut en finir avec la pratique en vigueur sous Sarkozy. Il faut redonner vie au débat démocratique pour, en lien avec les électeurs, avec les organisations syndicales, faire avancer la réflexion. Et pour aider la gauche, nous allons avancer des propositions comme la généralisation des droits des salariés dans les conseils d'administration des entreprises, le droit de veto suspensif des comités d'entreprise sur les plans de licenciements et l'obligation de discuter des plans alternatifs émanant des salariés et de leurs organisations syndicales. Nous voulons légiférer la possibilité de reprise d'une entreprise quand le site peut vivre et se développer. Enfin, il est possible d'interdire, dès demain matin, les licenciements boursiers : le projet de loi peut être voté sans tarder au Parlement.

Deuxième proposition : l'égalité des droits. Le mariage pour tous a été adopté. C'est un progrès. Mais la bataille n'est pas terminée. Les adversaires à cette loi restent mobilisés. Le combat doit maintenant se poursuivre pour l'adoption et pour la PMA. Et en matière de droits, la gauche doit aller bien plus loin. Elle doit décider de faire aboutir la revendication de trente ans qu'est le droit de vote des étrangers aux élections locales. Une pétition nationale circule pour exiger ce droit. Elle doit se couvrir de milliers de signatures. Des délibérations sont prises dans certaines municipalités, elles doivent s'étendre à tout le pays. Partout, créons des collectifs pour animer cette campagne. Nous voulons gagner ce droit avant les élections municipales de 2014. Enfin, autre bataille pour l'égalité, l'égalité hommes-femmes en matière salariale. La situation qui perdure est insupportable. Aussi allons-nous mener la bataille pour le respect de la loi et pour gagner de nouveaux droits.

D'autres grands chantiers sont devant nous : la défense et le développement des services publics, la relance de l'industrie nationale, la revalorisation du pouvoir d'achat. Il est possible d'ouvrir des brèches et de faire la démonstration que notre démarche est crédible. Nous ne renoncerons pas à cette bataille pour le changement et nous allons faire des municipales et des européennes de 2014 les grands moments de rassemblement pour le changement. Non, aucune injonction ne nous fera varier de notre ligne de conduite. Nous allons continuer. Nous pouvons avancer.

Voilà, chers amis et camarades, le défi est grand. Mais regardons le chemin parcouru. Nous sortons de ce congrès plus forts, plus rassemblés. C'est le moment d'engager une grande mobilisation nationale pour rallumer les étoiles. Louis Aragon disait : « Il y a de quoi rêver et de quoi serrer les poings. » Alors, rêvons et serrons les poings, camarades ! ✪